

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE LA FRANCE
DEPUIS LA CRISE DE 1929

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 décembre 1938 à 14 heures

PAR

A. Ch. LE BOUTEILLER

MEMBRES DU JURY

Président : M. AFTALION, Professeur.

Assesseurs | *M. LESCURE, Professeur.*

| *M. BAUDIN, Professeur.*

JOSEPH FLOCH
IMPRIMEUR-ÉDITEUR
20, rue Lalande, PARIS XIV^e

—
1938

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE LA FRANCE

DEPUIS LA CRISE DE 1929

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 décembre 1938 à 14 heures

PAR

A. Ch. LE BOUTEILLER

MEMBRES DU JURY

Président : M. AFTALION, *Professeur.*

Assesseurs { M. LESCURE, *Professeur.*
 { M. BAUDIN, *Professeur.*

JOSEPH FLOCH

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

20, rue Lalande, PARIS XIV^e

1938



INTRODUCTION

Depuis quelque temps déjà l'ensemble des faits économiques désignés sous le nom général de « crise » semblent dépassés par leurs conséquences sociales et les solutions idéologiques des problèmes économiques sont passées au premier plan. Il semble donc intéressant de retracer l'évolution d'une des causes d'un grand nombre de nos maux : la décadence de notre commerce extérieur.

Il est souvent difficile de donner la contraction des échanges extérieurs comme cause ou effet de la crise économique. Les causes de la crise varient en effet avec chaque pays. Tel fait qui est chez nous une cause est devenu effet chez notre voisin. Pour la France, des quatre principaux éléments de la conjoncture : commerce extérieur, prix de gros, production industrielle, chômage, un seul semble dominer les autres et c'est le commerce extérieur seul facteur international. L'évolution de tous ces facteurs présente une grande concordance ; cependant un certain décalage dans le temps les sépare et permet de déterminer les liens de cause à effet qui les unissent. Or, le commerce extérieur a été le premier élément de la conjoncture orienté vers la baisse. Ce fait dans un pays qui se procure les $\frac{3}{4}$ de ses matières premières à l'étranger et qui est obligé de placer au dehors 25 à 30 % de sa production ne pouvait pas rester sans conséquences graves. Il est donc vraisemblable de dire que c'est le fléchissement de notre commerce extérieur causé lui-même par le développement de la crise dans les pays étrangers qui a déterminé d'abord la chute des prix puis la diminution de la production pour finir par contaminer toutes les branches de l'économie provoquant ainsi un chômage sans précédent. La crise a donc pénétré en France du dehors.

L'interdépendance économique des peuples malgré les tendances autarciques modernes n'est plus à démontrer. La vie économique d'un peuple est liée à celle du reste du monde et la prospérité générale ne peut reposer que sur la division du travail selon la répartition des ressources naturelles. Frappés par la crise bien avant la France nos principaux clients ont cru trouver un remède à leurs maux en se retranchant derrière des barrières douanières de plus en plus élevées. Ainsi que nous le verrons plus loin les premières

victimes des obstacles opposés à nos échanges avec l'étranger furent des producteurs de biens et de services travaillant pour l'exportation. Leur nombre et les intérêts qu'ils représentent en France sont considérables bien que 70 % de la production nationale soit absorbée par le marché intérieur. Or, ainsi que le fait remarquer le Comité Economique de la S. D. N. en 1935 : « il suffit que le marasme s'installe dans un secteur pour que tout l'organisme national s'en ressente. En effet à mesure qu'ils perdent leur clientèle étrangère les exportateurs restreignent leurs achats, le tissage achète moins à la filature, l'industrie métallique moins à la métallurgie, l'agriculteur moins d'engrais et moins d'articles industriels. La vague de dépression partie de la frontière se répand lentement à l'intérieur. On commence par arrêter un certain nombre de machines, on ferme quelques fabriques ; le chômage s'établit à demeure ; les bénéfices diminuent... disparaissent... les réserves fondent... les faillites sont plus fréquentes... »

Le processus de la crise s'est déroulé en France à peu près de cette manière. La restriction des échanges avec l'étranger a entraîné les conséquences que nous venons de passer en revue ; ces conséquences ont réagi à leur tour sur le commerce extérieur qui de cause est devenu effet lorsque pour empêcher nos industries de périr complètement les pouvoirs publics ont restreint très brusquement, à partir de 1931, les importations et ont accentué cet effort par la suite.

L'élévation des droits de douane, l'établissement des contingentements enfin la création des clearings ont empêché les prix des matières premières nécessaires à nos industries ainsi que ceux des produits agricoles importés de suivre le mouvement de baisse générale des prix mondiaux. Cependant la cause principale de l'élévation des prix-or français par rapport aux prix-or mondiaux a été le maintien de notre monnaie à une parité-or trop élevée. Cette politique monétaire et douanière a empêché pendant de longues années la France de vendre ses produits à l'étranger et sans pouvoir être accusée d'être la cause initiale de la crise en France elle a toutefois été la raison de sa persistance.

Quelque soit le rôle du commerce extérieur dans le développement de la crise en France, tour à tour cause et effet, ce rôle est très important. Nous essayerons de l'étudier. Nous avons dû malheureusement nous limiter à une période de crise relativement restreinte. Cependant l'étude de cette période 1931-37 présente de nombreux intérêts. Les premières manifestations de la crise dans le monde et l'apparition de ses premiers symptômes en France ayant été maintes fois étudiés nous nous sommes attachés à la phase aiguë de la crise française.

A partir de 1931 la crise est installée en France. Elle atteint bientôt toutes les branches de l'activité économique. La production industrielle qui s'était maintenue jusqu'à la fin 1930 commence à fléchir. Après une chute rapide jusqu'en 1932 une amélioration passagère apparaît en 1933. 1935 marque le fond de la crise française : les courbes cycliques sont à leur point le plus bas. En 1936-37 se manifestent des symptômes d'amélioration, mais cette reprise déjà amorcée depuis quelque temps à l'étranger est troublée en France par une crise sociale elle-même conséquence des perturbations économiques des années précédentes.

Il existe donc un décalage important entre l'évolution de la crise mondiale et la crise française et ce fait a permis de dégager les caractères particuliers de la crise en France. Les moyens de lutte pour enrayer les effets de la crise, ont été tout d'abord empiriques, leurs effets ont eu des répercussions imprévues. Une série de problèmes nouveaux en raison des caractères, jusqu'ici inconnus, présentés par cette crise se sont posés à partir de cette époque. Ils ont été étudiés dans le monde entier. Des solutions ont été proposées, des plans établis. Pendant toute la période que nous nous proposons d'étudier la lutte contre les effets de la crise a été s'organisant et de nombreuses mesures ont été prises pour provoquer une renaissance du commerce extérieur dont le marasme a été longtemps considéré comme la cause de tout le mal.

Dans une première partie nous nous sommes efforcés de donner un tableau objectif de l'évolution du commerce extérieur français pendant la période 1931-1937, variations en valeurs et en quantités. A cette fin nous avons laissé parler les chiffres le plus souvent possible. La plupart de ceux que nous avons cités ont été puisés dans les publications de la Statistique Générale de la France.

La seconde partie recherche les causes de ces variations. D'abord les causes générales et lointaines, ce rappel étant nécessaire car, en matière économique, les faits actuels sont souvent les conséquences d'événements depuis longtemps passés et aussi l'effet complexe d'une multitude de causes sans liens entre elles. Un ensemble d'idées, d'événements créent un milieu favorable à l'apparition de certains faits économiques qu'il faut soigneusement déterminer et séparer de la cause immédiate qui semble avoir déclenché la variation constatée.

Pour terminer nous avons étudié les principaux effets de la contraction des échanges avec l'extérieur sur la production, les finances et l'ordre social en spécifiant toutefois que la contraction des échanges avec l'extérieur n'était pas le plus souvent l'unique cause des perturbations signalées dans ces trois domaines.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ENSEMBLE DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS PENDANT LA PERIODE 1931-1937

CHAPITRE PREMIER

FLUCTUATIONS DE LA VALEUR ET DU VOLUME DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR

ETUDE STATISTIQUE.

Pour avoir une idée de cette évolution il faut considérer deux ordres de grandeur : d'abord la valeur des objets échangés et ensuite leur quantité.

La valeur du commerce extérieur ne peut en effet donner seule une idée exacte de son importance.

Cette valeur est déterminée principalement par la quantité des objets achetés ou vendus à l'étranger et par les prix. Mais nous savons que quantités et prix sont étroitement liés et que les variations de l'un de ces facteurs réagit sur l'autre et réciproquement. Nous serons donc obligés d'étudier séparément valeurs et quantités pour déterminer ensuite quelle est la part due dans les variations de la valeur de notre commerce extérieur aux variations des quantités et quelle est la part due aux variations des prix.

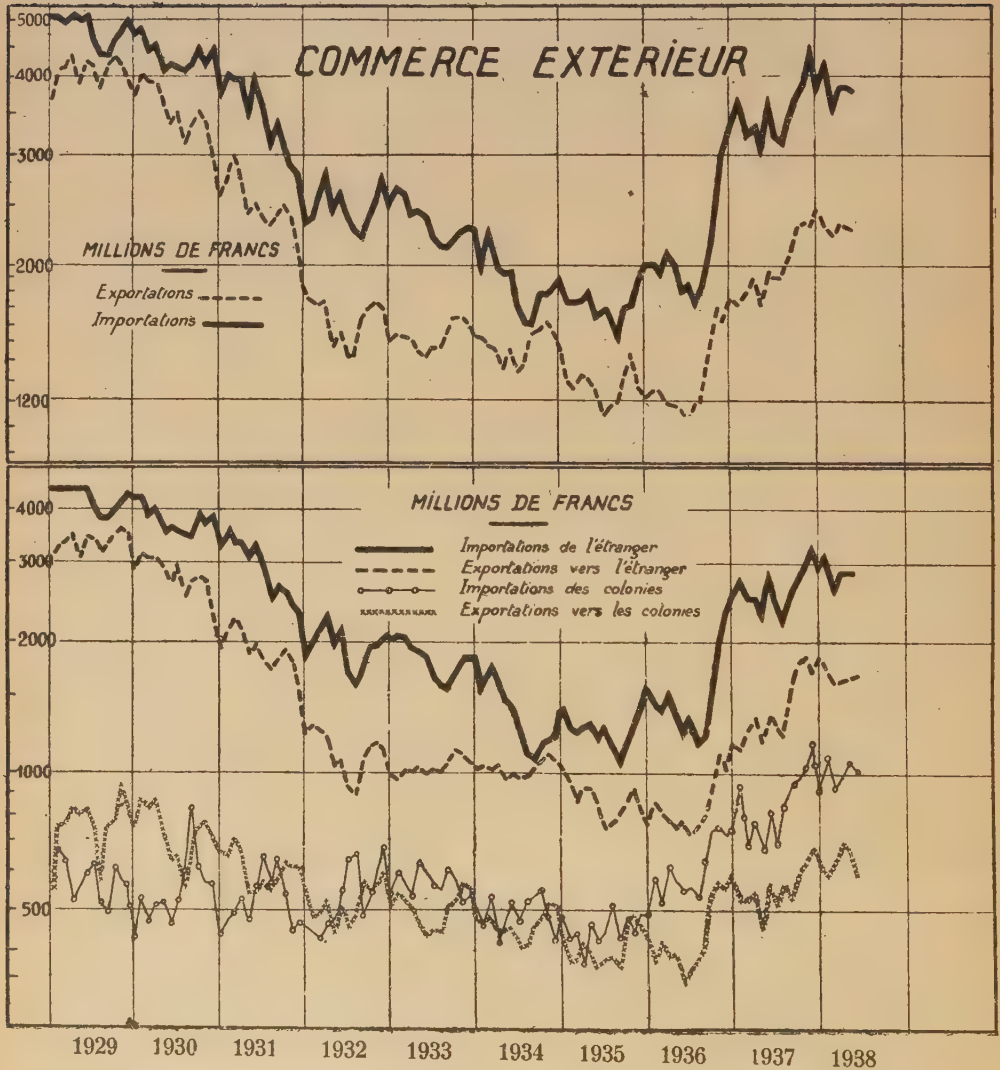
Cependant pour avoir rapidement une vue d'ensemble sur l'évolution de notre commerce extérieur nous examinerons tout d'abord les variations de son volume grâce à l'indice publié par la S. G. F. Cet indice qui est indépendant des prix est plus symptomatique du commerce extérieur que les quantités.

Les variations du commerce extérieur affectent les mêmes mouvements que les autres éléments de la conjoncture : mouvement de longue durée, mouvement cyclique, mouvements saisonniers.

Il semble que la crise dont nous souffrons soit causée par une conjugaison dans la baisse de ces deux premières caté-

GRAPHIQUE N° I

Courbe représentative de la valeur de notre commerce extérieur
(en million de fr.)



gories de mouvements. Cependant nous ne pouvons étudier dans une période aussi courte que celle que nous avons choisie les tendances du mouvement de longue durée. Quant aux mouvements saisonniers ils sont peu symptomatiques de l'évolution du commerce extérieur. En effet dans les périodes de baisse comme celle que nous étudions les mouvements saisonniers sont très atténués. Le relèvement de la courbe saisonnière que l'on constate au 2^e et au 4^e trimestre de chaque année s'atténue à mesure que le mouvement de baisse s'accélère.

A) FLUCTUATIONS DE LA VALEUR DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Importations. — Notre commerce d'importation a commencé à diminuer en valeur dès le début de 1930. En 1931 dans toutes les catégories d'importations les chiffres sont en baisse et plus particulièrement dans la catégorie des matières premières (— 35,1 %). Toutefois nos achats de denrées alimentaires augmentent de 18,4 %. Cette régression de la valeur globale de nos importations s'accroît en 1932 dans une proportion de 30 à 35 % (— 21 % seulement pour les objets d'alimentation). Mais une chute aussi accélérée ne pouvait continuer. Malgré le ralentissement de la production les stocks de matières premières ont fini par s'épuiser aussi la période 1933-34 marque-t-elle une moindre diminution de la valeur globale de nos importations (— 9 à — 22 % seulement) et une amélioration dans nos achats de matières nécessaires à l'industrie. L'année 1935 stabilise la valeur des matières premières importées tandis que celle des denrées alimentaires et des objets fabriqués continue à baisser (— 16,7 %). Cependant il faut noter que pendant cette année la Sarre a cessé de faire partie du territoire douanier de la France et ce fait est de nature à fausser les statistiques du commerce extérieur et à rendre impossible toute comparaison avec les années précédentes. En ce qui concerne les importations, la diminution de valeur du fait du rattachement de la Sarre à l'Allemagne a été estimée à 400 millions par la Commission permanente des valeurs en douane. De semblables réserves doivent être faites en ce qui concerne les valeurs des importations pendant l'année 1936 en raison de la dévaluation monétaire et des troubles survenus pendant la première partie de 1935. Les chiffres statistiques nous donnent en valeur absolue un gonflement considérable de la valeur des importations pendant cette année. Ce gonflement est dû à la diminution de la valeur de la monnaie française qui sert à payer les marchandises vendues en France en raison de contrats passés en monnaie étrangère. Il

faut ajouter à ceci, la hausse des prix or mondiaux depuis 1935, hausse qui n'a pas été compensée par un allègement suffisant des tarifs douaniers. Les effets de la dévaluation sur la valeur des importations se sont immédiatement fait sentir. C'est ainsi que l'accroissement des importations en valeur qui n'est que de 12 % pendant les trois premiers trimestres de 1936 passe à 46 % pour le dernier trimestre. En valeur relative cette augmentation ne dépasse pas 21 % par rapport à l'année précédente.

En résumé, on constate pendant la période étudiée une diminution constante des importations en valeur jusqu'en 1936. Cette diminution d'abord brutale se trouve freinée par les besoins vitaux du pays. Puis après une courte période de stabilité relative survient une brusque hausse créée artificiellement par la dévaluation. Le total des importations tombe de 42.199.302 francs en 1931 à 20.973.965 en 1935, soit une diminution de plus de moitié. En 1936 la hausse en valeur des importations sera de 4.424.079 sur l'année précédente ce qui porte le total de nos achats pour cette année à 25.398.044. Enfin il est intéressant de noter que depuis 1931 la valeur or de l'ensemble des importations est chaque année en dessous de celle des importations de 1913 jusqu'à atteindre en 1935 la moitié seulement de cette valeur.

Exportations. — Le commerce d'exportation a été la première branche de l'économie française touchée par la crise. Dès 1929 les exportateurs français sont obligés de vendre moins et moins cher, les marchés étrangers se fermant devant leurs produits. La diminution de la valeur de nos importations atteint en 1931 — 30 % par rapport à l'année précédente et — 35 % en 1932. Cette régression pèse d'une façon à peu près égale sur toutes les catégories de produits exportés (objets fabriqués — 32 % et matières industrielles — 36,7 % en 1932). C'est seulement à la fin de l'année suivante que la courbe de la valeur des exportations se relève légèrement. (La diminution n'atteint pas — 7 %). La valeur des exportations de matières industrielles s'est même légèrement améliorée (+ 4 %). Cependant les objets fabriqués qui constituent notre principale exportation diminuent encore de — 8 % et les objets d'alimentation de — 13 %.

En dépit des efforts conjugués des producteurs et de l'Etat la chute de nos exportations reprend ensuite de plus belle. Ce sont nos ventes de matières industrielles, qui sont surtout touchées en 1935 (— 17,6).

La dévaluation de septembre 1936 n'a pas donné en ce qui concerne notre commerce d'exportation le résultat que l'on escomptait. Loin de constater l'amélioration espérée c'est une nouvelle diminution de la valeur de nos ventes (— 0,39 %) que l'on enregistre pour l'ensemble de l'année 1936. Cepen-

dant il faut noter pour le dernier trimestre de cette année un relèvement de + 18 % de la valeur globale de nos exportations (exportations de matières industrielles + 28 % et exportations d'objets fabriqués + 12 %). Mais il faut tenir compte ici de la dévaluation de la monnaie. En effet les exportations en valeur ont été calculées pendant les deux derniers trimestres de 1936 en unités de moindre grandeur que celles utilisées pour les évaluations des deux premiers trimestres. C'est donc une augmentation de valeur de 0,3 % qui doit être en fin de compte considérée.

Le recul de nos exportations en valeur de denrées alimentaires s'est poursuivi en 1937. Par contre nos exportations de métaux et de minerais et nos principales exportations d'objets fabriqués ont été en s'améliorant (5.730 millions de francs en 1936 en regard de 3.317 en 1936 et de 3.159 en 1935).

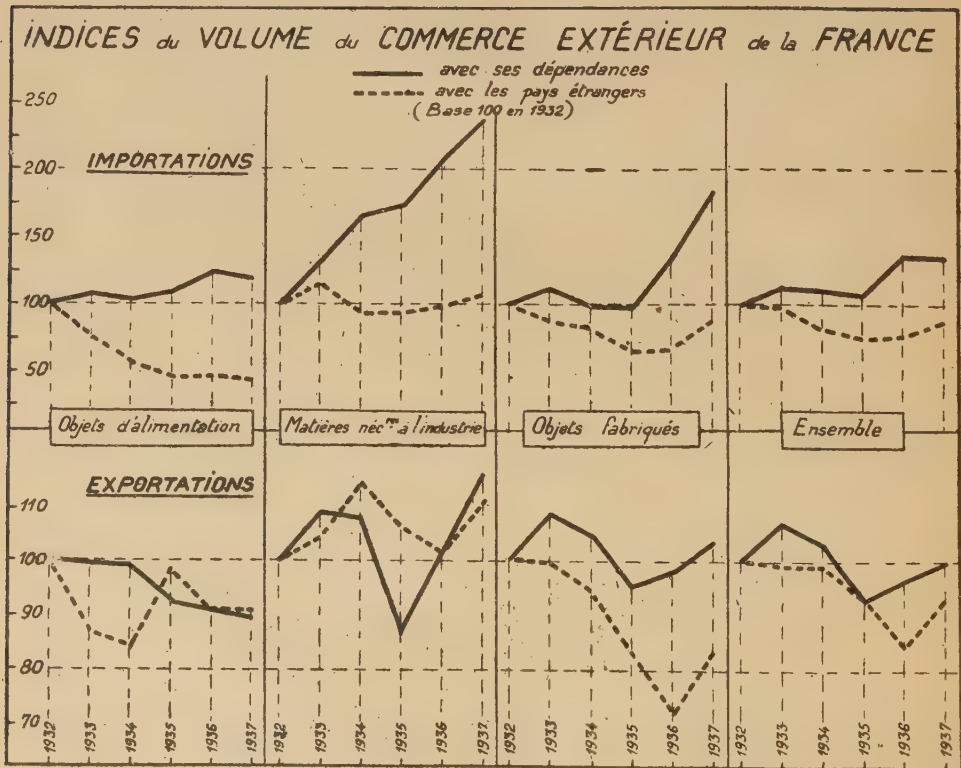
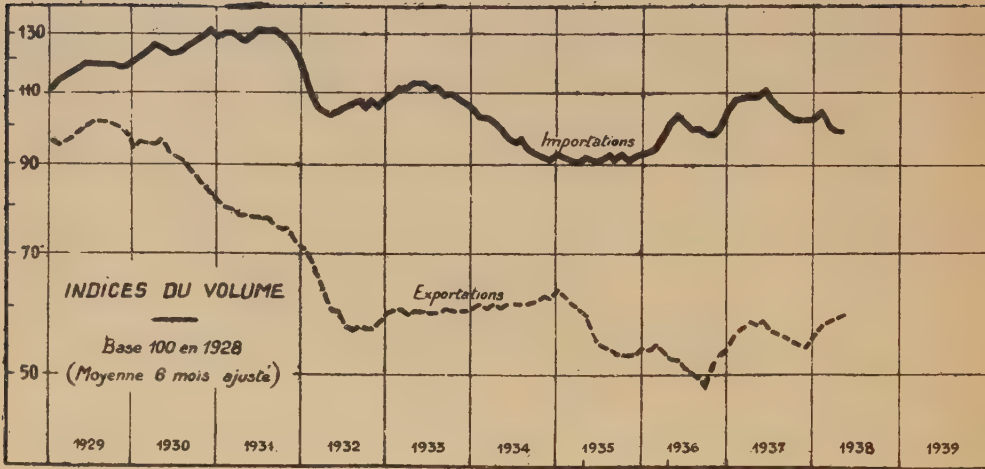
En résumé la baisse des exportations en valeur a été constante de 1931 à 1937. D'abord brutale puisque la valeur des exportations tombe de 30.421.327 millions de francs en 1931 à 18.433.154 en 1935. Elle se ralentit ensuite pour toucher son fond à la fin du 3^e trimestre de 1936. A partir de 1931 la valeur de l'ensemble des exportations est chaque année inférieure à celle de l'année 1913 prise comme point de comparaison de la valeur du commerce d'exportation d'avant-guerre.

Fluctuations comparées des importations et des exportations. — En considérant l'évolution respective des importations et des exportations en valeur on constate qu'il y a pendant la période 1931-1937 une contraction générale des échanges avec l'extérieur. On enregistre une baisse continue des importations et des exportations en valeur mais les deux courbes représentatives de leurs mouvements n'ont pas la même allure (voir graphique n° I). En négligeant les mouvements saisonniers qui, dans cette période ont eu des phases de hausse de moins en moins accentuées et des phases de baisse de plus en plus profondes on note pendant la période allant de la fin de 1931 à la fin de 1934 une nette tendance des deux courbes à s'écarter l'une de l'autre, c'est-à-dire que la valeur des exportations diminue plus rapidement que celle des importations. Cette tendance est très nettement marquée par le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations. Ce rapport diminue chaque année pour les trois années suivantes :

	Chiffres bruts	Commerce extérieur sans les colonies
1931	72,11	64,23
1932	66,11	67,24
1933	64,98	57,53

GRAPHIQUES N° II

Courbes représentatives des variations du volume
de Commerce extérieur



A partir du 2^e trimestre de 1934, le mouvement général se renverse. Cette amélioration n'est d'ailleurs pas due à l'augmentation de valeur des exportations mais seulement à une brusque contraction des importations. Le déficit de la balance commerciale diminue de moitié et le rapport exportations/importations passe à 72,28 % contre 64,98 % l'année précédente. Cette amélioration est de courte durée. Dès le 1^{er} trimestre de 1935 l'écart entre les 2 courbes s'accroît d'une façon moins marquée, toutefois que dans la période précédemment étudiée. C'est la courbe des exportations qui s'abaisse de nouveau tandis que celle des importations demeure stationnaire. La diminution des importations de matières premières et d'objets d'alimentation ne peut en effet compenser la diminution de nos ventes d'objets fabriqués. Cette allure générale ne fera que s'accroître pendant le cours de 1936. Le rapport entre la valeur exportations/importations est cette année-là le plus faible que l'on ait enregistré (60,8 %).

B) FLUCTUATIONS DU VOLUME DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le complément de l'étude du commerce extérieur de la France comporte l'étude des importations et des exportations en quantité. En effet la valeur du commerce extérieur étant exprimée en unité monétaire, peut varier, sans qu'il y ait de changement dans l'importance du commerce extérieur, sous l'influence de l'évolution des prix et des changements survenus dans la constitution de l'unité de mesure de cette valeur qui est la monnaie. L'étude des importations et des exportations en valeur ne peut donc à elle seule donner une idée exacte de l'évolution du commerce extérieur. De même le poids des importations et des exportations s'il est donné d'une façon globale pour l'une et pour l'autre de ces deux opérations, ne peut être pris en considération comme élément de comparaison étant donné que le poids global des importations et celui des exportations est établi en additionnant indifféremment les poids de catégories de marchandises de valeurs bien différentes. Il faudrait donc fournir des chiffres spéciaux pour chacune de ces catégories ce qui ne peut être envisagé dans une étude d'ensemble. Pour pallier à cet inconvénient la S.G.F. publie un indice mensuel du volume du commerce extérieur indépendamment de la variation des prix en prenant pour base 1913 — 100. Nous étudierons les variations de cet indice en ce qui concerne les importations puis les exportations.

Les importations. — La comparaison des variations de l'indice du volume des importations avec celles de l'indice de leur valeur démontre que le mouvement de baisse a d'abord

affecté la valeur des importations avant d'en diminuer le volume.

Ainsi en 1930-1931 l'indice du volume est encore en augmentation alors que la valeur des importations diminue régulièrement depuis décembre 1929. La baisse constatée est donc, pendant cette période, la conséquence d'une chute des prix. A partir de 1932 il y a parallélisme entre la baisse des valeurs importées et la contraction du volume des importations. C'est que dès la fin de 1931 les mesures douanières très sévères prises en 1931 et surtout l'établissement des contingents agissent avec efficacité sur le volume de nos importations. Les quantités importées qui avaient déjà diminué de — 4,6 % en 1931 sont restreintes en 1932 (— 18,1 %) en raison d'une importante diminution de nos achats de matières industrielles (— 21,2 %). Cette contraction du volume de nos importations jointe à la baisse continue des prix affecte profondément la courbe des valeurs.

Pour la période 1933-34 l'indice du volume ne suit pas le mouvement de baisse que nous avons enregistré au même moment dans le mouvement des valeurs. Il se relève légèrement dès la fin de 1932. En 1933 il est à 123 contre 118 en 1932. Mais en 1934 une restriction de — 14 %, dans nos achats d'objets d'alimentation affecte de nouveau l'indice du volume de nos importations qui finalement tombe à 102 au début de 1935. A ce moment le volume de nos importations dépasse à peine le volume de notre commerce d'importation d'avant-guerre malgré une augmentation de 15 % des importations d'objets manufacturés.

En 1936 un ralentissement sensible dans la production nationale de matières premières nécessite une augmentation de l'apport de l'étranger (particulièrement en ce qui concerne le charbon) d'où gonflement du volume de nos importations pour cette année-là (indice = 118 à 120). Les quantités importées de combustibles et d'objets manufacturés ne cessent ensuite d'augmenter (combustible 26 millions de tonnes en 1936 et 34 en 1937). En revanche les importations de textiles bruts sont en diminution.

Les Exportations. — Dès 1932 le volume de nos exportations tombe au-dessous du volume des exportations d'avant-guerre et demeurera au-dessous de ce niveau pendant tout le temps de la période étudiée démontrant ainsi la persistance du marasme de notre commerce d'exportation. La courbe représentative du volume des exportations n'a pas non plus la même physionomie que celle de la valeur des exportations. Elle est beaucoup plus régulière n'étant pas influencée par les fluctuations des prix. Après une baisse brutale qui se termine à la fin du 3^e trimestre de 1932 l'indice du volume de nos exportations se trouve à 86 (100 = 1913).

Nos ventes d'objets d'alimentation et d'objets fabriqués ont le plus souffert de cette chute (diminution de — 25,9 % en 1931 et de — 27 % en 1932 pour les quantités de O. A. diminution de — 18 et de — 31 % pour les quantités d'O. F.). Le volume des exportations demeure ensuite à peu près stationnaire pendant la période 1933-1934 affectant même une légère amélioration (augmentation de + 12,6 % des quantités importées en 1934). Nos ventes d'objets fabriqués sont surtout responsables de cette amélioration (augmentation de + 14,2 % en 1933 et de + 12,7 en 1934). Mais ce sont elles qui amorcent un nouveau mouvement de baisse au début de 1934. L'année 1936 doit être divisée en deux périodes : pendant les 3 premiers trimestres la contraction du volume de nos exportations se poursuit (l'indice général est à 78 en septembre 1936) affectant surtout nos ventes d'O. A. (diminution de — 14 %). Le dernier trimestre de l'année marque un net changement dans l'orientation de la courbe du volume de nos exportations. On constate une reprise dans l'activité de notre commerce d'exportation (surtout en ce qui concerne nos ventes de matières industrielles qui passent de 21.475.000 tonnes en 1935 à 22.135.000 en 1936 et 23.332 en 1937 et nos principales ventes d'objets fabriqués). L'indice du volume de nos exportations est à 87 au début de 1937. Bref, la contraction du volume de nos exportations s'est poursuivie jusqu'au mois de septembre 1936. Elle atteint à ce moment 45 % du volume des exportations de 1929 alors qu'à la même époque le volume du commerce mondial n'était plus que de 30 % inférieur au niveau de 1929.

Mouvements comparés des importations et des exportations.
— Voici les nombres-indices moyens du volume de nos importations et de nos exportations pendant la période étudiée (base 100 = 1913).

Années	Importations	Exportations
1931	144	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	109	90
1935	102	81
1936	113	78
1937	104	57

La comparaison des courbes représentatives de ces indices traduit l'aggravation de la situation de notre commerce extérieur. (Voir graphique n° II). Les deux courbes d'abord parallèles dans le sens de la baisse jusqu'au milieu de 1932 prennent à ce moment des directions nettement divergentes. Dès le dernier trimestre de 1932 le volume des importations

augmente légèrement mais régulièrement avec une baisse saisonnière en fin d'année. A cette hausse légère correspond pour la même période la continuation de la contraction du volume des exportations avec une légère reprise en fin d'année. Les deux courbes se maintiennent écartées pendant les années 1932-1933 avec écart maximum au début du 2^e trimestre de 1933. A ce moment l'indice du volume des importations est à 126 et l'indice des exportations à 85. Cette situation se maintient en ce qui concerne les exportations pendant le cours de 1934. Pendant cette période l'état de nos exportations reste stationnaire affecté seulement par les mouvements saisonniers habituels avec un léger mouvement de reprise qui se dessine à la fin de 1934 début 1935 ; cette amélioration sera éphémère. Quant à la courbe des importations après la hausse maxima de 1933 elle tend à rejoindre la courbe des exportations restée stationnaire. Nous avons vu précédemment quelles étaient les raisons de cette baisse dans le mouvement des importations.

Le rapport $\frac{\text{importations}}{\text{exportations}}$ s'améliore donc au début de 1934 mais cette amélioration est due à une contraction du volume de nos importations et non à une reprise de notre commerce d'exportation. De même l'allure divergente que l'on constate au début de 1935 entre la courbe du volume des importations et celle du volume des exportations est causée par une nouvelle contraction du volume de nos exportations en regard d'un état stationnaire de nos achats à l'étranger. Cette divergence s'accroît au début de 1936 comme conséquence du gonflement de nos importations de matières industrielles. Mais le volume des exportations est plus prompt à s'améliorer après la dévaluation de septembre 1936.

Evolution de la balance commerciale. — La balance commerciale résulte de la comparaison des achats et des ventes effectués à l'étranger ou dans les colonies pendant l'année écoulée.

S'étendant sur une période relativement courte et portant sur des chiffres globaux, cette comparaison ne peut donner qu'une idée approximative de la situation économique. Cependant l'étude de la balance commerciale pendant plusieurs années permet de tirer des conclusions intéressantes.

Ainsi la balance commerciale de l'année 1931 reflète très nettement les effets conjugués de la crise et de la médiocrité de la récolte de 1930. Le déficit de la balance commerciale est en effet provoqué en partie cette année là par le déficit de la balance alimentaire. Nos exportations ont diminué plus que nos importations. Nos ventes à l'étranger ont été inférieures de 12 milliards, 76 à nos achats qu'elles n'ont cou-

vertes que dans la proportion 64,6 %. Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé en 1931, il atteint 11 milliards 777.975 contre 9 milliards 675.591 l'année précédente. Cette aggravation du déficit en valeur absolue n'est pas considérable en raison de la baisse des prix qui a entraîné une diminution générale de la valeur de notre commerce extérieur. En valeur relative le déficit est plus important.

Le déficit constaté en 1932 dépasse 10 milliards inférieur de plus de 1 milliard 1/2 à celui de 1931. Mais cette amélioration de notre balance commerciale est due à une nouvelle contraction de nos importations. La situation de notre commerce extérieur est loin de s'améliorer, nos ventes à l'étranger ne couvrent plus que 57 % de nos achats. L'état de la balance commerciale de la France demeure stationnaire en 1933 malgré une augmentation de + 14,2 % des quantités de nos exportations d'objets fabriqués et une diminution de — 20,1 et — 10,8 % de nos achats de O.A. et de O.F. Il en est ainsi à la suite de la baisse continue des prix.

La situation de notre balance commerciale s'améliore considérablement en 1934, le déficit n'est plus que de 5 milliards. Cette amélioration se fait encore au détriment de notre commerce d'importation, elle ne se maintient pas l'année suivante. Le déficit de la balance commerciale s'accroît de 4,3 % en 1935. Les importations diminuent en effet de — 3,8 %, les exportations sont en régression de 11,1 % et le déficit passe 5.247.103 en 1934 à 5.472.637.

En 1936 le déficit enregistré atteint 10 milliards soit une augmentation de 88 %. Le déficit du commerce France-étranger est en augmentation de + 3 milliards et celui du commerce France-colonies de + 1 milliard 500 millions. L'accroissement du déficit de la balance commerciale n'a fait que croître en 1937 il atteint 16 milliards 188 pour les 11 premiers mois seulement, ce qui est — en tenant compte de la dépréciation du franc — une augmentation importante sur les années précédentes. Cette persistance d'un déficit toujours plus considérable de la balance commerciale, alors que les autres postes de la balance des comptes deviennent aussi déficitaires, ne laisse pas d'être très inquiétant.

CHAPITRE II

EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR
DE LA FRANCE PAR NATURE DE MARCHANDISES

A) EVOLUTION GÉNÉRALE DES IMPORTATIONS

Les diverses marchandises dont l'achat à l'étranger constitue les importations et la vente les exportations sont classées pour faciliter l'interprétation des statistiques en trois grandes catégories répondant aux diverses manifestations de l'activité économique de chaque pays. La classe des objets d'alimentation correspond à la production agricole, celle des matières premières à la production des matières nécessaires à la fabrication des produits finis. L'importance de ces diverses classes dans le total du commerce extérieur varie lentement selon l'évolution de la structure économique de chaque pays. Elle peut évoluer plus rapidement sous l'influence des variations cycliques qui font naître des réactions économiques et politiques. Ainsi avant la guerre la composition du commerce extérieur français était à peu près stabilisée. La France importait des matières premières et des produits 1/2 finis pour en faire des produits finis qu'elle vendait à ses fournisseurs de matières premières. Elle importait les objets d'alimentation qu'elle ne pouvait produire à bon compte et exportait ceux qu'elle produisait en abondance. Cette constitution quasi-traditionnelle du commerce extérieur français fut d'abord modifiée par l'amélioration des moyens de transports qui permit l'importation d'objets d'alimentation produits à peu de frais mais dans des pays lointains. Déjà avant-guerre la France importait plus dans cette catégorie qu'elle n'exportait. Cette tendance n'a cessé de s'accroître après la guerre malgré le relèvement des tarifs douaniers réclamés par les populations agricoles.

La classe des matières nécessaires à l'industrie qui formait notre principale importation ne cesse de perdre de son importance dans l'ensemble de nos importations. En effet la production française de deux principales matières nécessaires à notre industrie le minerai de fer et le charbon s'est considérablement améliorée après le retour à la France des mines de fer de Lorraine et de l'exploitation pour notre compte jusqu'en 1935 des mines de charbon de la Sarre. Par contre les objets fabriqués ont pris une part de plus en plus importante dans nos importations, ce qui dénote un

ralentissement certain dans le développement de l'activité productrice de la France.

En 1931 par exemple, alors que toutes les autres catégories d'importations sont en diminution les importations d'objets d'alimentation augmentent de + 18,4 % par rapport à l'année précédente et c'est sur les importations de matières premières que la baisse se fait de plus en plus durement sentir. Cette tendance se maintient l'année suivante les importations d'objets d'alimentation diminuant moins que celles des autres catégories. L'augmentation régulière des objets d'alimentation et des O. F. dans nos importations a fini par inquiéter les pouvoirs publics et c'est à ces deux catégories d'importations que s'attaquèrent les pouvoirs douaniers. Mais la tendance à l'augmentation des importations de O. A. par rapport aux achats des autres produits se manifeste de nouveau en 1936 (+ 24,5 %) alors que les importations de matières premières n'augmentent que de 23 % par rapport à l'année précédente. Cependant malgré ce changement notable dans la constitution de nos importations, les importations de matières premières demeurent la base de notre commerce d'importation. Les variations des importations seront donc déterminées comme auparavant par les variations des importations de matières premières (particulièrement les importations de houille).

Nous allons essayer maintenant de préciser l'évolution des importations pour chacune des marchandises rentrant dans ces diverses catégories.

a) Matières nécessaires à l'industrie.

Houilles crues, carbonisées ou agglomérées. — Elles constituent en valeur absolue notre principale importation. La valeur de cette importation a baissé sensiblement dès 1931 (— 18 %) sous l'influence conjuguée de la diminution des quantités et des prix. Le point de baisse maxima est atteint en 1932 (— 33,80 %). Les achats de houille reprennent ensuite sensiblement sous la pression des besoins des industries de transformation. Cette amélioration se poursuit les années suivantes. Nos achats à l'étranger passent de 1 milliard 900,9 de francs pour l'année 1935 à 2.147,3 pour 1936.

Cette augmentation inusitée des importations de houille ne laisse pas d'être inquiétante car elle dénote un ralentissement de la production de nos houillères. La diminution de la production due à l'application des nouvelles lois sociales n'a pas été compensée par des progrès techniques et un rendement supérieur de la main d'œuvre minière. Il est vrai que l'augmentation constatée dans la valeur des importations

de houille ne correspond pas en général à une augmentation importante des quantités. Elle provient surtout d'une hausse des prix.

Cuivre. — Une brusque diminution de nos achats de cuivre en 1938 fait place à une légère reprise l'année suivante. 1934 marque un nouveau mouvement de baisse plus important en valeur qu'en quantités (— 21,4 % pour les quantités). L'année suivante quantités et valeurs sont en progrès. Il en est de même en 1936. Sous l'influence du relèvement des cours du cuivre et de la reprise des armements nos achats atteignent cette année là 473 millions 4 francs, soit une augmentation sur la valeur de nos importations de cuivre en 1932. La part des importations de cuivre dans notre importation totale demeure à peu près constamment aux environs de 1,25 %.

Coton de laine et déchets de coton. — C'est dans la branche des textiles que les effets de la crise se sont le plus vivement et le plus rapidement fait sentir. Parmi les textiles le coton a atteint dès 1928 des cours particulièrement bas. Ceci explique la diminution de 54 % (par rapport à l'année précédente) de la valeur de cette importation pour 1931. Pour la même année la diminution en poids est moins considérable mais cependant très importante par rapport à la diminution moyenne de nos importations.

La résistance à la baisse des quantités de coton importé se maintient en 1932. Un relèvement des cours du coton en 1933 réagit sur la valeur de nos achats de coton qui passent cette année là à 1 milliard 573,7 francs contre 1 milliard 137,600 francs en 1932. C'est à ce moment que les achats de coton prennent une place prépondérante dans l'ensemble de nos importations (5,4 %). Ils se restreignent ensuite chaque année jusqu'à la fin de 1936. L'accroissement notable de la valeur de nos achats de coton à partir de cette époque est causée non par une recrudescence de commandes mais par une hausse rapide des cours.

Laines et déchets de laine. — La même constatation peut être faite dans cette catégorie de textile bien que la diminution des quantités importées ait été moins considérable que pour les cotons. En effet pour l'année 1931 elle a été (en poids) de — 17,6 % par rapport à l'année précédente contre — 36,4 % pour les cotons et déchets. Les quantités importées de laines et déchets de laine tendent à se maintenir alors que les prix continuent à baisser. En 1933 les cours de la laine se stabilisent et les quantités importées ayant légèrement augmenté on constate une hausse des importations en valeur. (Elles passent de 1 m. 270, 1 à 1 m. 545,2). Nos achats de laine ont dans l'ensemble diminué moins vite que le total de nos importations. (En 1935 ils constituaient

5, 79 % de notre importation totale). Après une régression marquée en 1934-35 due surtout à la baisse des cours les importations de laine en valeur tendent en 1936 à retrouver leur niveau de 1933.

Graines et fruits oléagineux. — Ici aussi la diminution de valeur de l'importation est brutale et inattendue puisque les quantités importées sont en augmentation pendant l'année 1931. La même constatation peut être faite en 1933. Par suite de la baisse des prix les importations en valeur de graines oléagineuses diminuent de $- 11,7 \%$ alors que les quantités importées augmentent de $+ 14,7 \%$ par rapport à l'année précédente. Les années suivantes quantités et valeurs diminuent mais les valeurs toujours plus rapidement que les quantités. Il faut arriver en 1935 pour constater une augmentation de nos achats en valeur absolue et en valeur relative. Cette augmentation atteint $+ 29,4 \%$ par rapport à l'année précédente et correspond cette fois à une diminution de 4,4 des quantités. Elle est justifiée par une hausse des cours de l'arachide et des autres graines ou fruits oléagineux.

Huiles minérales brutes ou raffinées et essences. — Cette catégorie de produit tend à prendre une place de plus en plus importante dans notre importation. Les huiles minérales brutes sont de plus en plus raffinées en France malgré les efforts faits par les Etats-Unis pour raffiner et transporter les huiles minérales à des prix très réduits.

Dans cette importation la divergence entre les variations des quantités et celles des valeurs se fait particulièrement nette. Les quantités importées (en poids) augmentent de 1930 à 1933 tandis que la valeur de cette importation diminue en raison de la baisse considérable des cours. Ainsi en 1932 on constate par rapport à 1931 une augmentation du poids des huiles minérales importées de $+ 11,2 \%$ tandis que l'importation en valeur baisse de $- 5,1 \%$.

Peaux et pelleteries brutes. — Dès 1932 les importations de pelleteries baissent de plus de $1/2$ en valeur. Les quantités sont aussi fortement diminuées. L'année suivante apporte une amélioration qui se poursuit jusqu'en 1934. A ce moment les importations de cette matière diminuent en poids et en valeur de façon relativement importante. La plus grande valeur des importations est atteinte en 1933 avec 484 millions de francs. Les peaux prennent au cours de cette période une place de plus en plus importante dans la valeur de nos importations pour arriver en 1935 à constituer $1,67 \%$ de leur ensemble. A partir de 1936 les importations de peaux participent à la hausse générale de la valeur de notre importation (due à la hausse des cours des matières premières), mais sans toutefois atteindre leur niveau de 1933.

Bois communs. — Les importations de bois subissent en 1932 une diminution particulièrement importante (près de la 1/2) tant en valeur qu'en poids. Par suite de la chute des prix la baisse en valeur se poursuit l'année suivante, moins grave il est vrai ($-6,5\%$ au lieu de $-55,6\%$) mais elle est plus sensible car elle correspond à une hausse des quantités de plus de 10% . C'est une diminution légère en valeur et en quantité que l'on enregistre en 1934 aggravée en 1935 malgré la hausse générale des cours des matières premières. Cette situation subsiste en 1936, année pendant laquelle les importations en valeurs n'atteignent que 368 millions de fr. alors qu'elles dépassaient 1 milliard 150 en 1931. Peu d'importations donnent un exemple de baisse de valeur aussi continue. La part des bois communs dans le total de nos importations est peu importante, elle n'a jamais dépassé $2,3\%$ (1934).

Huiles lourdes et résidus de pétrole. — La diminution de la valeur de nos importations d'huiles lourdes a d'abord été contre-balançée par une augmentation des quantités importées puis à une diminution notable en valeur a correspondu une régression légère en poids. Mais en 1934 on enregistre une diminution considérable des quantités ($-63,9\%$) par rapport à l'année précédente et un recul moins important des valeurs. La contraction de cette importation se poursuit l'année suivante mais en se faisant cette fois-ci plus particulièrement sentir sur la valeur de l'importation. Elle reflète dans nos importations d'huiles lourdes l'allure des cours mondiaux et atteint son maximum en 1935 avec 170 millions de francs contre 539 millions,5 au début de la période étudiée. L'importance de cette importation par rapport à notre importation totale a toujours été minime.

Pâtes de cellulose. — Après une importante diminution en valeur en 1931-1932, cette importation se redresse en 1933 et atteint plus de 352 millions. Contrairement à la plupart des importations de matières premières celle des pâtes de cellulose continuent à reculer en 1935 ; seule la hausse générale des cours 1936 viendra arrêter ce mouvement. Quant aux quantités leur diminution est moins rapide, mais l'accroissement de valeur constaté dans nos achats de pâtes de cellulose en 1933 n'est pas motivé par une augmentation des quantités. On enregistre même cette année-là une diminution de $-3,2\%$ sur les quantités importées. Cette importation a suivi ensuite le mouvement général de notre commerce d'importation.

b) Denrées alimentaires.

Céréales (grains et farines). — La valeur de cette importation se maintient jusqu'en 1933. A ce moment elle subit une baisse brutale de plus de moitié due à une diminution sensiblement égale des quantités importées. L'importation en valeur tombe de 2 milliards 871 en 1932 à 1 milliard 340. Les années suivantes la baisse se poursuit mais moins sensible et plus régulière elle semble surtout causée par la baisse des cours car les quantités importées ont très peu diminué. En 1936 les importations de céréales ont été un peu plus importantes que les années précédentes à la suite de l'insuffisance de la récolte en France. Sur le total de 1 milliard 374,5 de céréales importées, 1 milliard 156,5 provenaient des colonies. La place des céréales dans la valeur totale de notre importation n'a cessé de reculer. En 1932 elles y entraient pour plus de 9 % et en 1935 pour 4,9 % seulement. Les céréales étaient jadis (malgré les variations de la récolte) notre principale importation dans la catégorie des objets d'alimentation. Le recul que nous avons constaté est moins dû à une diminution de cette importation qu'à l'augmentation générale des autres importations de denrées alimentaires.

Vins (Mistelles comprises). — Les importations de vins tiennent dans notre importation totale la première place depuis 1932, prenant à elles seules (en 1933) 11 % de tous nos achats à l'étranger. Contrairement à ce qui s'est passé pour la plupart de nos importations, nos achats de vins n'ont cessé d'augmenter jusqu'en 1934 atteignant 3 milliards 154,4 francs en 1933 contre 2 milliards 155,6 francs en 1930. Mais la baisse n'en a été que plus brutale. A partir de 1934 les importations de cette catégorie de marchandises subissent une contraction analogue à celle que nous avons enregistrée pour nos autres achats pendant les années précédentes. De 3 milliards 154,4 francs les importations de vins tombent à 1 milliard 946,8 ce qui représente une diminution de plus de 40 % en valeur. Les importations de vins en valeur ont peu profité de la hausse générale des cours constatée en 1936. En ce qui concerne les quantités leurs variations déterminent en partie les variations des valeurs mais elles n'ont jamais leur amplitude ni leur brutalité qu'elles soient en hausse ou en baisse. Par exemple lorsque les quantités de vin importé augmentent de + 24,6 % en 1932 la progression des valeurs atteint plus de 40 % et lorsque les valeurs baissent de 40,2 % en 1934 les quantités ne diminuent que de 27,3 %.

Fruits de table. — Au début de la période étudiée, on constate à la suite de la baisse générale des cours une dimi-

nution de la valeur des importations de fruits correspondant à un accroissement des quantités importées. Cette baisse des cours se poursuit et, conjuguée avec une diminution des quantités importées, elle entraîne une baisse beaucoup plus considérable de la valeur de cette importation qui tombe à 820 millions en 1934 contre 1 milliard 314 millions 7 francs en 1931. L'augmentation de 262 millions constatée en 1936 est causée tant par la hausse des cours que par le gonflement général de nos importations de produits alimentaires. Les importations de fruits suivent quant à leur importance par rapport au total de nos importations la progression des importations d'objets d'alimentation.

Café. — A une hausse en valeur des importations de café en 1932 succède l'année suivante une importante régression due à la baisse des prix, car cette année-là les quantités ont légèrement augmenté. Les années suivantes la baisse se poursuit tant en valeur qu'en quantité, mais plus accentuée quant aux valeurs importées. Elle atteint son maximum en 1935, année pendant laquelle la valeur des cafés importés n'atteint que la moitié de la valeur de nos achats en 1932 (1 milliard 0,21). Les importations de café qui prenaient environ 3 % de notre importation totale ont légèrement diminué en importance à partir de 1935.

Eaux-de-vie et esprits. — La diminution en valeur de nos importations d'eaux-de-vie débute brusquement en 1933, nos achats passent en effet de 462 millions en 1932 à 294 millions l'année suivante. Cette baisse est provoquée par une diminution considérable des quantités importées qui atteint — 39 %. En 1935 la hausse des prix provoque une amélioration notable des importations en valeur malgré la diminution continuelle des quantités. Cette progression se poursuit en 1936.

Produits de la ferme. — La valeur de nos achats de ces produits ne cesse de baisser à partir de 1931. Elle tombe de 822 millions en 1931 à 180 millions en 1935. Cette régression est particulièrement importante et brutale en 1932, année pendant laquelle elle atteint plus de 50 % de la valeur des achats de l'année précédente. Contrairement aux autres objets d'alimentation cette baisse est imputable moins à une baisse des prix qu'à une diminution continue des quantités importées à la suite des mesures douanières et des contingentements établis en 1931.

Sucres bruts ou raffinés. — La stabilité de la valeur de cette importation est remarquable, puisque le plus grand écart constaté d'une année à l'autre est une augmentation de 53 millions sur les 403 millions payés en 1932 pour nos achats de sucre à l'étranger. Cette stabilité en valeur est due à une baisse parfois considérable des prix car les quantités

importées ne cessent d'augmenter jusqu'en 1935 (en 1933 + 50 % sur l'année précédente). 1936 marque une baisse tant des valeurs que des quantités. Les importations de sucres tendent à prendre plus d'importance dans la valeur totale de notre importation. Pour 1935 elles représentent 2,9 % de ce total.

c) Objets fabriqués.

Machines motrices, chaudières et pièces de machines. — La valeur de leur importation diminue régulièrement jusqu'en 1936. Elle se montait à 2 milliards 565,6 en 1931 et tombe en 1935 à 815 millions. Le recul est particulièrement accentué en 1932 année pendant laquelle la régression atteint — 47 %. Cette baisse est provoquée plus par une diminution des quantités importées — cette constatation s'applique surtout aux pièces de machines — que par la baisse des prix. — Tant par sa valeur que par son poids cette importation tient le premier rang parmi nos importations d'objets fabriqués. Elle prend environ 4 % de notre importation totale et tend à perdre de son importance depuis 1935 (3,89 %).

Papier et ses applications. — Cette importation subit en 1933 une importante diminution tant en valeur qu'en quantité (37 % pour les quantités et 25 % pour les valeurs). Ce mouvement de baisse se poursuit quant aux valeurs jusqu'à la fin de 1936. Il n'est provoqué qu'en partie par une diminution des quantités importées puisque les quantités reculent d'une façon beaucoup moins rapide que les valeurs. Elles sont même en légère augmentation (+ 0,8 %) en 1934. La part du papier et de ses applications dans le total de notre importation se maintient à 1 % environ.

Outils et ouvrages en métaux. — La diminution de la valeur de nos achats de ces produits se poursuit régulièrement de 1931 à 1935. Cette valeur passe de 738 millions,4 en 1931 à 313,7 millions de francs en 1935. Pour l'année 1932 seulement la baisse est de — 67 % par rapport à l'année précédente. Cette contraction des valeurs est provoquée en partie par une diminution des quantités importées. Elle est alternativement plus ou moins considérable que la baisse en quantité selon la résistance ou la collaboration du mouvement des prix. Cette importation garde chaque année son rang dans le total de notre importation. Elle prend environ 1,5 % de ce total.

Produits des industries chimiques. — Malgré une augmentation des quantités importées en 1932 la valeur de cette importation baisse de 73 millions par rapport à 1931 en raison de la baisse des prix. La même constatation doit être

faite en 1934 bien que de façon moins marquée puisque l'accroissement des quantités importées n'est que de $+ 0,8\%$ pour une baisse en valeur de $- 11,4\%$. Cette tendance se maintient puisqu'en 1935 une contraction de 10% des quantités correspond à une diminution deux fois plus importante des valeurs. 1936 marque un net redressement tant des valeurs que des quantités importées. Nos achats des produits chimiques prennent de $2,5$ à $3,5\%$ de notre importation totale.

Vue d'ensemble sur le mouvement de nos importations. —

Il ressort de l'étude des variations des principaux éléments de notre commerce d'importation que la baisse générale enregistrée pendant la période étudiée a été plus rapide et plus accentuée en ce qui concerne les valeurs. Ce fait est dû le plus souvent aux mouvements désordonnés des prix en période de crise. Ces mouvements dûs en grande partie à des facteurs psychologiques reflètent aussitôt toutes les tendances et les mouvements d'opinion du moment. Les quantités se sont montrées beaucoup plus stables, leur mouvement de baisse a été retardé et beaucoup plus lent du fait des besoins incompressibles du marché intérieur et du rôle important joué par l'habitude dans la passation des commandes. On a souvent même constaté au début de la période étudiée une baisse en valeur correspondant à une augmentation des quantités importées. Ce fait est dû aux prévisions des acheteurs qui, estimant que la baisse des cours ne serait que passagère, profitaient de cette baisse pour constituer des stocks. Les quantités importées n'ont été gravement touchées que lorsque les mesures de contingentement sont entrées en vigueur. Si les quantités ont résisté au mouvement de régression de nos importations en valeur elles ont été aussi moins promptes à se redresser lors du mouvement général de hausse fin 1936. La hausse en valeur de nos importations constatée à cette époque est justifiée par une hausse générale des prix.

B) EXPORTATIONS

Evolution générale. — D'une façon traditionnelle la France vend à l'étranger des objets fabriqués avec les matières premières qu'elle a importées. Les objets d'alimentation viennent ensuite dans la composition de nos exportations et les matières premières y entrent pour une part peu importante. Cette composition traditionnelle s'est trouvée considérablement modifiée après la guerre et surtout depuis la crise. Les modifications survenues dans l'établissement des courants commerciaux elles-mêmes conséquences du changement dans la

structure de l'économie mondiale, ont profondément influé sur son évolution. Ainsi à la suite du retour des provinces annexées, la France s'est trouvée à la tête d'un véritable monopole de minerai de fer en Europe et propriétaire de très importants gisements de potasse. Ces matières premières et les produits demi-ouvrés (fonte, acier, etc.) ont pris maintenant dans nos exportations la place d'une partie de la production de nos industries exportatrices traditionnelles mais défaillantes sous les coups de la crise. Parmi ces industries les industries textiles tant lainières que cotonnières et les industries du vêtement ont été les plus touchées dans leurs ventes à l'exportation. La chute des cours mondiaux, l'emploi des textiles artificiels, l'industrialisation des pays neufs ont été fatales aux débouchés qu'elles s'étaient créés à l'étranger. Elles n'ont pas su s'adapter. Leur place a été prise par de nouvelles industries principalement les industries métallurgiques et les industries chimiques qui ont su résister et même se développer au temps de crise grâce à une cartellisation comportant un partage stricte des débouchés, aux demandes des pays neufs et enfin à la sollicitude de l'Etat qui favorise les industries-clés.

En résumé, dans ses exportations la France a été obligée de remplacer les produits finis refusés par les pays étrangers maintenant capables de les produire et à meilleur compte par des matières premières ou des produits demi-finis, sans, toutefois, que les nouvelles ventes puissent combler le déficit né de la disparition de nos industries exportatrices traditionnelles.

a) Matières nécessaires à l'industrie.

1° *Fer, fonte, acier, ferro-alliages, scories.* — Les produits sidérurgiques prennent une place de plus en plus importante dans l'ensemble de nos ventes à l'étranger. En 1932 leur part dans ce total n'était que de 5,7 % elle dépasse 9 % en 1934.

Les exportations de produits sidérurgiques reculent tout d'abord à la fois en quantité et en valeur. La régression la plus accentuée a lieu en 1932 (— 43 %). Une tendance à l'amélioration — plus sensible pour les valeurs que pour les quantités — apparaît les années suivantes. En 1934 nos envois de ces produits ont presque retrouvé avec 1 milliard 621 francs leur valeur de 1931. 1935 présente par contre une nouvelle régression qui se poursuit en 1936 malgré le relèvement des cours.

2° *Laines et déchets de laine.* — Nos envois dans cette catégorie de produits subissent une baisse continue en valeur

jusqu'en 1936. Ils atteignent leur point le plus bas en 1935 avec 668 millions, 4. En 1933 les valeurs exportées réussissent à regagner un peu du terrain perdu (809 millions). Les quantités exportées ne suivent pas les mêmes mouvements. La régression constatée dans les valeurs correspond d'abord à un accroissement des quantités exportées puis le mouvement de baisse gagne les quantités. Il se fait sentir tout d'abord d'une façon très sévère. L'année 1936 marque une nette amélioration tant en valeur (+ 32,3 %) qu'en poids (+ 15,7 %). La part des exportations de laines et déchets dans le total de notre exportation tend à s'améliorer, légèrement mais régulièrement d'année en année.

3° *Houille, crue, carbonisée, agglomérée.* — Cette exportation diminue chaque année rapidement surtout au début et à la fin de la période étudiée. Le recul se fait sentir tant sur les valeurs que sur les quantités, mais d'une façon moins accentuée cependant sur ce dernier ordre de grandeur. La valeur de nos envois de houille tombe de 649 millions en 1930 à 145 millions en 1936. Leur part dans l'exportation totale tend à devenir moins importante depuis 1935.

4° *Minerais divers.* — Les variations de la valeur de nos envois de minerai présente une allure différente de celle de la plupart des autres exportations. Après une courte période de régression (1930 à 1933) ils marquent ensuite chaque année un progrès sensible et tendent actuellement à retrouver leur niveau de 1930 (538 millions de fr.). Les quantités exportées suivent la même allure mais leur mouvement de hausse est plus accentué. Il atteint en 1935 + 30 % part rapport à 1934. Cette hausse anormale est due en partie aux exportations de minette lorraine en Sarre depuis le retour de la Sarre à l'Allemagne. La progression constante des exportations de minerai alors que la plupart de nos autres ventes sont en baisse a pour conséquence une importance croissante de cette exportation dans le total de nos exportations (1,2 % en 1932 contre 2,74 % en 1935).

5° *Peaux et pelleteries brutes.* — La valeur de nos envois de pelleteries régresse jusqu'en 1933, elle remonte ensuite régulièrement et en 1935 atteint plus de 400 millions dépassant de 44 millions le niveau de 1931. Les quantités exportées ne suivent pas le mouvement des valeurs ; jusqu'en 1932 on enregistre un accroissement de + 12 % dans les quantités correspondant à une baisse des valeurs de — 38 %. Dans la période de redressement les quantités ont tendance à augmenter plus rapidement que les valeurs, la baisse des prix freinant l'action des quantités sur les valeurs.

b) Objets fabriqués.

1° *Produits des industries chimiques.* — Malgré la régression continue de la valeur de leur exportation les produits des industries chimiques tiennent toujours le premier rang dans nos exportations d'objets fabriqués. Leur position dans la valeur totale de nos exportations n'a même cessé de s'améliorer passant de 9,1 % en 1932 à 10 % en 1936. La valeur de nos envois tombe de 3 milliards 209,9 en 1930 à 1.543,5 en 1936 cette régression des valeurs se poursuit très rapide jusqu'en 1934 (22 à 28 %) puis elle est freinée par une moindre diminution ou même une légère augmentation des quantités en 1933 et 1934. Les quantités exportées sont actuellement en nette progression (1.406.000 tonnes en 1937 contre 1.225.000 fr. en 1936).

2° *Tissus de soie et bourre de soie.* — La régression de nos ventes de tissus de soie se poursuit rapide jusqu'en 1936 elle est particulièrement brutale en 1932 où elle atteint — 45 % de la valeur de l'exportation de l'année précédente. Les exportations des tissus de soie qui avaient en 1930 une valeur de 2 milliards 860 millions de francs ne représentent en 1936 qu'une somme de 498 millions,1 francs. Cette chute vertigineuse est due en grande partie à la baisse des prix car les quantités diminuent d'une façon moins accentuée. L'importance de cette exportation en rapport à notre exportation totale n'est plus que de 3,6 % contre 5,5 % en 1932. Les quantités exportées diminuent encore brutalement entre 1936 et 1937.

Fils divers. — La valeur des ventes de ce produit est aussi en constante diminution. Elle tombe en 1935 à 685 millions 4 contre 2 milliards 209 millions de francs en 1930. La régression des quantités est moins importante, elle s'est cependant accentuée en 1936.

Tissus de coton. — Présentent aussi une régression continue des valeurs exportées. Cette régression est particulièrement importante au début de la période étudiée. Elle est pour 1932 de — 34 % par rapport à l'année précédente. Par contre on note une légère augmentation des quantités (+ 9 % en 1933). Les quantités exportées sont actuellement stationnaires.

Tissus de laine. — Dès 1932 la diminution de valeur des exportations de tissus de laine atteint — 61,8 % par rapport à la valeur de l'année précédente. Ce mouvement se poursuit rapide et accentué et tant en valeur qu'en quantité. En 1936 nos exportations de tissus de laine n'atteignent plus que 146 millions contre 1 milliard 571 millions en 1930.

Machines motrices, chaudières, pièces de machines. — La diminution de la valeur des ventes de cette catégorie de produits pendant la période étudiée est 1 milliard 727 millions. Elle est donc considérable si l'on sait que nos envois représentaient pour 1930 2 milliards 107 francs. La diminution des valeurs est particulièrement sensible en 1932 : elle atteint — 36 %.

Outils et ouvrages en métaux. — Dans cette catégorie d'exportations le mouvement de régression s'arrête dès l'année 1932. A ce moment la valeur de nos ventes n'est plus que de 773 millions francs contre 1 milliard 253 en 1931. La baisse a donc été courte mais importante. Les années suivantes on enregistre une hausse légère mais régulière de valeurs exportées jusqu'en 1935. Cette progression est provoquée par une augmentation plus importante des quantités. 1935 et 1936 marquent une nouvelle diminution tant de quantités que de valeurs.

Voitures automobiles. — Les ventes d'automobiles à l'étranger sont gravement atteintes dès 1931. Après une amélioration passagère en 1933 provoquée par une importante augmentation des quantités exportées le mouvement de baisse reprend ; il semble provoqué par une diminution plus importante des quantités. En 1936 la valeur des exportations d'automobiles n'est plus que de 502 millions de francs contre 1 milliard 622 millions en 1930.

D'une manière générale les quantités exportées de produits des industries mécaniques n'ont pas été influencées par la légère reprise de nos exportations. Elles sont actuellement en recul marqué sur 1935. (294.000 tonnes en 1937 contre 310.000 tonnes en 1936 et 326.000 tonnes en 1935).

Lingerie, vêtements, articles confectionnés. — Cette catégorie d'articles est tout particulièrement atteinte dans la valeur de ses exportations. La baisse est pour la seule année 1932 de — 72,2 %. Les quantités exportées sont stationnaires depuis 1935 (1935 = 2.192 tonnes 1936 = 2.331 tonnes et 2.202 pour 1937).

Papier et ses applications. — La valeur de cette exportation diminue chaque année légèrement, mais régulièrement. Cette diminution est due à la baisse des prix car les quantités loin de diminuer de cette façon sont en légère augmentation en 1933 et 1934. Pour 1937 les quantités exportées s'élèvent à 34.859 tonnes contre 29.713 l'année précédente. La part de cette exportation dans la valeur totale de nos exportations demeure chaque année aux environs de 2,6 %.

Objets d'art et de luxe. — Les exportations d'objets d'art et de luxe ont été particulièrement touchées par la crise. Leur valeur est en continuelle diminution jusqu'en 1936. Ce recul est d'abord très grave. Il atteint — 35 % en moyenne pour

1931 et 1932, et devient ensuite moins accentué mais se poursuit régulièrement jusqu'en 1936. Il n'est causé qu'en partie par la diminution des quantités exportées dont la baisse est toujours moins importante. La très légère amélioration (+ 0,1 %) constatée en 1936 et 1937 n'est pas due à une hausse des prix mais à une augmentation importante des quantités (+ 21 %).

Peaux préparées. — La valeur de nos envois de peaux ouvrées diminue considérablement et régulièrement pendant toute la période étudiée.

Cette valeur ne représente plus que 253 millions en 1936 contre 776 millions en 1930. Cette régression très importante n'est suivie que de loin par les quantités elle est donc due surtout à la chute des prix. Le tonnage exporté a légèrement baissé cette année 1937 (2.200 tonnes contre 2.331 tonnes en 1936).

Poteries et verreries. — Pour cette catégorie d'articles la baisse en valeur des exportations s'est surtout fait sentir en 1932 (— 34,6 %) et en 1935 (— 33 %). Ce recul accéléré n'est pas dû aux variations des quantités qui sont en légère augmentation pour 1933, 1934 et 1937.

Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha. — La valeur de nos envois a surtout diminué en 1931 et en 1932 (— 33 %). La diminution des quantités exportées s'est montrée plus régulière et moins importante, elle s'est arrêtée en 1935 (4.236 tonnes) depuis, le tonnage exporté a peu varié (4.412 tonnes en 1937).

Armes, poudre, munitions. — A l'encontre des ventes que nous venons de passer en revue les envois de cette catégorie de produit présente dès 1932 une progression considérable tant en valeur qu'en quantité. Les valeurs exportées passent en effet de 79 millions de francs en 1931 à 243 millions 150 francs en 1932 soit une augmentation de 208 %. Les années suivantes cet accroissement considérable fait place à la suite de la baisse des prix, à une diminution légère mais régulière des valeurs exportées malgré une augmentation des quantités exportées qui se poursuit jusqu'en 1935. Pour 1936 on note une hausse importante (+ 80 %) des valeurs à la suite du relèvement des prix et de l'augmentation des quantités vendues.

c) Objets d'alimentation.

Vins (mistelles comprises). — Les vins ne cessent pas d'être notre principale exportation d'objets d'alimentation. Cependant cette exportation n'entre que pour 2,5 % environ dans le total de nos exportations. La diminution des valeurs

exportées se justifie tout d'abord par une régression des quantités exportées (valeurs et quantités ont diminué d'environ — 25 %). En 1937 la chute des valeurs exportées s'accroît gravement (— 33 %) mais elle semble causée en partie cette fois-ci par une chute des prix. 1933 et 1934 marquent une nette amélioration des valeurs exportées sous l'influence d'un relèvement des prix à la suite des récoltes médiocres. Les quantités varient peu. Les ventes sont de nouveau en régression en 1935 mais l'année suivante dépassent avec 500 millions le niveau de 1932 (425). Les variations accentuées et désordonnées de la valeur de nos exportations de vin sont dues en grande partie aux brusques mouvements des cours qui reflètent chaque année l'état de la récolte.

Sucres bruts et raffinés. — Le déclin de la valeur de nos ventes de sucre se poursuit régulièrement pendant toute la période étudiée. Ces ventes qui représentaient 602 millions francs en 1930 n'ont plus qu'une valeur de 402 millions en 1936. Cette baisse est causée en partie par la chute des prix car les quantités ont peu diminué. Elles sont même en légère augmentation (+ 5 %) environ pour 1932.

Eaux-de-vie et esprits. — Nos envois de spiritueux autrefois importants n'ont cessé de diminuer chaque année jusqu'en 1936, exception faite pour 1934, année pendant laquelle on enregistre un important relèvement des valeurs exportées (+ 20,6 %).

Céréales. — Les exportations de céréales sont en général peu importantes, la France absorbant en général toute sa récolte. Cependant en 1933 et en 1935 des récoltes exceptionnelles ont nécessité la vente des excédents à l'étranger afin d'assainir le marché (ces ventes ont été faites au cours mondial du blé) ce qui explique l'important accroissement des quantités exportées (+ 104,6 %) en 1933 pour une plus faible augmentation en valeur (+ 58,5 %). (En 1935 + 76 % pour les quantités contre + 56 % pour les valeurs). Malgré la hausse des cours mondiaux les ventes de 1936 marquent une régression en valeur. La récolte ayant été déficitaire il y a eu peu de vente à l'étranger cette année là.

Produits de la ferme. — Les ventes de ces produits présentent d'abord une diminution tant en valeur qu'en quantité. Puis les quantités s'améliorent à partir de 1933 (augmentation de + 33 % en 1934).

Cette amélioration n'entraîne qu'une hausse très faible des valeurs exportées, ce qui dénote un fléchissement continu des prix. En 1936 malgré un relèvement des prix des produits agricoles les valeurs sont en légère diminution. Cette fois-ci ce sont les quantités qui ont été considérablement touchées.

Vue d'ensemble sur le mouvement des exportations. — En

résumé nous sommes obligés de constater un déclin général de toutes nos ventes à l'étranger. Ce déclin est surtout marqué pour la valeur de nos ventes car les prix ont très rapidement baissé à partir de 1930. Il aurait fallu une augmentation considérable des quantités exportées pour compenser cette chute des prix. Comme nous avons pu nous en rendre compte il n'en a pas été ainsi. Le plus souvent les quantités ont aussi diminué à la suite des mesures douanières prises à l'étranger et le développement de nos ventes effectuées aux colonies n'a pu arrêter le mouvement de régression des quantités exportées. Lorsque les quantités exportées ont augmenté pour certaines catégories de produits c'était le plus souvent la conséquence d'une baisse nouvelle des prix ; les acheteurs étrangers profitant en effet de cette baisse des cours pour se procurer une plus grande quantité de marchandises avec des sommes moindres. D'une manière générale les quantités ont diminué plus tard et d'une façon moins importante que les valeurs. Les quelques produits tels que : armes, munitions, céréales, etc. dont les envois ont augmenté d'une façon importante tant en quantité qu'en valeur, ont dû ce fait à des circonstances tout à fait exceptionnelles (course aux armements et récolte excédentaire.)

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

Dans la période d'avant-guerre un certain parallélisme s'était établi entre les courants d'importation et les courants d'exportation. La France avait donc ses clients et ses fournisseurs attirés. Souvent le client était en même temps fournisseur car nous achetions nos matières premières et certaines denrées alimentaires dans les pays agricoles et les pays neufs auxquels nous vendions des objets fabriqués. Cependant il était loin d'y avoir compensation entre nos ventes et nos achats dans ces pays. Ainsi les pays étrangers d'outre-mer (Etats-Unis, Dominion, Amérique du sud) et l'Europe orientale et Balkanique fournissaient 50 % de nos importations. Ils ne recevaient par contre que 22 % de nos envois. Une compensation s'effectuait donc par voie triangulaire entre le groupe des pays avec lesquels nous avions une balance déficitaire et le groupe des pays à balance favorable. On peut dire d'autre part que les relations commerciales de la France — en dehors de celles qu'elle entretenait avec les colonies — étaient en grande partie conditionnées par la

proximité. En effet, la France demandait à ses voisins la moitié de ses fournitures et leur imposait les $\frac{3}{4}$ de ses ventes. Il y avait donc deux conditions principales dans la constitution de nos relations économiques avec l'étranger d'une part la structure économique des divers pays et de l'autre leur situation géographique par rapport à la France.

Ces deux conditions de base ont une évolution relativement lente puisque l'industrialisation des pays neufs demande plusieurs années et que l'amélioration de la rapidité et du prix des moyens de transport ne se fait pas du jour au lendemain. C'est ainsi que s'explique la relative immutabilité de nos relations commerciales avec l'étranger et les colonies.

En effet, cette tendance traditionnelle s'est à peu près rétablie d'elle-même après les troubles de la guerre. Le courant France outre-mer qui s'était prodigieusement gonflé s'est résorbé et on a assisté à la renaissance des courants France-Europe occidentale et France-Colonies. Cependant, même à cette époque, sur cette base constante s'effectuaient des transformations progressives. Les transformations ont été accélérées par la crise. Les mouvements de longue durée que nous avons signalés ont été modifiés par des variations irrégulières bien que naturelles. Les pays dits « neufs » qui s'étaient équipés après guerre ont décidé sous la pression des faits de se suffire le plus rapidement possible à eux-mêmes et ont élevé des barrières nouvelles devant nos exportations. La France s'est alors tournée vers ses colonies pour compenser par des ventes à notre empire colonial celles qu'elle ne pouvait plus réaliser à l'étranger. D'autre part, elle s'est efforcée de concentrer davantage son commerce extérieur sur des pays situés dans son voisinage. Enfin elle s'est vue dans la nécessité de tendre, dans ses relations avec chaque pays, à une égalité entre ses achats et ses ventes puisque le groupe des pays à balance favorable ne venait plus équilibrer le groupe des pays à balance déficitaire.

Le solde favorable de notre balance avec nos voisins du continent, qui achetaient en France notamment des tissus, des vêtements, des produits métallurgiques, des minerais a en effet, rapidement diminué pour disparaître complètement en 1931 tandis que demeurait le déficit normal de notre balance avec le groupe des pays d'outre-mer (fournisseurs de matières premières) et de l'Europe agricole. Ainsi le solde favorable sur nos voisins de l'Europe occidentale qui atteignait 9 milliards 5 en 1928 a fait place dès 1932 à un déficit de plus de 2 milliards. Nous verrons plus loin comment la France a essayé de remédier à la déficience de nos clients de l'Europe par un accroissement de nos envois dans les colonies et protectorats. Nous étudierons d'ailleurs dans ce chapitre l'évolution de nos relations avec chaque pays et nous pour-

rons constater les effets des troubles que nous venons de signaler.

a) Importations.

La France effectue 40 % de ses achats dans un même groupe de fournisseurs, comprenant les grandes nations industrielles de l'Europe et de l'Amérique. Ce groupe comprend : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les U.S.A. et l'Union Belgo-Luxembourgeoise. Il nous fournit des matières premières et des objets fabriqués. L'importance des achats que nous y faisons est telle qu'elle commande l'évolution de notre commerce d'importation. Ainsi les achats que nous effectuons en Allemagne sont 35 fois plus importants que ceux que nous faisons dans un pays comme la Norvège par exemple. Ainsi l'évolution de nos importations de matières premières est en grande partie conditionnée par nos achats de houilles en Grande-Bretagne. Enfin, il est intéressant de noter que près de la moitié du surcroît d'importations que nous avons signalé en 1936 (1 milliard 204 francs sur 2 milliards 580 d'augmentation), a été fournie par ces pays.

C'est donc le commerce d'importation de la France avec les pays composant ce groupe que nous étudierons d'abord, car cette étude nous permettra de tirer des conclusions valables pour l'ensemble de nos importations.

Un groupe est constitué par nos fournisseurs de produits agricoles (céréales, vins, fruits, etc...) et de produits bruts. Ce groupe nous fournit environ 16 à 18 % de nos achats et comprend principalement : la République Argentine, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie.

Enfin on peut réunir dans un troisième groupe des Etats qui pris individuellement ne fournissent à la France que 0,5 à 2 % de ses importations, mais dont l'ensemble représente environ 15 % de notre importation totale. Il est évident que les répercussions des variations des importations venant de chacun de ces états seront minimales. Les plus notables parmi ces états sont la Suisse, le Brésil, la Suède, l'Egypte, l'U.R.S.S., le Japon, le Canada, la Roumanie.

Il reste une foule d'Etats dont les ventes en France ne dépassent pas 0,5 % de notre importation totale mais dont l'ensemble arrive à constituer 28 % environ du total de nos importations.

Nous n'étudierons pas les relations commerciales de la France avec chacun de ces pays pris en particulier, car les variations de leur commerce avec la France arrivent à se compenser presque parfaitement du fait de la variété des marchandises qu'ils nous fournissent. L'évolution des impor-

tations de l'ensemble de ce groupe sera donc suffisamment symptomatique.

1° *Allemagne*. — L'Allemagne a conservé le premier rang parmi nos fournisseurs jusqu'en 1933 époque à laquelle sa place est prise par l'Algérie. En 1935 elle est dépossédée de cette deuxième place par les U. S. A. et passe en troisième position.

Ce recul de l'Allemagne dans la liste de nos fournisseurs est dû à une régression continue de la valeur de ses ventes en France. En effet cette valeur tombe de 7 milliards 937.117 en 1930 à 1 milliard 738.316 en 1935. Mais ce fait ne pourrait à lui seul expliquer le recul de l'Allemagne dans l'ordre d'importance de nos fournisseurs puisque la plupart de ceux-ci ont vu leurs ventes en France diminuer d'une façon sensible. Ce qui caractérise les exportations allemandes en France et celles d'un certain nombre d'autres pays c'est qu'elles ont diminué relativement plus que la moyenne de nos importations. Ainsi en 1934 la valeur des ventes allemandes a diminué de 709 millions 832, ce qui représente une régression de 24,2 % sur l'année précédente alors que la moyenne de notre importation n'a diminué que de 18,9 % cette année-là. La baisse est encore plus importante en 1935 puisqu'elle a atteint — 21,91 % tandis que la diminution moyenne n'est que de — 12,29 %. Malgré un accroissement de ses ventes en France pour l'année 1936 accroissement se montant à 33 millions de francs, l'Allemagne perd encore un rang dans l'ordre d'importance de nos fournisseurs; elle ne vient plus qu'au quatrième rang dépassée cette fois-ci par la Grande-Bretagne. C'est que ce redressement ne représente qu'une augmentation de + 1,8 % alors que la valeur moyenne de notre importation a augmenté de 21 %. La diminution que nous avons constatée jusqu'en 1935 s'est fait surtout sentir sur la valeur des houilles importées. Cette valeur a diminué pour les seules années 1931 et 1932 de 300 millions en moyenne mais elle s'est aussi améliorée plus nettement en 1935 et 1936. Ont été de même très affectés les envois de machines qui ne s'élevaient plus qu'à 304,8 millions, 8 en 1935 après avoir atteint 647,1 millions de francs en 1932.

2° *Etats-Unis*. — Les U. S. A. demeurent d'abord en seconde position parmi nos fournisseurs les plus importants. Leurs ventes en France diminuent moins que celles de l'Allemagne, mais plus que celles de l'Algérie et cette dernière les dépasse en 1932. Les U. S. A. se maintiennent dans cette troisième place d'abord derrière l'Algérie puis derrière l'Allemagne lorsque l'Algérie est passée au premier rang, jusqu'en 1935. A ce moment les U. S. A. conquièrent la deuxième place devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Cette stabilité relative de la place des U. S. A. dans l'ordre d'importance de nos fournisseurs est due à la moindre diminution de la valeur de leurs envois par rapport à la diminution moyenne de notre importation. Au début de la période étudiée les ventes américaines ont suivi la chute rapide de nos importations (diminution de 2 milliards 344.728 en 1931 sur un total de 6 milliards 148.131 en 1930). C'est ensuite un relèvement de + 8,7 % de la valeur de nos achats aux U. S. A. que l'on note en 1932 et une diminution légère (— 1,70 %) en 1933. En 1935 et en 1936 les U. S. A. se maintiennent sur leur position malgré un fléchissement de leurs ventes de — 7 % au-dessous de la moyenne en 1935. Les variations de nos importations venant des U. S. A. sont commandées par les variations dans nos achats de coton, de céréales et de pétroles. Ainsi la régression de nos importations américaines enregistrée en 1932 est justifiée en grande partie par une diminution de 1 milliard 68 de nos achats de coton qui, jointe à une moins value de 750 millions sur les envois de pétrole compense l'accroissement des envois américains de céréales et de fruits. Les importations de céréales sont liées à l'état de la récolte en France. Pour 1933 par exemple elles tombent de 155 millions à 9 millions; la même année nos achats de coton aux U. S. A. subissent aussi une importante diminution (76 millions contre 995 millions l'année précédente). En 1934 diminution importante des envois d'huiles lourdes (144,1 contre 206,6). La reprise de 1936 est surtout marquée pour les importations de coton (1 milliard 029 contre 517) et de fruits (213 millions contre 123).

3° *La Grande-Bretagne.* — La G. B. demeure le troisième de nos grands fournisseurs jusqu'à ce qu'elle soit dépassée par l'Algérie en 1932. Elle regagnera cette place en 1935 au détriment de l'Allemagne. Les importations venant d'Angleterre suivent à peu près le mouvement général de régression de nos achats à l'étranger. Elles diminuent d'abord un peu plus que la moyenne de nos importations. (En 1933 elles sont de — 5 % en dessous mais en 1935 de + 5 % au-dessus de cette moyenne). En 1936 elles se redressent moins rapidement que l'ensemble de nos importations (+ 14 % contre + 21 %). La plus forte diminution enregistrée est celle des importations de 1932 : 1 milliard 267.223 en valeur absolue alors que la valeur des importations venant de la G. B. avait atteint 3 milliards 724.345 en 1931. La plus grande partie (plus de 50 %) de nos achats en G. B. est consacrée à la houille. Les variations des envois de cette marchandise déterminera donc les variations du total de nos importations venant de ce pays. Ainsi lors de l'important recul que nous avons constaté en 1932 dans nos achats

venant de G. B. sur les 1 milliard 267 millions de moins-value près de 400 millions étaient dus à la régression de nos achats de houille. Nos importations de houille s'ame nuisent ensuite chaque année régulièrement pour ne plus valoir que 683 millions, 8 en 1935 contre 1 milliard 344 millions en 1931. En 1936 à la suite de la hausse des prix nos achats de charbon en G. B. remontent à 753 millions malgré une diminution des quantités (7.333 de tonnes contre 2.545). Les machines viennent ensuite dans l'ordre d'importance de nos achats en G. B. Leur importation a surtout souffert en 1932 : (99 millions contre 232 l'année précédente).

4° *Union Belgo-Luxembourgeoise*. — La place occupée par l'U. B. L. parmi nos fournisseurs n'a été modifiée que par l'ascension de l'Algérie qui lui fit perdre sa quatrième place. Les ventes de l'U. B. L. en France se composent de matières premières et d'objets fabriqués. Elles ont subi en 1932 l'effet des mesures de contingentements qui, jointes à la baisse des prix les ont amputées de 1 milliard 192.506 sur un total de 3 milliards 633.238 en 1931. En 1933 et 1934 le fléchissement se maintient entre — 18 et — 19 % mais la diminution moyenne des importations françaises est de — 6 % pour 1933 et de — 18 % l'année suivante, il n'y a donc diminution importante que pour 1933.

Nos achats effectués dans l'U. B. L. se sont gonflés en 1936 (+ 17 %) mais pas autant que la moyenne de nos achats faits à l'étranger cette année-là (+ 21 %).

La France se procure dans l'U. B. L. un certain nombre de matières premières qui sont par ordre d'importance de nos achats : la houille, le cuivre, le lin.

L'importance de nos achats de houille conditionne l'évolution de notre commerce d'importation avec l'Union. La brusque régression de ce commerce d'importation en 1932 a été provoquée principalement par la diminution de nos achats de houille (454 millions contre 720 en 1931). La valeur de ces achats est finalement tombée à 351 millions de francs en 1935. Elle accuse actuellement un relèvement sensible (+ 41 millions en 1936). Les envois de laine sont en régression jusqu'en 1935 pour s'améliorer ensuite (1934 : 38 millions — 1935 = 59 — 1936 = 97 millions).

Nos achats de lin diminuent en valeur de — 50 % en 1933 puis remontent de + 40 % en 1935.

Les fournisseurs de moyenne importance. — Cette catégorie fournit à la France environ 16 % de ses achats. En font partie nos plus importants fournisseurs de produits alimentaires. Les envois de chacun des états faisant partie de ce groupe étaient, au début de la période étudiée, à peu près de même importance avec prédominance des envois venant des Pays-Bas. De profondes modifications dans leur clas-

sement par ordre d'importance sont intervenues depuis 1931. L'Italie a d'abord perdu 3 places en 1932. La diminution des envois de céréales de la République Argentine lui fait perdre 5 places en 1933-1934 à l'avantage de la Suisse. L'Espagne est aussi en recul (6 rangs) parmi nos autres fournisseurs. Ce recul est justifié par la situation intérieure de ce pays (éliminé aujourd'hui du monde commercial) pendant les années 1933-1934.

Nous allons maintenant étudier dans le détail le mouvement de nos importations venant des principaux états de cette catégorie.

Pays-Bas. — Le gonflement de nos achats en 1936 a profité aux P. B. (en 1936 le florin a été dévalué en même temps que le franc) qui voient leurs ventes en France augmenter de 57 millions par rapport aux 520 millions 974 de l'année précédente.

La réduction de nos achats dans les P. B. depuis 1932 a surtout porté sur la houille (197 millions, 8 en 1932 contre 428 en 1931), sur les envois de viandes (62,1 millions contre 190,7) et de fruits (19,5 millions contre 71,8).

La houille demeure la principale matière que nous demandons au commerce des P. B. malgré la diminution de la valeur de nos achats de cette matière — (10 millions en 1933 — 37 en 1934). Les envois de fromage jusqu'ici moins affectés que les autres produits diminuent de près de 50 % en 1935.

Espagne. — Ce pays fournit à la France des fruits (oranges) des vins fins et de coupage et des matières premières : minerais de plomb, de zinc, de mercure. Nos importations venant de ce pays ont été gravement atteintes dès 1932 par des mesures de contingentements. Elles diminuent de 1/3 pour cette seule année. Les envois de fruits ne se montent plus en 1932 qu'à 330,9 millions contre 638,6 millions l'année précédente, les envois de vins subissent une réduction de près de — 150 % ; pour 1934 cette réduction atteint plus de 103 millions de francs (26,9 millions de francs en 1934 contre 130 millions en 1933). Nos achats de fruits sont aussi très touchés surtout en 1935 (diminution de 110 millions de francs). Cependant les fruits demeurent notre principale importation venant d'Espagne.

D'une manière générale le commerce d'importation avec l'Espagne diminue de 33 % pendant cette période (1934-1935). Par contre en 1936 la reprise de nos achats en Espagne est très importante (augmentation de + 39 %). Les plus fortes progressions sont enregistrées dans les envois de fruits (253 millions contre 186) de plomb et de zinc. Tout commerce avec l'Espagne a été suspendu depuis Juillet 1936. Cependant dès le début de 1937 la France a pu effectuer de nouveau quelques achats de fruits en Espagne.

République Argentine. — Nos importations en provenance de la R.A. ne suivent pas tout d'abord le mouvement général de régression de notre commerce d'importation. Elles sont en augmentation pour 1931 de 225.213 millions sur l'année précédente (1 milliard 203.048). En effet si nos achats de laine ont diminué de 122,4 millions cette année-là par suite de la baisse des prix, cette diminution a été largement compensée par nos commandes de viandes et surtout de céréales. Les ventes de l'année suivante se soldent par une diminution de 361 millions 528 inférieure cependant à la diminution moyenne de notre importation et ceci en raison de la stabilité de nos achats de laine et de céréales. Une régression très brutale marque l'année 1933 l'ensemble des envois de la R.A. tombe de 1.067,500 à 580,664 millions ce qui représente une diminution de — 45,6 %. Cette chute est due principalement à la quasi suppression de nos achats de céréales cette année-là (78 millions de francs contre 675,8) et aussi aux restrictions dans nos achats de laine (— 93 millions). Les deux années suivantes les importations venant de la République Argentine suivent le mouvement général de régression de nos importations. Les diminutions enregistrées oscillent entre 16 à 22 % elles sont particulièrement marquées pour les envois de laine (— 42 millions de francs en 1934 et — 62 en 1935. Les envois des graines et de fruits oléagineux demeurent relativement stables. Ceux de céréales diminuent encore en 1935 (31,7 contre 63 l'année précédente).

Le relèvement de 1936 est légèrement supérieur à la moyenne (+ 27) surtout en ce qui concerne les achats de laine (158 millions contre 135) et des matières oléagineuses (275 millions contre 24).

L'Italie. — Dès 1932 le commerce franco-italien d'importation s'est trouvé gravement atteint. (L'Italie perd 3 rangs dans l'ordre d'importance de nos fournisseurs). La diminution des envois italiens atteint — 37,5 %, ils passent en effet de 1 milliard 436.761 de francs en 1931 à 634.706 millions. Les importations les plus atteintes par cette régression sont les importations de bestiaux qui tombent de 252,7 millions à 10,3, de soies (58,3 contre 163,2), de fromages (45,3 contre 106,1) de chanvre (13,8 contre 38,5). L'année suivante marque l'arrêt de ce mouvement de baisse. Nos achats en Italie paraissent se stabiliser. Mais l'année suivante ils sont de nouveau inférieurs (diminution de — 7,3 %) à la diminution moyenne (— 4 % en 1934 et — 7 % en 1935) malgré une amélioration des envois de fruits (69 millions de francs contre 45). Cette augmentation ne peut en effet compenser la régression de la plupart de nos autres achats. Nos achats de chanvre par exemple passent de 50,1 millions en 1934 à 28,8 millions en 1935. L'Italie n'a pas participé au

relèvement général de la valeur de notre importation en 1936. L'application des sanctions ayant paralysé tout commerce franco-italien les envois italiens en France ont encore diminué de — 47 % par rapport à l'année précédente.

Les petits fournisseurs. — Nous avons rangé dans cette catégorie les états qui ne fournissent individuellement à la France que 0,5 à 1,5 % du total de ses achats mais dont l'ensemble des ventes atteint environ 15 % de notre importation totale. Les variations des importations venant de ces pays n'auront donc d'influence que si elles sont orientées dans le même sens. Or, nous assistons pendant la période étudiée un mouvement général de contraction de nos importations, il est donc intéressant d'étudier quelle a été l'action des petits fournisseurs sur cette évolution vers la baisse.

Il semble que les importations venant de nos fournisseurs de moindre importance aient d'abord freiné par leur stabilité et même par leur amélioration le mouvement général de baisse que nous avons enregistré. 1931 marque en effet une augmentation de nos importations venant du Canada (nos achats de céréales venant de ce pays sont en augmentation de 408 millions de francs) de la Pologne en ce qui concerne surtout la viande et les bois, de la Roumanie qui a importé cette année-là 3,8 millions de quintaux de céréales contre 1,8 l'année précédente et 3,2 millions de quintaux d'huiles minérales au lieu de 1,3. D'autres états faisant partie de cette catégorie ont vu diminuer leurs envois mais d'une façon moins accentuée que la moyenne.

Cette tendance se maintient l'année suivante pendant laquelle on enregistre une augmentation de 78 millions dans les importations de pétrole et dérivés venant de l'U. R. S. S. qui compense largement une diminution de 31 millions dans les envois de bois venant de ce pays. La Roumanie nous envoie pour 79 millions de francs de céréales et pour 23 millions de pétrole en 1931. On note aussi une légère augmentation (11 millions) de nos achats de céréales tchécoslovaques et les importations venant de Suisse diminuent moins que la moyenne. La diminution est plus importante pour la Suède — 18,1 %, l'Egypte — 13,5 %.

Nous trouvons de nombreux petits fournisseurs dans les états dont les importations en France ont augmenté pendant l'année 1933. Ainsi les importations de coton venant d'Egypte passent de 201,3 millions à 290,6, les pâtes de cellulose de Suède de 88 millions à 124,4, les machines suisses de 80 millions à 98,6, les huiles minérales de l'U. R. S. S. de 158 millions à 276,4. Par contre les importations de café du Brésil diminuent encore de 98 millions ; le total des importations venant de Roumanie recule de — 22,4 % et celles du Canada de — 41 %. Cependant on peut encore dire qu'en 1933 les

envois des petits fournisseurs n'ont pas en général suivi le mouvement général de regression de nos importations et qu'ils l'ont freiné dans la mesure de leur importance.

Par contre en 1934 cette tendance disparaît et nos achats dans les pays faisant partie de ce groupe suivent à partir de cette époque le mouvement de régression générale de nos importations qui est considérable cette année-là (— 18,9 %). Bien que la Suède, la Tchécoslovaquie, l'Egypte aient vu leurs envois en France diminuer moins que la moyenne, la majeure partie des petits fournisseurs ont une moins value importante dans leurs ventes en France. Les importations d'huiles lourdes de l'U.R.S.S. passent de 82,2 millions à 40,8, celles d'huiles minérales de 158,1 millions à 78,1. Le Brésil ne nous vend plus que pour 255,3 millions de café contre 401,6 l'année précédente. Les envois de céréales du Canada sont en diminution de 72 millions de francs. Les envois de la Roumanie reculent de — 31,2 %. Les mouvements les plus marqués dans les importations venant des petits fournisseurs sont pour 1935 : une augmentation des envois de céréales et de peaux venant du Canada : 24 millions pour les céréales et de 43 millions pour les peaux ainsi qu'une légère augmentation des importations de café brésilien. Par contre on enregistre une diminution sensible des envois de pâtes de cellulose venant de Suède (115,3 millions contre 120,2) et une très importante des importations d'huiles minérales d'U.R.S.S. (19,6 millions contre 78,7) et de Roumanie (107 contre 159,2). Le total des importations roumaines diminue de 36,42 %.

Enfin, les petits fournisseurs ont pris une part active au gonflement de nos importations en 1936. La Roumanie améliore ses ventes en France de 46 %, ses envois d'huiles minérales passent de 108 millions à 146. Les bois communs venant de l'U.R.S.S. augmentent de 24 millions et les huiles lourdes soviétiques passent de 4 millions à 146. Les importations de Pologne s'accroissent de 33 %. Les ventes de la Suède de 21 % (Pâtes de cellulose 159 contre 115).

Les autres états petits fournisseurs de la France voient aussi leurs ventes en France s'accroître en valeur mais dans des proportions inférieures à la moyenne (+ 21 %). Ainsi les importations venant d'Egypte ne progressent que de 19 %, celles du Brésil de 14 % seulement. Cette catégorie de fournisseurs a donc dans l'ensemble moins souffert dans ses relations avec la France que la plupart des fournisseurs plus importants.

b) Exportations.

Nous reprenons ici la classification en trois grandes catégories d'états, que nous avons utilisée pour les importations.

De même que la France fait la plus grande partie de ses achats à un petit nombre de pays, de même elle vend la majorité de ses produits à quelques clients importants. Il est à remarquer d'ailleurs que les fournisseurs les plus importants de la France sont aussi ses clients les plus importants. Nous allons donc retrouver dans la catégorie des clients importants : la Grande-Bretagne, l'U. B. L. l'Allemagne. Les U. S. A. par contre qui sont un de nos plus importants fournisseurs ne constituent pour nous qu'un client secondaire. Cependant l'ordre d'importance de ces pays en tant que clients n'est pas exactement le même que celui qu'ils occupent en tant que fournisseurs. Les variations de leurs achats ne sont pas semblables à celles de leurs ventes. Le fait important dans cet ordre d'idées est le recul très accentué de la position de la Grande-Bretagne parmi nos gros clients à partir de 1932.

A ces grands pays industriels nous fournissons d'une manière générale : du minerai de fer, des fers et aciers en ce qui concerne les matières industrielles et les produits bruts, des produits finis tels que : tissus de soie, de laine, de coton, lingerie, poteries, verreries, et quelques denrées alimentaires : vins, spiritueux, primeurs.

Dans la catégorie des clients secondaires nous retrouvons l'Italie, les Pays-Bas la République Argentine.

La Grande-Bretagne. — La Grande-Bretagne demeure jusqu'en 1932 le principal client de la France, mais dès 1931 la valeur de ses achats en France décline (6 milliards 845.305 en 1930 contre 5 milliards 038.063 en 1931).

Mais en 1932 à la suite de l'application du nouveau tarif douanier anglais les exportations françaises vers la G. B. reculent pour cette seule année de 3 milliards 881 millions soit une diminution de près de — 40 %. De ce fait la G. B. passe au second rang de nos clients.

Les achats de la G. B. en France se composent surtout d'objets fabriqués et de denrées alimentaires. Ce sont les exportations de ces deux catégories qui se trouvent particulièrement touchées en 1932. La valeur de nos envois de fils de laine tombe de 213,3 millions de francs à 9,9 celle des envois de tissus de laine de 354,6 millions à 29,5. Nos ventes de tissus de coton subissent une diminution de 90 millions sur les 116 millions de l'année précédente, celles de tissus de soie ne diminuent que de 60 %. La régression de nos ventes de produits alimentaires est encore plus considérable ; nos envois de pommes de terre disparaissent à peu près (1 million 4 contre 126,2 l'année précédente) ceux de légumes frais passent de 83,9 millions à 25,5. On enregistre encore une diminution considérable de valeur dans nos exportations de fruits (76 millions de fr., 9 contre 131,7) de vins (62,9

contre 149,7), d'eaux-de-vie (75 contre 111,0) de perles fines (64,4 contre 1336). La régression de nos exportations vers la G. B. ne pouvant continuer à cette allure se ralentit en 1933. Cependant nos ventes en G. B. diminuent encore cette année-là de — 7% de plus que de la moyenne. On note toutefois un relèvement de nos exportations de vins (90,8 millions de fr. contre 62) et de laine (145,7 millions contre 68,6).

1935 marque le terme de ce mouvement de régression qui fait alors place à une légère amélioration (+ 4,41 %) plus sensible si on la compare à la diminution générale de — 13,3 % de nos exportations pendant cette année-là. La progression est surtout marquée dans nos ventes de produits bruts et de denrées alimentaires : céréales (130,8 millions de francs contre 51,5 en 1934) laine (114,2 contre 101) fers et aciers (102,2 contre 977) mais nos envois d'objets fabriqués sont encore en régression. Il en est de même en 1936 et ceci confirme la modification de la composition de notre commerce d'exportation. En effet la progression de 296 millions que l'on constate sur l'ensemble de nos exportations vers la G. B. est due cette année-là encore à une augmentation de nos ventes de produits bruts et de denrées alimentaires : laines et déchets (203 millions de francs contre 114 en 1935) huiles volatiles (28 contre 19) huiles lourdes (21 contre 7) pierres gemmes (35 contre 20) fers et aciers (141 contre 102) produits chimiques (43 contre 29). Parmi les denrées alimentaires : légumes frais (17 contre 10) vins (138 contre 100) eaux-de-vie (76 contre 60).

Union Belgo-Luxembourgeoise. — La stabilité de notre commerce d'exportation avec l'U. B. L. contraste avec les brusques variations que nous avons constatées dans nos relations commerciales avec la G. B. Si nos ventes en U. B. L. suivent le mouvement général de contraction de nos exportations elles diminuent en général moins que la moyenne. Cette diminution varie suivant les années de — 4 à — 8 %. A cette stabilité l'U. B. L. doit le maintien de sa place en tête du groupe de nos principaux clients jusqu'en 1936. En 1932, par exemple, alors que nos exportations vers la G. B. diminuent de — 40 % nos ventes en Belgique ne baissent que de — 3,3 % passant de 3 milliards 582.409 de francs à 2 milliards 241,103. La réduction des ventes se répartit à peu près uniformément sur toutes les catégories de marchandises c'est-à-dire principalement des produits bruts et des objets fabriqués. Voici quelques chiffres caractéristiques : fers et aciers (61 millions de francs 6 contre 171,5) laines (142,6 contre 210). Chlorure de potassium (126,6 contre 227,7). Vins (68,5 contre 104,8) houilles (70,2 contre 110,4). Tissus de soie (68,0 contre 117,2) machines et

pièces de machines (108,5 contre 212,4) automobiles (55,7 contre 105,2). Les diminutions enregistrées en 1933 sont à peu près du même ordre de grandeur.

Pour 1934 la réduction générale de nos envois est un peu plus accentuée — 7,6 % mais sont seules vraiment touchées nos ventes de laine et de fils de laine (159,1 contre 201,8). La régression se poursuit au même rythme jusqu'en 1936. Les principales diminutions enregistrées en 1935 concernent les fers aciers dont les ventes en Belgique tombent de 95 millions de francs 9 millions à 67,0. Les fils de laine (68,0 contre 100,8). Les envois des autres catégories de marchandises subissent une diminution d'environ — 8 % inférieure de 5 % à la moyenne. En 1936 l'U. B. L. participe avec un accroissement de ses achats de 47 millions 179 au relèvement général de nos exportations. Cette augmentation est cependant moins considérable que celle que nous avons enregistré pour la G. B. et enregistrerons plus loin pour les U. S. A. On voit donc que la stabilité de nos exportations en Belgique joue aussi bien en période de hausse qu'en période de baisse.

Allemagne. — La valeur de notre commerce d'exportation avec l'Allemagne a subi des fluctuations très accentuées, aussi la place de l'Allemagne dans l'ordre d'importance de nos fournisseurs a-t-elle subi de notables changements pendant la période étudiée. L'Allemagne a conservé la troisième place parmi nos clients jusqu'en 1933 malgré les modifications survenues dans la position de la G. B. en 1932. Jusqu'à cette époque nos ventes en Allemagne suivent le mouvement de recul général de nos exportations. En 1933 elles présentent une légère amélioration (+ 0,2 %) qui contraste cependant avec la diminution moyenne (— 6,5 %) de notre exportation totale et l'Allemagne passe en deuxième position parmi nos clients. L'augmentation est surtout marquée pour les ventes de peaux et pelleteries brutes (68 millions de fr., 7 contre 49,3) de laine (212,6 contre 179,2) de fers et aciers (391,3 contre 292,2) d'engrais phosphatés (67,1 contre 54,9) d'outils et ouvrages en métaux (66,1 contre 47,3). Il faut cependant enregistrer une régression de nos exportations de houilles 124 millions contre 134,2.

Ce mouvement ascendant s'amplifie nettement en 1934. Il provoque une augmentation de nos ventes de + 15 % et l'Allemagne passe au premier rang de nos clients. Cette amélioration remarquable de notre commerce d'exportation avec l'Allemagne s'est surtout fait sentir à l'occasion de nos ventes de fers et aciers (579,9 millions de fr. en 1934 contre 391,3 en 1933) d'ouvrages en métaux (112,6 contre 66,1) par contre nos envois de laine diminuent de 68 millions. Mais ce relèvement ne se poursuit pas. En 1935 il faut

enregistrer une régression brutale de nos exportations en Allemagne. Cette régression est de — 47,23 % par rapport à l'année précédente et atteint 939.418 millions en valeur absolue. De ce fait l'Allemagne reprend parmi nos clients sa place en troisième position. La valeur de notre commerce d'exportation franco-allemand retombe cette année-là en dessous du niveau de 1932 (1 milliard 449.777 contre 1 milliard 689.825 en 1932). Les catégories de marchandises les plus touchées par cette baisse sont : la houille (50,1 millions de fr. contre 144,5) les fers et aciers (98,3 contre 581) ouvrages en métaux (14,8 contre 112,5) seuls nos envois de minerais sont en augmentation (173 contre 79,5). La régression de nos exportations en Allemagne n'est pas arrêtée par la reprise de 1936. Cette année-là en effet la valeur de nos ventes diminue encore de 383 millions malgré la hausse générale des prix soit un recul de — 36 % par rapport à l'année précédente. Cette régression est générale pour toutes les catégories de marchandises. L'Allemagne n'est plus pour la France qu'un client d'importance secondaire.

Les clients de moyenne importance. — Nos principaux clients dans cette catégorie moyenne étaient d'une façon quasi-traditionnelle, la Suisse, les U. S. A. et l'Italie. Cet ordre demeure pour les deux premiers états mais il n'en est pas de même pour l'Italie qui perd son rang en 1936 à la suite de l'application des sanctions économiques. Nous donnerons quelques chiffres au sujet des variations de notre commerce d'exportation avec ces pays.

La Suisse. — Le mouvement général de régression de nos exportations se reflète fidèlement dans le mouvement des ventes que nous effectuons en Suisse c'est pourquoi la Suisse conserve toujours la même position dans l'ordre d'importance de nos clients. Ainsi en 1936 si la Suisse passe au troisième rang de nos clients ce fait n'est pas dû à une augmentation de nos exportations vers ce pays mais seulement à la régression très importante de nos ventes en Allemagne cette année-là. Nos envois en Suisse les plus touchés par la crise ont été les envois d'articles de luxe : les tissus de soie par exemple dont les ventes diminuent de plus de moitié en 1932 (49,5 millions de fr. contre 109) les fils de soie (104,3 contre 183,6) ; les ventes d'automobiles diminuent de 45 % pendant la même année. Nos exportations de matières premières et de produits bruts sont atteintes à leur tour d'une façon très notable en 1935 et entraînent une régression de plus de 18 % du total de nos ventes en Suisse. Cette année-là nos envois de houille ne valent plus que, 76,9 millions contre 116,9 millions l'année précédente. Ceux de fers et aciers (61,4 millions contre 117) ceux de laine 43,4 contre 61,3. L'amélioration constatée en 1936 n'est due qu'à une moindre

diminution (— 10% seulement) de nos exportations vers la Suisse par rapport à celles de l'année précédente

Les États-Unis. — Nos ventes aux U.S.A. ont aussi suivi jusqu'en 1936 une courbe descendante parallèle à celle de la moyenne de nos exportations. En 1936 elles se sont améliorées en valeur absolue de plus de 159 millions ce qui représente une progression relative de + 22 %. Les régressions les plus marquées ont eu lieu en 1932, elles concernent surtout les objets fabriqués : peaux et pelleteries brutes (52,8 millions de fr. contre 106) tissus de soie (66,6 contre 130,7) lingerie vêtements (44,7 contre 93,5). Malgré ce recul générale on a pu enregistrer en 1934 en raison de la fin de la prohibition une reprise importante de nos ventes de vins (112,3 millions contre 50,6) et d'eau-de-vie (68,7 contre 8,8). Mais cette amélioration a été de courte durée. Les ventes de vins retombent en 1935 de 112,3 millions à 46,0, celles d'eaux-de-vie de 68,7 à 35,0, celles de liqueurs de 22,3 à 11,2. Nos envois de tissus de coton passent de 47,9 à 27,9. Par contre on note une légère reprise de nos exportations de tissus de soie (57,7 contre 54,1) de peaux et pelleteries (74 contre 55,8). La nette progression en valeur absolue survenue en 1936 de nos ventes en U. S. A. concerne spécialement les ventes de produits bruts : laines et déchets (25 millions contre 4), peaux et pelleteries brutes (96 contre 74) huiles volatiles et parfums synthétiques (38 contre 26) vins (77 contre 46) eaux-de-vie (59 contre 35) fers et aciers (13 contre 7). Cette reprise est due en partie par la mise en vigueur de l'accord franco-américain que nous examinerons plus loin.

L'Italie. — Nous fournissons à l'Italie des matières premières et des produits bruts, tels que : minerai de fer, houille, fers et aciers, laines et déchets de laines. Pour des raisons de politique extérieure les achats de l'Italie en France ont subi de grandes variations. Ils ont d'abord diminué de 688 millions en 1931 faisant rétrograder l'Italie derrière les Pays-Bas en tant que client de la France. Les plus fortes diminutions ont été enregistrées dans nos envois de laine : 34 millions de francs, 6 contre 65,2 ; perles fines (6,8 contre 50,4) tissus de laine (6,9 contre 24,0). Puis une amélioration importante des relations commerciales franco-italiennes relève de + 11,4 % la valeur de nos exportations vers ce pays. Les fers et aciers nécessaires aux industries italiennes de mécanique et d'armements, sont la catégorie de marchandises qui profite le plus de cette reprise. Leurs ventes passent de 68,4 millions à 94,2 en 1933 et progressent avec l'année suivante de 30 millions, ce qui compense largement la mévente de nos houilles (— 12 millions). Cette importante progression de nos exportations vers l'Italie fait reprendre à ce pays sa place en troi-

sième position dans l'ordre d'importance de nos clients secondaires (devant les P. B.). Malheureusement à la suite de l'application des sanctions, des mesures de représailles sont prises en 1936 contre la vente des produits français en Italie. Le commerce d'exportation franco-italien est très atteint. La régression est générale pour toutes nos ventes.

Les petits clients. — Les fluctuations de nos ventes dans chacun des pays composant cette catégorie sont extrêmes car elles sont fonction de commandes intermittentes et déterminées. Cependant il s'opère entre les commandes de ces divers pays certaines compensations et il est possible de discerner des mouvements d'ensemble dans le mouvement des exportations françaises vers ces pays. Dans cette catégorie de clients l'Espagne et la République Argentine constituent toutefois un élément de stabilité. Nos ventes en Espagne suivent en effet le mouvement général de régression de nos exportations sans s'écarter de la diminution moyenne. Elles sont surtout fonction de nos ventes d'automobiles. Les achats de la République Argentine en France commencent par diminuer légèrement malgré une intensification de nos envois d'armes en 1931 (47,7 millions contre 11 en 1931) puis s'améliorent progressivement grâce à des envois de plus en plus importants d'armes et de munitions (47,6 en 1936 contre 24,0 en 1934).

Dans l'ensemble ces petits clients de la France n'ont pas suivi au début de la crise le mouvement de régression de nos exportations. On constate même une amélioration ou une moindre diminution de nos ventes chez nombre d'entre eux. Ainsi en 1932 nos ventes en Pologne augmentent de + 66 millions 5 % : armes (51 millions de fr. 8, contre 0,04) ; embarcations (101,5 contre 0,04) et nos ventes en Tchécoslovaquie de 13,1 %. En 1933 les achats de laine de la Tchécoslovaquie passent de 55 millions 5 à 89,6 mais nos exportations en Pologne tombent brusquement de 321,762 millions à 172,174.

En 1934 seules les exportations de laine vers la Tchécoslovaquie sont en augmentation (+ 39 millions) et celles de fils de laine vers la Roumanie (+ 10 millions environ). Par contre nos envois en Pologne diminuent de — 8,0 %. Ces heureuses dispositions chez nos petits clients disparaissent complètement en 1935 et la plupart de nos ventes chez eux diminuent plus que la moyenne. Nos exportations en Tchécoslovaquie reculent de — 13,9 % (nos ventes de laine tombent de 130 millions en 1934 à 98,2 en 1935) ; en Pologne elles restent stationnaires. Le total de nos exportations vers la Roumanie diminue de — 36,4 en 1935 diminution due principalement aux ventes de fils de laine (5,3 millions contre 21,8). Par contre nos petits clients ont contribué pour une

bonne part à l'amélioration relative de nos exportations en 1936. Nos ventes en Tchécoslovaquie progressent en effet cette année-là de + 33 %, Pologne + 11 %, Roumanie + 7 %, Yougoslavie + 30 %.

c) Evolution des balances commerciales partielles.

Nous avons vu dans les analyses précédentes que la régression dans nos échanges avec l'étranger était plus accentuée en ce qui concerne les exportations. En effet les pays où la France vend plus qu'elle n'achète sont devenus de plus en plus rares. La balance commerciale de la France s'est donc aggravée du fait de la diminution des balances partielles favorables. Il en est résulté ainsi une profonde modification dans la constitution des courants commerciaux France-Etranger.

La France qui était d'une façon traditionnelle créditrice de certains états devient à partir de 1930 leur débitrice. Nous vendions par exemple à la Belgique plus que nous ne lui achetions mais en 1931 notre commerce avec ce pays se solde par un déficit de plus de 24 millions et il en est de même pour l'Italie et le Canada. L'année 1932 est marquée par le renversement de notre balance commerciale avec la Grande Bretagne. La G.B. fut longtemps notre meilleur client. En 1931 elle avait encore acheté en France pour 1 milliard 315 millions de plus qu'elle ne nous avait vendu. En 1932 elle devient créditrice de la France de 495,6 millions. Ce déficit ne peut être compensé par la balance de la Yougoslavie et celle de la Pologne redevenues légèrement créditrices. Le déficit de la balance commerciale de la France avec les principaux états s'accroît en 1933. Le nombre des pays avec lesquels la France a une balance commerciale créditrice continue à diminuer. De 11 en 1931 ce nombre tombe à 8 en 1933 et l'importance du crédit que nous avons sur chacun de nos créditeurs s'amenuise (par exemple la Suisse 698,039 millions contre 901.892).

Par contre en 1934 le solde débiteur de notre balance avec les U. S. A. et l'Allemagne diminue de 700 millions pour les U. S. A. et de 1 milliard environ pour l'Allemagne. De plus notre balance avec la Grèce, l'Italie, la Tchécoslovaquie de débitrice devient créditrice. Les résultats de nos relations commerciales avec les principaux pays étrangers demeurent dans leur ensemble inchangés en 1935 sauf une augmentation notable du déficit de notre balance avec l'Allemagne (889.539 contre 239.011 l'année précédente). Ce déficit s'accroît encore en 1936 du fait de la liquidation des arriérés du clearing franco-allemand. L'augmentation de nos importations de cuivre, de pétrole, de coton en provenance

des U. S. A. justifie l'accentuation du déficit de notre balance commerciale avec ce pays pour cette année-là. L'accroissement de nos achats de matières premières explique aussi l'augmentation du déficit de notre balance avec les pays essentiellement fournisseurs de produits bruts : Brésil, Canada, Australie, U. R. S. S. Seule parmi les grandes nations industrielles, la G. B. laisse en 1936 un solde plus important en notre faveur (113 millions au lieu de 33).

CHAPITRE IV

EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE AVEC LES PRINCIPALES COLONIES ET PROTECTORATS.

Nous avons séparé nettement le commerce de la France avec ses colonies, du commerce France-étranger. Cette division très nette que l'on rencontre dans les statistiques récentes est rendue nécessaire depuis que le commerce franco-colonial ne suit plus les mouvements de notre commerce extérieur en général. Bien au contraire, son évolution se fait depuis quelques années en sens inverse. En regard de la contraction que nous avons constatée dans nos échanges avec les principaux pays étrangers notre commerce avec nos colonies tend à prendre une place de plus en plus importante dans l'ensemble de nos échanges avec l'extérieur. Ne pas distinguer le commerce franco-colonial du commerce avec les pays étrangers risquerait donc de donner une idée erronée de l'évolution de notre commerce extérieur.

A) IMPORTANCE CROISSANTE DU COMMERCE FRANCO-COLONIAL PAR RAPPORT AU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

De 1929 à 1936 les échanges France-colonies ont diminué d'un peu plus de 5 milliards (16 milliards,5 en 1929 contre 11 milliards,3 en 1936). Pendant la même période l'ensemble de notre commerce extérieur a diminué de plus de moitié (92 milliards en 1929 contre 40 milliards,851.669 en 1936). D'autre part le pourcentage des échanges franco-coloniaux dans le commerce extérieur de la France s'est élevé de 12,5 % en 1913 à 30,5 % en 1936.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS

Echanges franco-coloniaux par rapport à l'ensemble du commerce extérieur

(en millions de francs).

Années	Ensemble de nos échanges Importations	Echanges franco- coloniaux Importations	Echanges avec les pays étrangers Importations	% du commerce franco-colonial par rapport au commerce extérieur total
	+ Exportations	+ Exportations	+ Exportations	
1931	72.462	13.533	59.109	18,6 %
32	49.513	12.427	37.086	25 —
33	46.853	12.697	34.161	27,1 —
34	40.882	11.315	31.657	27,6 —
35	36.417	10.271	26.146	28 —
36	40.851	11.375	30.476	30,5 —

A l'heure présente ainsi qu'il ressort de ces chiffres plus du 1/4 de nos transactions avec l'extérieur s'effectue avec nos colonies. Cependant la progression rapide de la part des colonies dans le commerce extérieur de la Métropole n'a pas amélioré notre balance commerciale générale. Nos achats dans les colonies ont en effet cru plus vite que nos ventes.

En examinant les chiffres des statistiques on constate que jusqu'en 1931 le commerce France-colonies laisse un solde créditeur pour la Métropole. Ce solde, s'élevait à 1 milliard 750 millions pour la moyenne 1925-1929. A ce solde créditeur a fait place depuis 1932 un déficit d'abord peu important (19 millions en 1933) mais qui atteint aujourd'hui (1936) 2 milliards 073. Ce chiffre est particulièrement élevé en raison de la contraction sans cesse croissante de nos échanges.

Les relations commerciales de la France avec ses colonies sont donc loin de contribuer à l'amélioration de sa balance commerciale. Voici quelques chiffres concernant l'évolution de la balance commerciale France-colonies depuis 1930.

Echanges commerciaux franco-coloniaux

(millions de francs).

Années	Importations	Exportations	Solde	
			Créditeur	Débiteur
1931	6.215	7.318	1.103	—
32	6.223	6.204	—	19
33	6.724	5.973	—	141
34	5.812	5.502	—	329
35	5.382	4.889	—	493
36	7.231	5.158	—	2.073

B) IMPORTATIONS

Il faut examiner maintenant dans quelle mesure la France fait appel à ses colonies pour la satisfaction de ses divers besoins.

D'une manière générale les colonies, pays neufs, et peu industrialisés nous fournissent des matières premières, des produits bruts et des objets d'alimentation. Par leur importance nos achats d'objets d'alimentation déterminent les variations de notre importation totale en provenance de nos colonies. Ainsi en 1933 les colonies ont fourni à la France 59,6 % de ses importations de denrées alimentaires, 6,3 % de ses achats de matières premières et 2,6 % seulement de ses achats d'O. F. Les besoins de la France en certaines denrées sont même à peu près entièrement satisfaits par les colonies. Voici pour l'année 1936 une liste d'importations françaises où le pourcentage colonial est prépondérant :

Eaux-de-vie et esprits	99,5 %
Manioc et farine de manioc	99,1 —
Poivre	98,7 —
Vanille	98,5 —
Gruaux, semoules	98,5 —
Vins	97,2 —
Chevaux pour la boucherie	96,5 —
Riz	95,8 —
Bestiaux	95,7 —
Tapis de laine	93,3 —
Œufs	93,3 —
Tapiocas, féculs	93,1 —
Phosphates naturels	91,6 —
Fourrages et son	90,5 —
Cire animale	85 —
Cacao	83,8 —
Huiles végétales	82,5 —
Céréales	76,4 —
Conserves et extraits de viandes	65,8 —
Ouvrages de sparterie, vannerie et corderie	61,7 —
Légumes secs	58,8 —
Nickel	56,9 —
Légumes frais, salés et conservés	55 —
Dari, millet, alpeste	54,6 —
Graines et fruits oléagineux	52,4 —
Sucres	52,3 —
Viandes fraîches, congelées, frigorifiées et salées	50,2 —

Mais pour un autre groupe de produits qui comprend cependant des denrées coloniales, le pourcentage de cha-

cun de ces produits dans nos achats est faible ou insignifiant.

Bois exotiques	19,1 %
Caoutchouc	18,3 —
Espèces médicinales	17,8 —
Café.	17,4 —
Bois communs	16,4 —
Laines	4,9 —
Soie et bourre	3,1 —
Coton	1,9 —

D'une manière générale le pourcentage des importations venant des colonies dans le total de nos importations a cru régulièrement depuis le début de la crise.

	1936	1935	1934	1933
Importations des Colonies	—	—	—	—
en France :	28,5 %	25,8 %	25 %	23,6 %

Cependant cette progression du pourcentage colonial n'est pas due (jusqu'en 1936) à une augmentation en valeur absolue de nos achats dans les colonies, mais bien plutôt à une moindre régression par rapport à notre importation totale.

De 1931 à 1936 nos achats dans les pays étrangers ont diminué de plus de moitié. Pendant la même période nos achats dans les colonies ont été restreints dans une proportion de 20 % seulement. Les ventes coloniales les plus touchées ont été celles du vin d'Algérie qui baissent de 1 milliard 1 pour la seule année 1934.

A partir de 1936 la majeure partie de notre surcroît d'importation de denrées alimentaires provient de la France d'outre-mer (augmentation de + 33 % contre + 8 % pour les denrées venant de l'étranger).

D'une manière générale le pourcentage colonial dans les importations est plus élevé qu'en 1935 pour les 2/3 des produits en provenance des colonies. De plus des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les quantités pour la plupart des produits importés : bestiaux de l'Afrique du Nord : viandes fraîches et conservées ; peaux de Madagascar (47.741 q. m. contre 40.000) ; sardines du Maroc et d'Algérie (+ 2°) œufs du Maroc et d'Algérie (+ 9°), laines de l'Afrique du Nord (108.789 q. m. contre 50.616 q. m.) ; céréales de l'Algérie et du Maroc (7.244.105 q. m. contre 5.499.140) ; riz de l'Indo-chine (8.172.152 q.m. contre 3.959.803) ; manioc de Madagascar (246.984 q. m. contre 154.244) légumes secs du Maroc et de Syrie ; primeurs de l'Algérie et du Maroc ;

oranges, mandarines d'Algérie (1.042.809 q. m. contre 857.477 q. m.) ; bananes des Antilles et de l'Afrique Occidentale (711.738 q. m. contre 490.153 q. m.) ; sucre de la Martinique, de la Réunion et de Madagascar (169.110 tonnes contre 154.697) cacao de la Côte d'Ivoire et du Togo ; café de Madagascar ; thé d'Indochine, rhum des Antilles, arachides du Sénégal, coprais d'Océanie ; huile d'olive de Tunisie ; huile de palme de l'A. O. F., phosphates de l'Afrique du Nord, etc...

Nos achats ont cependant diminué pour quelques produits tels que : céréales de Tunisie ; tabac d'Algérie, vins et huiles d'olive d'Algérie, acajou de l'A. O. F., minerais de fer et de plomb de l'Afrique du Nord, etc...

Evolution du commerce d'importation entre la France et les principales colonies. — La part de chacune de nos possessions d'outre-mer dans nos achats a été très variable. Pour certaines colonies elle a été infime, pour d'autre au contraire elle a été assez importante pour déterminer l'évolution de nos importations coloniales.

Depuis 1933 l'Algérie est devenue notre fournisseur le plus important. Pour cette année 1933 nos achats dans cette colonie ont progressé de 567 millions, soit une augmentation de 17,26 % par rapport à l'année précédente alors que la diminution générale de nos importations est de 4,6 %. Cet accroissement de la valeur de nos achats est du à l'intensification de nos importations de vins 2 milliards 805 contre 2 milliards. La même année voit une augmentation considérable de nos achats de céréales algériennes (190,4 en 1933 contre 76,5 en 1932) et de riz de l'Indochine (277 contre 226). L'ensemble des importations venant de cette dernière colonie augmente de + 44 % et nos achats en A. O. F. + de 13,9 %.

En 1934 année de restriction considérable de nos importations (diminution de — 18,9 % sur l'année précédente) on note encore une légère augmentation + 5,2 % de nos achats en Indochine et au Maroc (+ 0,3 %). Nos importations de céréales indochinoises progressent aussi d'une valeur de 19 millions. Par contre les importations algériennes diminuent d'une façon notable — 27,9 %, malgré un accroissement de nos achats de céréales dans cette colonie (357 millions en 1934 contre 293,8 en 1933). En dépit d'une nouvelle réduction de nos achats (— 18 %) l'Algérie reste encore l'année suivante notre fournisseur le plus important. Les diminutions les plus accentuées ont lieu dans nos achats de céréales algériennes (274 millions contre 385) l'eau-de-vie (151,6 contre 68,1) tabacs (72 contre 33,3). Par contre les envois de la Tunisie qui est un fournisseur d'importance moyenne progressent en valeur de 48 millions 410. Cette amélioration est due principalement à une augmentation de nos achats de

céréales tunisiennes (170 millions contre 107 en 1924).

Enfin l'A. O. F. qui est en sixième position dans l'ordre d'importance de nos fournisseurs a augmenté en 1934 ses envois en France de 29,34 % alors que la diminution générale de nos importations est cette année-là de plus de 9 % (l'amélioration de nos achats porte surtout sur les arachides 470 millions contre 359).

Les autres colonies constituent pour la France des fournisseurs d'importance minime.

En résumé, les possessions françaises fournissent à la Métropole une part toujours croissante de ses achats de denrées alimentaires. Le café demeure la seule denrée importante dont nous nous fournissons presque totalement à l'étranger. Cependant le pourcentage colonial dans cette importation a fait des progrès très intéressants (il passe de 10 % en 1935 à 17,4 % en 1936). Quant aux principales matières nécessaires à l'industrie : houille, laine, coton, nos colonies sont encore incapables de nous les fournir. Malgré cela l'utilisation de nos ressources coloniales a fait depuis 1935 de grands progrès.

C) EXPORTATIONS

Le débouché que constituent les colonies pour les produits français a pris une grande importance du fait de la régression rapide de nos ventes à l'étranger. La part des colonies dans nos exportations ne cesse de prendre de l'importance depuis 1934.

	1936	1935	1934	1933	1931
	—	—	—	—	—
Pourcentage des exportations françaises aux colonies par rapport à l'exportation	33,4 %	31,5 %	30,6 %	32,4 %	24,4 %

Les achats des colonies en France ont en effet diminué relativement moins que les achats des pays étrangers. De 1931 à 1936 notre commerce d'exportation vers les pays étrangers a été amputé de 55 % environ. Pour la même période le commerce d'exportation France-colonie a diminué de — 25 % environ. A partir de 1936 nos ventes aux colonies ont sensiblement progressé (+ 5,5 %) alors que nos ventes dans les pays étrangers reculaient de — 3 %.

Les colonies pays neufs et peu industrialisés absorbent surtout des objets fabriqués et les denrées alimentaires qui manquent à chacune d'elles. D'ailleurs l'équipement indus-

trial des colonies se poursuit, ce qui permet à la France d'écouler dans son empire près de la moitié des produits des industries mécaniques qu'elle vend au dehors.

La plus grande part de la production de certains objets est d'ailleurs absorbée par les colonies, d'autres sont vendus principalement chez elles. Tels sont pour 1936 les :

Tissus de coton dans une proportion de	93,2 %
Bière	92 —
Chocolat	91,2 —
Sucre	88 —
Lingerie, vêtements	87,6 —
Pommes de terre	86,2 —
Parfumeries, savons	85,2 —
Meubles	83,6 —
Légumes secs	81,3 —
Tissus de lin et de jute	79,6 —
Viandes	73,6 —
Carrosserie et accessoires	72,7 —
Conserves de viande	70 —
Papiers et cartons	69,8 —
Huiles fixes	69,8 —
Beurre	68,4 —
Préparations sucrées	68,4 —
Fromages	67,9 —
Ouvrages en bois	64,8 —
Poteries, faïences	62 —
Peaux préparées et ouvrages en peau	59 —
Ouvrages en caoutchouc	58,5 —
Graisses végétales alimentaires	57,1 —
Pièces détachées et organes de machines	57,1 —
Automobiles	51,1 —
Bestiaux	50 —

Au cours de 1932, les colonies françaises ont absorbé 46 % de nos envois d'objets d'alimentation, 14,2 % de nos ventes de matières industrielles et 37 % de nos exportations d'objets fabriqués. La régression des exportations françaises vers les colonies, qui s'est poursuivie jusqu'au milieu de 1936 a surtout porté sur les objets fabriqués. La reprise de nos ventes aux colonies en 1936 s'affirme par une plus-value de 268 millions 646. Cette amélioration intéresse surtout nos ventes de matières premières (+ 18 %) ce qui dénote un progrès de l'industrialisation de nos colonies. Cependant la catégorie des objets fabriqués demeure notre principale exportation vers les colonies. Ainsi en 1936 nos ventes d'O. F. dans les colonies ont une valeur de 3 milliards 572.334 fr. contre 613 millions pour les ventes de matières industrielles. Parmi les objets fabriqués les tissus de coton constituent le plus important des articles exportés dans l'empire. La valeur

de nos envois de ce produit dans les colonies a été de 638 millions en 1936 contre 606 en 1935. Au cours des dernières années l'augmentation de la part coloniale dans nos exportations de tissus de coton correspond à une diminution des ventes faites à l'étranger.

Les principaux destinataires de nos envois sont : l'Algérie, l'Indochine (malgré la naissance d'une industrie locale), la Tunisie, Madagascar et l'A. O. F. dont les achats ont progressé de 60 % de 1935 à 1936.

Les exportations de fer et acier (laminés, tôles, fil d'acier, poutrelles) principalement à destination de l'Afrique du Nord et de l'Indochine progressent de 130 millions en 1935 à 159.730.000 en 1936. Par contre, certains de nos envois de produits métallurgiques qui constituent une part importante de nos ventes d'O. F. à l'étranger sont en régression : machines motrices et chaudières (161 millions 481 fr. en 1936 contre 181.707.000 en 1935) ouvrages en métaux (273.257.000 contre 283.237.000). Le fléchissement de nos ventes de produits des industries mécaniques atteint ainsi 70 %.

Les meubles sont exportés en majorité dans les possessions d'outre-mer ainsi que les ouvrages en bois.

Nos ventes d'automobiles dans les colonies ont très peu augmenté mais elles sont en régression pour l'étranger.

Les produits chimiques ne sont pas exportés en majorité dans l'empire mais ils constituent cependant une de nos plus importantes exportations dans les colonies. Les ventes de produits chimiques ont progressé de 346 millions 994.000 francs à (427.103.055 fr. en 1936).

Les carbures de calcium envoyés en Algérie sont en augmentation ainsi que les envois de sulfate d'ammoniaque et de sulfate de cuivre. Il en est de même des engrais phosphatés (Algérie, Martinique, Guadeloupe).

Les ouvrages en caoutchouc sont en majeure partie exportés aux colonies.

Nos envois de denrées alimentaires sont les moins importants. Cependant nos possessions d'outre-mer constituent un débouché considérable pour nos vins, eaux-de-vie, bière, eaux minérales. Pour les vins nos exportations sont en progrès (96 millions 475 contre 84.769.000 en 1935). La plus grande partie des sucres exportés est dirigée sur l'Afrique du Nord.

La France fournit d'importantes quantités de farine de froment à l'A. O. F. et aux Antilles des semoules et gruaux à l'Algérie et à la Tunisie.

Les expéditions de poissons secs, salés, conservés surtout de morue sont importantes mais toutefois en régression.

Evolution du commerce d'exportation de la France avec les principales colonies. — Parmi nos possessions d'outre-mer

l'Algérie, la Tunisie, l'Indochine et le Maroc s'affirment comme nos meilleurs clients coloniaux.

L'Algérie. — L'Algérie demeure de loin notre meilleur débouché colonial. Elle est aussi depuis 1932 notre meilleur client et confirme son extraordinaire capacité d'absorption des produits industriels français. Les achats de l'Algérie ont cependant été en régression pour 1932 (— 705 millions 279) et pour 1934 mais ces diminutions ont été moins importantes que la diminution moyenne de nos importations. En 1935 toutefois la réduction de nos achats a atteint une proportion de 16,34 % contre une diminution moyenne de — 13,3 % cette année là. Nos envois en Algérie sont en progression pour 1936 de 112 millions 717 francs.

Nos ventes les plus touchées par la crise sont celles de fer et aciers : elle passe de 153 millions en 1931 à 107,2 en 1932 puis après une amélioration passagère en 1933 (121 millions 17) elles retombent à 101,4 en 1934 puis à 61,5 en 1935 ce qui représente une diminution de près de 40 %.

Nos envois de tissus de coton ont souffert surtout au début de la crise (249 millions, 1 en 1932 contre 369,3 en 1931 et 238 millions, 8 en 1935 contre 281 en 1934).

La valeur des automobiles françaises vendues en Algérie tombe de 261 millions, 3 en 1931 à 107,8 en 1935 avec une amélioration passagère de 55 millions en 1933.

Tunisie. — Notre meilleur client colonial après l'Algérie est la Tunisie qui occupe le 7^e rang dans l'ensemble de notre clientèle.

Les envois que nous faisons dans ce protectorat ont tout d'abord (1932) peu varié en poids et en valeur. Ils ont subi des réductions régulières par la suite jusqu'en 1936 11,8 % en 1933 ; 7,6 % en 1934 ; 8,06 % en 1935.

La progression de nos ventes en 1936 atteint 42 millions, 979 soit une augmentation relative de 7,6 %.

Notre principale exportation en Tunisie est constituée par les tissus de coton. Sa valeur a peu varié pendant la crise : 78 millions, 7 en 1932, 89,4 en 1933 ; 78,3 en 1934) et 81,5 en 1935. Par contre nos envois de sucre et d'ouvrages en métaux ont subi des variations plus importantes (sucres 29 millions, 1 en 1935 contre 35,3 en 1935. Ouvrages en métaux : 28 millions, 5 en 1935 contre 33,4 en 1934).

Indochine. — Jusqu'en 1935 les achats du Maroc en France dépassaient en importance ceux de l'Indochine nous ne nous arrêtons pas cependant aux relations commerciales de la France avec ce protectorat en raison du régime douanier tout à fait spécial dont il jouit. Disons toutefois qu'au Maroc les produits industriels français, non protégés, luttent péniblement contre les produits similaires étrangers (américains, allemands et japonais).

Les achats de l'Indochine ont d'abord présenté une stabilité remarquable et ensuite une tendance continue à la progression. Stationnaire en 1932 et en très légère diminution en 1933 (— 28 millions) ils augmentent de 3,6 % en 1934 et de 6 % en 1936. Cette augmentation est due pour une grande part à l'importance prise par nos envois de tissus de coton dans ce pays (148,3 millions en 1934 contre 126,7 en 1933).

D) ÉVOLUTION DES BALANCES PARTIELLES FRANCO-COLONIALES

Nous avons vu que la balance du commerce de la France avec l'ensemble de ses colonies était déficitaire depuis 1932, nous allons retrouver cette situation dans l'analyse des balances partielles de la France avec chacune de ses principales colonies.

La France qui était créditrice de l'Algérie de 547 millions de francs en 1931 devient légèrement débitrice de cette colonie (14.8661 en 1932). Le déficit devenu important l'année suivante (552.024) fait heureusement place à l'excédent habituel de notre balance avec l'Algérie (plus de 200 millions de francs en 1934 et en 1935). Mais le déficit apparaît de nouveau en 1936 (148 millions).

La balance France-Tunisie se solde par un excédent pendant toute la période étudiée. Cet excédent va toutefois en s'amenuisant. Il s'élevait à 215 millions 385 francs en 1933 et n'atteint plus en 1936 que 74 millions.

Les relations commerciales de la France avec l'Indochine donnent lieu jusqu'en 1932 à un léger avantage pour la France (46 millions 247 pour 1932). Cet excédent fait place en 1933 à un déficit de 148.175 qui s'accroît très brusquement en 1936 (583 millions contre 130 l'année précédente).

Enfin la Syrie demeure chaque année débitrice de la France, mais ce crédit en faveur de la métropole va chaque année en diminuant et la Syrie n'est pour la France qu'un client de peu d'importance.

En résumé les possessions françaises d'outre-mer deviennent un débouché de plus en plus important pour une bonne part de la production des industries françaises. Certains produits comme : les tissus de coton, les ouvrages en métaux et pièces détachées de machine, les sucres sont en dehors du marché intérieur à peu près entièrement absorbés par le marché colonial. Pour d'autres comme les automobiles, les huiles, les papiers et carton, les ouvrages en caoutchouc, le marché colonial est un débouché vital. Les ventes dans nos colonies sont très importantes quoique inférieures aux ventes effectuées à l'étranger pour les produits chimiques les fers et aciers, les machines et les tissus de soie.

Dans l'ensemble notre commerce d'exportation vers les colonies est en progression. L'importance de plus en plus grande prise par les colonies dans l'exportation totale de la France est un symptôme de l'accroissement du pouvoir d'achat de notre empire qui a été entraîné plus franchement que la France dans le mouvement de reprise mondiale. La capacité d'absorption de nos colonies a été aussi profondément améliorée par l'accroissement de nos achats effectués chez elles.

DEUXIEME PARTIE

LES CAUSES DE LA CONTRACTION DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES GENERALES

FAITS AYANT INFLUÉ A LA FOIS SUR L'ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS ET SUR CELLE DES EXPORTATIONS

L'évolution du commerce extérieur français pendant la période 1931-1937 détermine en partie, le cours de la crise en France. Mais l'évolution du commerce extérieur français est le résultat d'une multitude de facteurs dont le principal est la crise mondiale elle-même. Nous avons en effet constaté que nos échanges avec l'extérieur avaient été le canal par lequel la crise avait pénétré en France. Les liens étroits entre l'évolution de notre commerce extérieur et le cours de la crise mondiale nous obligeront donc à passer en revue les principaux faits dont la réunion a donné l'ampleur et les caractères particuliers de la crise générale de surproduction de 1929. Nous verrons d'ailleurs que ces faits, sont moins dûs à des perturbations passagères qu'à une évolution de longue durée que nous essaierons de retracer. Nous examinerons ensuite les causes qui ont une action immédiate soit sur les importations soit sur les exportations.

a) Evolution de la structure de l'économie mondiale.

Les effets pratiques des grandes découvertes scientifiques du XIX^e siècle ne se sont fait pleinement sentir dans le domaine économique que relativement fort tard. Les perfectionnements des moyens de production ont été effectués sans plan d'ensemble. Seuls les profits considérables des industries nouvellement équipées guidèrent tout d'abord les entrepreneurs. Dans l'ensemble les grandes industries commencèrent à peu près à la même époque à donner leur plein rendement sans que l'on se préoccupât des effets de cette production intensive. Ces effets néfastes ne se firent pas tout d'abord

sentir car seules l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique furent aptes à produire d'une façon intensive, mais les pays industrialisés s'efforcèrent imprudemment d'équiper en moyens de production le reste du monde. Ils inondèrent le monde de machines pensant se faire payer avec le produit de ces machines, sans songer que tout nouveau producteur était un client de moins et un concurrent de plus.

b) Nouvelle répartition des éléments de production.

Durant les hostilités les cadres de la production et de la distribution des richesses furent bouleversés. Chez les belligérants les usines furent soit détruites, soit fermées faute de main-d'œuvre. Celles qui continuèrent à fonctionner furent transformées pour la production de guerre avec tous les moyens de la technique moderne. Les pays neutres et ceux qui n'étaient pas entièrement entrés dans la lutte trouvèrent dans de gros profits une raison suffisante de fournir aux belligérants tout ce dont ils avaient besoin pour leur permettre de lutter. A cet effet ils créèrent d'importants moyens de production. Mais la guerre à peine terminée les anciens belligérants se remettaient au travail. En six ans les régions dévastées qui étaient particulièrement des régions industrielles étaient reconstruites et des usines dotées de tous les perfectionnements permettaient aux anciens belligérants non seulement de se suffire à eux-mêmes mais encore de concurrencer les pays non directement combattants qui, obligés de produire à outrance pendant la guerre n'avaient pu perfectionner leur outillage. Dès 1925 la production européenne atteignait le niveau de 1913.

Un autre facteur de déséquilibre fut la création par le traité de paix de nouveaux états c'est-à-dire la création de nouvelles barrières douanières, car ces entités économiques s'efforcèrent par tous les moyens de se suffire à elles-mêmes.

c) Disparition de la Spécialisation économique internationale des diverses nations.

Dans la période d'avant-guerre il s'était établi une certaine spécialisation de la production sur le plan international. Les pays bien dotés en matières premières s'étaient spécialisés dans la production industrielle qu'ils échangeaient contre la production des pays principalement agricoles. L'Angleterre fournissait des cotonnades au monde entier, l'Allemagne des outils et des machines, la France du vin. Ce n'était pas là toute la production de chacun de ces pays,

ils avaient d'autres industries mais mieux placés que leurs concurrents pour produire à bas prix certaines catégories de marchandises ils se spécialisaient dans ces branches car tout le monde se fournissait chez eux plutôt que de produire les mêmes biens d'une façon onéreuse et sans atteindre la même qualité.

Cette spécialisation internationale avait créé une solidarité économique qui liait chaque état à tous les autres. Mais dès avant-guerre l'approche d'un conflit mondial avait incité les états européens à essayer de se suffire coûte que coûte à eux-mêmes. Les pays agricoles et les pays neufs tendaient eux aussi à l'état agricole — commercial — industriel préconisé par Litz.

L'autonomie économique étant en cas de conflit une condition de base du succès on créa dans chaque état sous la protection de tarifs douaniers des industries qu'aucune condition naturelle n'appelaient à naître. Ces économies de guerre, firent naître autant d'entités économiques. La guerre vint confirmer la supériorité des états économiquement autonomes. La guerre se fit en effet autant sur le plan économique et financier que sur les champs de batailles, et l'on vit le bloc des Etats Centraux « tenir » pendant plus de quatre ans en vivant presque entièrement sur lui-même. La leçon de la guerre ne fut pas perdue et l'indépendance économique fut le but de la politique économique d'après-guerre dans les grands états comme dans les petits.

La contraction des échanges qui résultat de cette tendance nouvelle obligea les états qui n'étaient pas partisans de cette politique autarcique à l'adopter malgré eux. En effet ces états (états neufs ou agricoles pour la plupart) ne peuvent acheter les produits nécessaires à leurs besoins qu'en vendant de grandes quantités des quelques catégories de matières premières ou de denrées alimentaires qu'ils sont capables de produire. La plupart des grands états industriels restreignant leurs achats de produits agricoles et de produits demi-bruts, les pays dont nous venons de parler furent dans l'obligation d'essayer de confectionner sur leur sol les objets fabriqués que leurs revenus amoindris par la contraction de leurs exportations, ne leur permettait plus d'acheter à l'étranger. La solidarité économique jouait encore cette fois-ci mais pour obliger chaque état à se passer de son voisin.

Ainsi les pays agricoles et les colonies tendirent à s'industrialiser rapidement et les industries des grandes puissances qui avaient été établies pour fournir certains produits au monde entier ne purent trouver de débouchés pour une bonne part de leur production.

d) Changement d'orientation des courants d'échanges.

Sous l'influence de ces modifications dans la structure économique des divers pays les échanges non seulement se raréfièrent mais les courants d'échanges traditionnellement établis et qui tendaient (en ce qui concerne la France) à renaître après la période troublée de la guerre se trouvèrent profondément modifiés. Les fluctuations des changes si elles ne produisirent pas un bouleversement de la situation pré-existante n'en eut pas moins à la longue une influence sur la reconstitution des courants commerciaux en paralysant cette renaissance. Les transferts nécessités par les obligations de l'Allemagne eurent aussi une action néfaste sur l'équilibre économique renaissant. Ils incitèrent en effet l'Allemagne à renforcer son équipement industriel, grâce aux capitaux étrangers, pour inonder ensuite les marchés extérieurs de sa production afin de pouvoir faire face à des paiements trop importants. Les échanges commerciaux Amérique-Europe que s'étaient prodigieusement gonflés pendant la guerre se résorbèrent ensuite progressivement à mesure que se reconstituait l'équipement de l'Europe belligérante. En Europe les courants commerciaux renaissants furent d'abord modifiés par la disparition de la Russie du marché européen principalement du marché agricole. Puis la création des nouveaux états de l'Europe Centrale fit entrer de nouveaux producteurs et de nouveaux clients dans le circuit des échanges. Ces états tout d'abord atteints dans leur fonction exportatrice par des réformes agraires entreprirent dès 1927 la conquête du marché européen. L'année 1928 voit la réapparition sur le marché de la Russie qui favorise par le dumping les exportations qui lui sont nécessaires pour se procurer à l'étranger les capitaux dont elle a besoin pour mener à bien son vaste programme d'équipement. De 1929 à 1932 les pays d'outre-mer producteurs de matières premières et produits agricoles ont une part de plus en plus restreinte dans les exportations mondiales. En ce qui concerne les nations industrielles, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne perdent du terrain sur le marché européen à la suite des erreurs de leur politique financière, terrain qui est immédiatement conquis par l'Allemagne dont la balance des comptes exige des exportations massives.

Mais les pays anglo-saxons voient surtout leur part dans les exportations mondiales s'amenuiser à la suite de la fermeture des marchés sud-américains et asiatiques. Les progrès réalisés ensuite par les pays anglo-saxons à partir de 1932 sont dus en partie à la dépréciation des changes mais aussi pour une bonne part au rétablissement de l'ancien système

des courants commerciaux. En effet à partir de cette date les marchés sud-américains et asiatiques reprennent leur place dans l'ensemble du commerce international.

En sens inverse les pays qui doivent constituer le bloc-or prennent tout d'abord une part plus large dans le total des exportations mondiales, mais cette part ne cesse de décroître à partir de 1931 passant de 28 % en 1931 à 24 % en 1934, cette régression est d'ailleurs beaucoup moindre pour la France que pour les autres pays industriels. A partir de 1935 les modifications survenues dans l'établissement des courants commerciaux sont surtout dues à des causes politiques telles que les sanctions appliquées à l'Italie et les représailles économiques de cette nation, plus tard les répercussions de la guerre civile en Espagne.

En résumé, une crise cyclique s'accompagne toujours (outre la restriction des échanges) d'un dérèglement des courants commerciaux, mais une fois la reprise amorcée on constate une tendance à la renaissance du système traditionnel des échanges internationaux. Au contraire une crise persistante en modifiant d'une façon durable la structure des différents états, crée de nouvelles tendances dans la répartition du commerce international.

e) Nationalisme économique. — Intervention de l'Etat. — Autarcie.

Nous avons vu précédemment la tendance générale des différents états, dès avant-guerre, à acquérir une indépendance économique. Cette nouvelle tendance de la politique économique internationale trouvera toute sa force lorsqu'elle sera intégrée dans un système général politico-philosophique. Le sentiment dépassant la raison économique constituera ce nationalisme exaspéré qui sans chercher à déterminer l'intérêt national trouvera dans l'isolement un motif de fierté. D'une manière générale la psychose d'une guerre possible paralysant le trafic international fait réagir dans le domaine économique tous les événements de la politique extérieure. Les futurs belligérants et même les neutres veulent se suffire coûte que coûte à eux-mêmes et en dehors de toute idée de guerre, ils estiment préférable de ne pas être à la merci de l'étranger pour leur ravitaillement. Chaque pays tend donc à se préserver par l'autarcie des risques auxquels l'expose le commerce international et le motif toujours invoqué dans l'établissement des barrières nécessaires à la constitution de cette indépendance est la pleine utilisation des ressources du pays.

Ainsi la plupart des pays tendent aujourd'hui à ne laisser

entrer chez eux que les objets d'alimentation et matières industrielles qu'ils sont dans l'incapacité absolue de produire. Les contingents qui sont une forme de protection partielle se sont répandus à travers le monde, des limitations quantitatives des importations résultent du contrôle des devises et la tendance à équilibrer la balance commerciale avec chaque pays supprime les compensations plurilatérales. Mais cette contraction générale de tous les échanges internationaux ne va pas sans le sacrifice des intérêts particuliers qui doivent être entièrement subordonnés aux intérêts supérieurs et souvent lointains de l'Etat. L'Etat devient donc le seul juge des ventes et des achats à effectuer à l'étranger. Pour exercer efficacement ce contrôle, il est bientôt appelé à diriger toutes les branches de l'économie. Le commerce extérieur devient entre ses mains un instrument de politique. Il en use comme d'une arme.

f) Liquidation de la guerre.

Nous trouvons une cause plus proche et plus précise des désordres économiques de ces dernières années dans les conséquences financières de la guerre mondiale. La ruine de certains états, l'appauvrissement des autres, le règlement des comptes entre les belligérants ont entraîné le tarissement brutal de certains courants commerciaux et le gonflement anormal d'autres.

La guerre terminée la France avait six départements à reconstruire, son industrie à réorganiser. Elle devait pour de longues années importer de grandes quantités de matières premières. Quant à l'Angleterre, bien que ses caisses fussent vides, elle essayait de reprendre sa place sur le marché mondial. Mais les troubles les plus importants furent produits par les réactions auxquelles s'abandonna l'Allemagne, débiteur général. L'Allemagne résista d'abord par tous les moyens à l'application du traité de paix. Puis lorsqu'une certaine confiance fut revenue elle donna au moyen de capitaux étrangers un développement démesuré à ses moyens de production. Cet accroissement anormal de l'outillage allemand avait pour but avoué de permettre à l'Allemagne, en développant ses exportations, de payer ses dettes de guerre et de rembourser les créanciers qui avaient mis à sa disposition les sommes nécessaires à son rééquipement. Mais on se rendit vite compte que c'était surtout dans un rêve d'hégémonie économique qu'avait été créé cet outillage important. Cependant les états de l'Europe et de l'Amérique et surtout les créanciers de l'Allemagne s'étaient relevés eux aussi très rapidement et leur politique autarcique s'efforçait de mettre

obstacle à l'envahissement des produits allemands vendus à vil prix grâce à une concentration très poussée de l'industrie allemande. Malgré un revirement très net de sa balance commerciale dès 1926 les usines allemandes tournaient à vide. En 1932 un assaut désespéré fut livré par l'Allemagne à ses créanciers étrangers pour obtenir l'abolissement des réparations. Cette tentative ayant abouti grâce au désaccord qui régnait parmi les créanciers (l'Angleterre et les Etats-Unis préférant faire passer leurs créances particulières avant les dettes de guerre), on s'aperçut que les réparations pour dommages de guerre n'étaient malheureusement pas la cause de tout le mal. Les embarras financiers de l'Allemagne demeurèrent et les échanges internationaux ne s'améliorèrent pas. En effet la contribution réelle de l'Allemagne au relèvement des pays dévastés pour appréciable qu'elle fut perdait de son importance relative en comparaison de charges plus ou moins permanentes léguées aux alliés par quatre années de guerre d'usure. Après s'être libérée des réparations l'Allemagne continua la lutte contre la défaite en s'en prenant à ses dettes extérieures. S'armant de mauvaise foi elle s'efforça de détruire le principe de l'intangibilité des contrats base du crédit indispensable aux relations économiques internationales.

L'Allemagne ne pouvant et ne voulant pas assumer la liquidation de la guerre, les alliés furent obligés de prendre de leur propre substance pour réparer les dommages de la guerre : reconstitution des régions dévastées, pensions aux veuves, aux orphelins, aux blessés, paiement des armements construits à crédit. A cet effet les anciens belligérants eurent recours à l'emprunt intérieur et extérieur, mais aussi aux ressources fiscales. Les charges fiscales s'alourdissent donc d'année en année. Elles représentaient en 1930 pour la France 22 % du revenu national, en Allemagne 23 %, en Grande-Bretagne 25 % et se sont aggravées depuis alors que les prix et les revenus diminuaient. Elles constituent donc aujourd'hui un prélèvement proportionnellement beaucoup plus fort qu'avant la guerre dépassant dans certains cas le 1/3 du revenu national. Ces charges nouvelles pèsent d'une façon cruelle sur la production qui se trouve handicapée dans la concurrence internationale. Vendant leurs produits avec toujours plus de difficulté les anciens belligérants ne purent arriver à se libérer des dettes qu'ils avaient contractées à l'étranger pendant et après la guerre et en furent réduit à répudier leurs engagements.

Ainsi la liquidation de la guerre a été et demeure encore un facteur de dérèglement dans les relations commerciales internationales et cela pour des raisons autant politiques et morales qu'économiques.

En résumé l'évolution du milieu économique de l'après-

guerre dont nous venons de retracer brièvement les principaux aspects, devient de moins en moins favorable aux échanges commerciaux entre nations. Tous les facteurs politiques, économiques et sociaux semblent se liguer pour empêcher une normale circulation des richesses.

CHAPITRE II

CAUSES QUI ONT INFLUÉ SPÉCIALEMENT SUR LE MOUVEMENT DES IMPORTATIONS

Les fluctuations de la valeur des importations sont déterminées par deux principales causes : d'abord les quantités de matières importées et d'autre part le prix auquel ces quantités ont été achetées. Quantités et prix sont eux-mêmes déterminés par une multitude de causes dont les principales sont, d'une part les conditions de production de nos fournisseurs et leur action sur leurs prix de vente et de l'autre les mesures douanières prises par la France. De plus quantités et prix réagissent les uns sur les autres dans une mesure qu'il est difficile de déterminer.

A) ACTION DES QUANTITÉS IMPORTÉES SUR LA VALEUR DE NOS IMPORTATIONS

Nous avons déjà remarqué dans notre étude statistique de la première partie que les quantités importées modifiaient la valeur de nos importations soit en compensant les variations des prix soit en les accentuant. Ainsi au début de la période étudiée on note qu'en général les quantités importées demeurent stables et souvent même augmentent alors que les valeurs diminuent sensiblement. Il est donc intéressant de connaître pour quelle catégorie de produits les valeurs ont ou n'ont pas dépendu principalement des quantités importées afin de déterminer les causes de ces mouvements en valeur.

Matières premières. — En volume les importations de matières premières demeurent stables pendant le début de 1931 puis diminuent et sont ainsi ramenées au niveau de 1928 pendant le deuxième semestre de 1932. Ce mouvement de recul s'arrête dès février 1932 et une tendance à la reprise apparaît au début de 1933 elle est d'ailleurs éphémère mais la diminution qui lui fait suite en 1934 et en 1935 est relativement faible. Cette régression cesse en 1936 : pour l'ensemble

de l'année on note une augmentation notable. La diminution continuelle et accentuée des importations en valeur de M. I. que nous avons constatée jusqu'en 1933 n'est donc pas causée par une réduction importante des quantités puisque celles-ci sont, soit en baisse légère soit en hausse. En 1933-1934 il n'y a, aussi, aucun lien de cause à effet entre le faible relèvement de la valeur des importations de M. I. et la diminution régulière de leur volume à la même époque. Il en est de même en 1936 où le gonflement de la valeur des importations de M. I. n'est pas en rapport avec la légère augmentation de leur volume.

Quelques chiffres particulièrement significatifs vont appuyer ces constatations.

En 1935 les importations de graines et oléagineux diminuent en poids de — 4,4 % et augmentent en valeur de + 29 % alors que l'année précédente à une diminution en poids de — 3,4 % correspondait une diminution en valeur de — 29 %.

Les importations de houille tombent de 2 milliards de fr. 210,6 en 1933 à 1.946,8 en 1935 alors que la diminution de leur importation en poids est légère en 1934 et fait place à un accroissement en 1935. Il ne faut donc pas essayer de justifier les fluctuations de la valeur de nos importations de matières premières par le mouvement des quantités importées.

Quant à l'origine du mouvement de régression des quantités de matières premières importées, il ne saurait être trouvé, en temps de crise de surproduction, dans une incapacité des industries extractives de faire face à la demande générale. Jusqu'à 1936 tout au moins la production des matières premières a été faite bien au-dessous des possibilités. Il faut donc chercher la cause de la diminution des quantités de matières premières importées dans la restriction de la demande de nos industries de transformation. C'est le ralentissement de l'activité de nos industries, surtout de nos industries textiles et métallurgiques depuis 1928-1929 qui a déterminé en 1931 la régression de nos achats de matières premières.

L'accroissement sensible des quantités de matières premières importées en 1936 se justifie moins par une reprise de l'activité de nos industries de transformation que par un ralentissement de la production des industries extractives nationales.

Dénrées alimentaires. — L'accroissement relatif du volume de nos importations de denrées alimentaires est un fait que nous avons déjà signalé dans la première partie.

A la fin de 1931 le volume de nos achats de denrées alimentaires est le double de ce qu'il était avant-guerre. Il se réduit ensuite mais d'une façon bien timide en regard de

la contraction importante du volume de nos importations de O. F. et de M. I. La valeur des denrées alimentaires importées suit le mouvement des volumes. Les variations des valeurs se sont faites dans le même sens que celles des quantités mais elles ont été beaucoup plus accentuées. Pour 1934 par exemple le recul des quantités est de 14 % contre 22 % pour les valeurs. En 1936 (trois derniers mois) la progression en valeur est considérable (+ 46 %). Elle n'est justifiée qu'en partie par l'augmentation des quantités importées (+ 14 %).

Les variations des quantités d'O. A. achetées à l'étranger sont en grande partie déterminées par les importations de céréales nécessitées par l'état de la récolte en France. Chaque récolte médiocre ou mauvaise est en effet suivie d'importants achats de blé à l'étranger.

La récolte de 1931 fut moyenne mais la surproduction mondiale de blé déterminant un effondrement des cours, nous continuâmes cette année-là à faire d'importants achats de blé à l'étranger, malgré les mesures douanières prises pour protéger les agriculteurs français. Il en fut de même en 1932 ; en dépit d'une récolte meilleure, les importations de presque tous les O. A. augmentèrent (sauf pour les sucres). Nos achats ne diminuent vraiment qu'en 1933 à la suite d'une récolte de blé abondante (98 millions de quintaux) accompagnée d'une excellente récolte de céréales secondaires.

En raison de cette abondance les importations de blé tant en quantité qu'en valeurs baissent de plus de 50 %. Le volume des achats de céréales se restreint encore l'année suivante, la récolte ayant atteint 83 millions de quintaux (chiffre supérieur à la moyenne 1920-1931 qui n'est que de 74 millions de quintaux).

A la suite d'un hiver pluvieux les récoltes de 1935 ne dépassent pas la moyenne, 1936 a été marqué par une récolte médiocre (66 millions de quintaux de blé et 42 millions de quintaux d'avoine) tant en quantité qu'en qualité. Cette médiocrité est due pour une part aux mauvaises conditions atmosphériques et pour l'autre au découragement des producteurs à la suite de la fixation des prix à un taux trop bas. Elle a nécessité un accroissement de nos achats de céréales à l'étranger d'une vingtaine de millions de quintaux.

Quant à la production viticole ses variations sont surtout marquées par les excellentes récoltes de 1931 et de 1934 et par la médiocrité de celle de 1936. En dépit des bonnes récoltes signalées et de l'amélioration des superficies cultivées en vigne (malgré la loi de juillet 1931) nos achats de vins à l'étranger n'ont cessé d'augmenter jusqu'à 1934. Ils diminuent brusquement les années suivantes malgré des

récoltes moyennes ou médiocres. En ce qui concerne les vins l'état de la production française a donc peu influé sur le volume de nos achats.

Dans l'ensemble les importations de denrées alimentaires ont été gonflées anormalement jusqu'en 1932, c'est pourquoi cette catégorie de produits a été particulièrement visée lors de l'application des mesures tendant à restreindre nos importations. Ces mesures ont touché les achats de la presque totalité des produits d'alimentation.

De 1931 à 1935 les quantités importées de céréales diminuent de -25% ; celles de fruits de table (-5%); celles de produits de la ferme (-18%). Par contre les quantités importées de sucre n'ont cessé de s'accroître jusqu'en 1935. La réduction de nos achats de denrées alimentaires de 1932 à 1936 s'est donc faite surtout en valeur. La diminution des quantités importées est moins accentuée et plus tardive, elle ne peut justifier qu'en partie la chute des valeurs.

Objets fabriqués. — L'allure de la courbe représentative du volume de nos importations d'objets fabriqués montre que cette catégorie d'importations a été profondément touchée depuis la fin de 1931. La chute brutale s'arrête à la fin de 1932 pour faire place à une contraction plus lente après une légère amélioration au milieu de 1933.

La comparaison des fluctuations en valeur de cette importation avec celles des volumes démontre que les variations des valeurs ne sont qu'en faible part justifiées par celles des quantités. Pour certains produits même elles ne les justifient en aucune façon.

Ainsi nos achats de produits des industries chimiques ont portés en 1934 sur de plus grandes quantités que l'année précédente ($+8\%$) et cependant la valeur de ces achats est de $11,4\%$ inférieure à celle de 1933. Dans ce cas particulier la baisse des prix a donc provoqué une augmentation du volume des achats.

Par contre pour les importations d'outils et d'ouvrages en métaux, pour celles de machines motrices, chaudières, pièces détachées, la réduction des valeurs importées enregistrée entre 1931 a été causée plus par une diminution des quantités que par la chute des prix.

Ainsi donc, dans l'ensemble, la contraction du volume des importations d'objets fabriqués ne peut, au début de la crise tout au moins, justifier la profonde réduction des valeurs importées qui est apparue en 1931. Jusqu'en 1933 cette réduction doit être attribuée au facteur: prix. A partir de ce moment la diminution de la valeur de nos achats d'objets fabriqués est plus ou moins influencée par la réduction beaucoup plus lente des quantités (la chute des prix a en effet incité les importateurs français à acheter pour un prix moins

dre les mêmes quantités ou même des quantités plus importantes, d'autant plus que le pouvoir d'achat du franc était devenu très élevé par rapport aux monnaies dépréciées). Inversement l'amélioration de nos importations d'objets fabriqués en valeur à partir de 1936 est due presque entièrement à la hausse rapide des prix.

B) RÉPERCUSSIONS DE L'ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS SUR NOTRE ÉCONOMIE

A la suite de ces constatations nous sommes amenés à conclure que les mouvements de quantités ont servi le plus souvent le frein aux mouvements de valeur. Tout d'abord les quantités sont restées stables, puis la diminution des volumes s'est faite malgré la chute accentuée des prix.

Les quantités importées de denrées alimentaires ont le mieux résisté au mouvement de baisse, ainsi que les quantités importées de M. I. qui sont restées stables jusqu'en 1933.

Dans la catégorie des matières premières on peut distinguer deux parties. Dans la première se classent les matières dont nous sommes absolument tributaires de l'étranger (coton, laine, soie, certains minerais) par suite de l'impossibilité de les produire en France. La seconde comprend les matières que nous pourrions trouver chez nous (houille, aciers, fontes). À l'encontre de ce que l'on pourrait penser c'est dans la première catégorie que les quantités importées se sont réduites le plus tôt et le plus rapidement surtout en ce qui concerne les cotons et laines. De 1930 à 1931 les quantités importées de coton diminuent de — 36 %. Celles de soie de — 18 %, celles de laine de — 17 %, tandis que pendant la même année nos achats de houille et d'aciers s'accroissent sensiblement ou diminuent moins que la moyenne. Cette constatation indique malheureusement un ralentissement de l'activité de notre industrie.

Il est aussi intéressant de remarquer que jusqu'en 1929 la courbe du volume de nos importations suit à peu près celle de nos importations de matières premières, ce qui indique la place prépondérante de cette catégorie de produits dans notre importation totale. Mais nous avons déjà parlé des modifications apportées par la crise dans la composition de notre importation. À partir de mai 1930 les deux courbes mentionnées prennent une allure souvent divergente et cette divergence s'accroît ensuite de plus en plus. Les importations de matières premières diminuent donc plus rapidement que les importations d'objets fabriqués et objets d'alimentation. Ces dernières surtout prennent une place de plus en plus importante dans notre importation totale.

En 1930 l'indice du volume des importations de M.I. était à 134 alors que l'indice de l'importation totale était à 142. Par contre en 1931 l'indice de M.I. s'est abaissé à 122 tandis que l'indice de l'importation totale s'élevait à 144. Cette divergence démontre une tendance inquiétante de la France à s'approvisionner à l'étranger d'O.F. qu'elle produisait auparavant elle-même et l'incapacité de l'industrie française à s'adapter à une économie de crise. Des mesures douanières (que nous étudierons plus loin) essayèrent de comprimer nos importations surtout celles d'O.F. et d'O.A. elles y parvinrent en partie mais sans pour cela faire renaître l'activité de notre industrie et accroître la demande de M.I. Les importations de M.I. ne reprennent plus ensuite leur importance passée dans notre importation totale. Et il faut arriver en 1936 pour constater un accroissement des importations de M.I. par rapport à l'ensemble de nos achats. Malheureusement il semble bien que cette amélioration soit moins la conséquence d'un regain d'activité de l'industrie que l'effet du ralentissement de notre production de matières premières.

C) INFLUENCES DES PRIX SUR LA VALEUR DES IMPORTATIONS

Nous venons de constater dans le mouvement des importations des discordances parfois considérables des mouvements en quantité. D'une manière générale pendant la période étudiée les quantités importées n'ont influé que partiellement et avec un certain retard sur la valeur des importations. Cette discordance est due à l'action du facteur prix, facteur éminemment variable en temps de crise. Les mouvements des prix agissent en effet directement sur la valeur d'une même quantité de marchandises en augmentant ou en diminuant cette valeur. D'autre part les prix ont une action indirecte sur les valeurs car leur niveau bas ou élevé favorise ou restreint les achats effectués à l'étranger.

Sur un marché libre les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande mais il en est de moins en moins ainsi pour le prix des marchandises qui nous sont vendues par l'étranger.

Les prix de vente de nos fournisseurs sont souvent déterminés d'une façon arbitraire et abaissés au-dessous du prix de revient grâce à des moyens dont nous parlerons plus loin.

En tout cas il est intéressant de savoir comment les fluctuations des prix sur les marchés étrangers ont influé sur nos importations.

a) Comment les prix ont modifié directement la valeur des quantités importées.

Nous allons trouver la cause de la discordance entre les mouvements des valeurs et ceux des quantités dans les variations de l'indice des prix de gros des matières importées fournis par la Statistique Générale de la France.

De 1929 au premier trimestre de 1932 les prix des produits importés ont baissé très rapidement. L'indice S. G. F. (base 1914 = 100) tombe de 650 en 1929 à 298 en 1933. Après une amélioration passagère au début de 1933 la baisse reprend moins intense et plus régulière pour atteindre son maximum au début de 1935 (indice 297). A partir de ce moment la hausse générale des cours mondiaux relève de façon continue l'indice du prix des matières importées.

Si nous rapprochons maintenant la courbe représentative des variations du prix des produits importés de celle du volume de nos importations, nous constatons un important décalage entre le début de la chute des prix et la première contraction du volume. Alors que les prix mondiaux baissaient depuis 1929 le volume de nos importations n'a cessé de s'accroître jusqu'au dernier trimestre de 1931. La baisse des prix doit donc être seule rendue responsable de la diminution considérable de la valeur de nos importations pendant cette période.

L'allure divergente des deux courbes peut aussi être notée pendant la période comprise entre le deuxième trimestre de 1932 et le deuxième trimestre de 1933. On note en effet à ce moment une continuation de la baisse du prix des matières importées correspondant à une légère amélioration du volume de nos importations. Pendant cette période les prix ont été encore le principal facteur agissant sur la valeur de nos importations puisque cette valeur suit à peu près le mouvement des prix des matières importées. A partir du troisième trimestre de 1933 la conjugaison dans la baisse des trois courbes : volume, valeur des importations et prix des matières importées indique suffisamment que la diminution de la valeur de nos importations est due tant à la chute des prix qu'à la réduction des quantités importées.

La même comparaison des trois courbes permet aussi de constater que le relèvement important de la valeur de nos importations en septembre 1936 est beaucoup plus justifié par un relèvement des cours mondiaux que par un gonflement du volume de nos importations. (L'indice du prix des matières importées passe de 298 à 500 en février 1937). Pendant le même laps de temps l'indice du volume des importations (base 1928 = 100 moyenne 6 mois ajusté) augmente seulement de 10 points.

b) Comment les prix ont agi indirectement sur la valeur de nos importations.

D'une manière générale les bas prix incitent à faire des achats à l'extérieur. Dans ce cas les quantités importées se gonflent et la valeur des importations augmente si toutefois les prix ne baissent pas plus rapidement que les quantités ne s'accroissent.

Mais une autre éventualité peut se produire. Lorsque le mouvement de baisse des prix se prolonge il provoque une restriction de la demande qui, non seulement n'est plus alléchée par les bas prix mais encore se refuse à tout achat espérant toujours une chute des cours plus profonde. Ainsi pendant la période 1931-1933 nous avons pu constater que la chute des prix qui se faisait sentir depuis 1929 avait provoqué une augmentation des quantités importées de certains produits. Nous avons remarqué aussi que malgré la continuation de la baisse des prix le volume de nos achats diminuait ensuite d'une façon sensible.

Les cours des graines et oléagineux, par exemple ont commencé à baisser en 1930 et la valeur d'importation de ces produits n'a cessé de décroître. Pour 1933 la diminution atteint — 11,7 % elle correspond à une augmentation des quantités importées de 14,7 %. Ce surcroît d'achat étant provoqué par le bas niveau des prix. Mais les années suivantes les quantités importées décroissent régulièrement bien que la baisse des cours se poursuive régulièrement. Le même fait s'est produit pour une grande quantité de produits au début de la crise, principalement les matières premières.

D'une manière générale la chute des cours au début de la crise n'a pas eu son plein effet sur la valeur de nos importations. Le surcroît d'achat que ces bas prix ont fait effectuer aux importateurs à compenser dans notre importation totale, la diminution de valeur de chaque unité achetée.

Par contre il ne semble pas que le phénomène inverse se soit produit en France. La hausse des cours mondiaux à partir du milieu de 1935 n'a pas donné lieu tout d'abord à une réduction importante de nos achats à l'étranger, au contraire, nous assistons à partir de novembre 1935 à un gonflement important du volume de nos achats à l'étranger, gonflement qui suit de près le mouvement de la hausse des prix. Mais ce fait est dû à la situation intérieure de la France ; dès la fin de 1935 la situation politique et sociale de notre pays laisse prévoir une prochaine dévaluation du franc ce qui incite les importateurs à constituer d'importants stocks particulièrement de matières premières afin de profiter de la hausse du prix des matières importées qui se produira du fait de la dévaluation. A partir de juin 1936 un autre facteur

que nous avons déjà signalé vient influencer sur le volume de nos achats effectués à l'étranger nous voulons parler du ralentissement général de notre production.

c) Influence sur nos importations des variations artificielles des prix.

La détermination des prix et leur action sur les quantités n'a pas toujours été le résultat de la loi de l'offre et de la demande. Les prix des matières importées ont été parfois fixés arbitrairement par nos vendeurs et fixés toujours au-dessous du prix normal déterminé par le prix de revient. Parfois aussi le prix des marchandises importées a été abaissé par des manipulations monétaires. Ces deux sortes de manœuvres : dumping et dévaluation des monnaies ont eu une action directe sur la valeur de nos importations en diminuant cette valeur, mais elles ont par contre tendu à l'augmenter indirectement. En effet en abaissant leur prix de vente au-dessous des prix français par l'un quelconque de ces moyens, les producteurs étrangers, parvenaient à inonder le marché français de leurs produits au détriment des produits français, ils récupéraient ainsi par le nombre accru d'unités vendues ce qu'ils perdaient en abaissant le prix de chacune de ces unités. Cette manœuvre leur permettait en outre de faire tourner leurs usines à plein rendement et de répartir leurs frais de production sur un très grand nombre d'unités, les pertes pouvant résulter de ces ventes à bas prix étant compensées soit par des primes soit par des ventes à prix élevé sur le marché intérieur. Quant à nous si nous achetions ces produits moins cher nous en achetions aussi davantage ce qui mettait obstacle à la réduction de la valeur totale de nos achats rendue cependant nécessaire par le déficit croissant de notre balance commerciale.

Dumping. — Cette manière de procéder appelée dumping n'a pas été sans causer de graves préjudices aux producteurs français, cependant les ravages du dumping en France ont été souvent exagérés par des producteurs désirant l'élévation des droits de douane afin de ne pas subir la concurrence étrangère.

En effet il ne faut pas confondre les efforts de concurrents étrangers pour abaisser leurs prix de revient, ou bien les conditions exceptionnelles auxquelles ils se procurent la main d'œuvre ou les matières premières avec des mesures malhonnêtes tendant à inonder notre marché intérieur de produits vendus à des prix ayant peu de rapports avec leurs prix de revient. Il y a donc eu beaucoup d'exagération dans

les réclamations des producteurs français qui se sont crus victimes des producteurs étrangers alors qu'ils étaient seulement handicapés par la situation économique de la France dont la politique douanière, fiscale et surtout monétaire empêchait l'abaissement de leur prix de revient alors que les prix mondiaux diminuaient.

En règle générale on ne peut considérer comme dumping que le fait pour une industrie de vendre systématiquement au-dessous de son prix de revient sur les marchés étrangers, ou d'y pratiquer des prix de vente artificiellement fixés à un niveau inférieur à celui qui répond aux conditions actuelles de la production sur lesdits marchés étrangers et en même temps au niveau soit des prix faits sur son propre marché soit des prix qui résulteraient du jeu régulier des facteurs économiques normaux.

Cependant même en tenant compte de cette définition restrictive on a pu souvent constater des cas de dumping caractérisés dans nos relations avec l'U.R.S.S. l'Allemagne et le Japon.

Il est à remarquer que les pays pratiquant le dumping sont surtout les pays totalitaires où la production et le commerce extérieur sont entièrement ou en partie réglementés par le pouvoir central.

Ainsi en U.R.S.S. le commerce extérieur est un monopole d'Etat, ce qui permet au gouvernement soviétique d'en user pour des fins politiques. Cet état de choses permet à la Russie soviétique d'exercer dans tous ses échanges une forte pression sur les prix et même dans la plupart des cas de vendre à n'importe quel prix sans avoir recours aux manœuvres caractérisées de dumping. En 1930 par exemple le blé russe était offert rendu en France à 50 francs l'hectolitre alors que le blé français produit dans des conditions moyennes revenait à 150 francs l'hectolitre. En offrant du blé à ce prix le gouvernement soviétique déjouait la protection constituée par le droit de douane de 80 francs par quintal établi pour protéger l'agriculteur français.

Grâce à des manœuvres semblables pour leur vente de lin, de peaux et de bois les exportations de l'U. R. S. S. en France passaient de 788 millions en 1929 à 886 millions en 1930. En 1931 des mesures douanières furent prises pour enrayer cette inondation de produits vendus à vil prix mais le département du Commerce extérieur soviétique abaissa de nouveau le prix de vente de ses produits en France afin de surmonter cet obstacle et le montant des exportations soviétiques en France momentanément descendu à 496 millions en 1931 était déjà remonté à 609 millions en 1933. Mais il est possible pour un Etat de pratiquer aisément le dumping sans avoir recours à une étatatisation complète du

commerce extérieur. Le gouvernement favorisera le plus souvent le dumping par l'octroi de primes ou d'avantages déguisés aux exportateurs.

En Allemagne le Dr Schacht décida, en 1934, de créer un fonds commun d'un milliard de marks pour stimuler puissamment les exportations. La Golddiskontobank devait contribuer à ce fonds jusqu'à concurrence de 300 millions de R. M. qu'elle comptait se procurer par l'achat d'emprunts extérieurs au moyen de marks bloqués. Le solde de 700 millions devait être procuré par une majoration de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Un autre mode de dumping pratiqué en Allemagne a été le dumping des « scrips ». Afin de permettre à l'exportateur allemand de vendre ses produits à bas prix on l'autorise à accepter en paiement ou à acquérir avec le prix qui leur est payé une quantité de certificats de créances bloquées sur l'Allemagne, certificats fortement dépréciés à l'étranger mais ayant pleine valeur en Allemagne; par cette méthode le créancier étranger subit une forte perte au change.

Mais le dumping le plus courant et le plus dangereux parce que le plus souvent occulte consiste en primes allouées par des organismes privés, des ristournes consenties par une industrie à une autre ou simplement des sacrifices passagers faits par une industrie pour prendre la place d'un concurrent sur les marchés étrangers.

Ce genre de dumping a permis au Japon de conquérir le marché français de la soie. En effet en 1930 le Japon ne fournissait que 5 % de nos achats de soie à l'étranger, il obtient aujourd'hui plus de la moitié de nos commandes. Cet accroissement considérable des exportations japonaises en France n'est pas dû seulement aux conditions exceptionnelles dans lesquelles se fait la production japonaise mais pour une bonne part à des manœuvres de concurrence déloyale qui tendent non seulement à inonder les marchés de produits vendus à vil prix mais à empêcher tout étranger de réaliser des gains. C'est ainsi que certains exportateurs japonais vendent leurs produits au-dessous des cours de la Bourse d'Osaka si la commande en est passée directement à un représentant de commerce japonais.

Bref, les procédés de dumping sont multiples. Il en naît de nouveaux à chaque mesure prise pour combattre leurs effets. Il est certain que la France a eu tout particulièrement à souffrir de cette concurrence déloyale car elle est restée longtemps un marché recherché parce que longtemps moins touché que les autres par la crise.

Changes. — Un des effets de la dévaluation d'une monnaie par rapport aux monnaies restées stables est un abaissement des prix-or dans le pays à monnaie dévaluée. Cette diminu-

tion des prix-or constitue une prime pour la vente à l'étranger des produits de ce pays et inversement un obstacle aux ventes de l'étranger sur son territoire par suite de la diminution du pouvoir d'achat de sa monnaie. Mais c'est principalement la prime à l'exportation souvent appelée « dumping des changes » qui nous intéresse ici. L'action des changes pendant toute la période étudiée est conditionnée par l'abandon de l'étalon-or par la G. B. en septembre 1931. Cet abandon qui entraîna les nombreux pays liés monétairement ou économiquement à la G. B. en raison de la pratique du Gold exchange Standard détermina la constitution d'un bloc sterling dont la lutte avec le bloc-or dura jusqu'en septembre 1936. Les conséquences de la dévaluation de la livre se sont surtout fait sentir à partir de 1932 ; elles furent plus importantes en ce qui concerne nos exportations qu'en ce qui concerne nos achats par suite des mesures douanières prises par la France pour compenser vis-à-vis de la production française la prime à l'exportation dont jouissaient les producteurs anglo-saxons du fait de la dévaluation de la livre. En effet, malgré la dévaluation de la livre les importations en provenance de l'Angleterre continuent à diminuer en 1932 d'une façon régulière. La diminution qui avait été de 1 milliard 548.385 en 1931 c'est-à-dire avant la dévaluation est encore de 1 milliard 267.223 en 1932 et demeure supérieure à la moyenne l'année suivante.

Quant aux répercussions sur nos importations de la dévaluation du franc en septembre 1936, on peut maintenant en juger les effets. Il ne semble pas que la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie française ait restreint nos achats à l'étranger. En effet si la valeur normale de nos importations a augmenté pendant l'année 1937, en valeur-or, elle demeure à peu près au niveau de 1935. Il semble que les producteurs français aient été dans l'obligation d'acheter coûte que coûte à l'étranger certaines matières nécessaires à l'industrie que le ralentissement de la production française ne leur permettait plus de trouver sur le marché français. En outre cette dévaluation ne faisait que mettre la monnaie française au niveau des autres monnaies récemment dévaluées et adaptait les prix-or français aux prix-or mondiaux. Dans ces conditions le frein aux importations se faisait moins sentir que si la France avait été seule dans le monde à dévaluer sa monnaie.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE D'EXPORTATION
DE NOS PRINCIPAUX FOURNISSEURS

La France a été atteinte par la crise mondiale au moins deux ans plus tard que la plupart des pays d'Europe et d'Amérique et son pouvoir d'achat est demeuré longtemps intact. Jusqu'en 1936 elle a conservé une monnaie fortement appréciée. Il est donc naturel qu'elle soit demeurée jusqu'à présent un débouché de prédilection pour la production étrangère d'où les efforts de nos fournisseurs pour profiter de ces circonstances favorables.

Pour conquérir ou conserver le marché français nos fournisseurs ont employé plusieurs moyens. Nous avons vu comment ils avaient agi sur leurs prix et souvent de façon peu honnête pour tourner la protection établie autour du marché français. Nous allons étudier maintenant les moyens de technique financière et commerciale qui ont été employés par eux dans ce même but.

A) DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT A L'EXPORTATION

Les questions de délai de paiement sont très importantes en matière commerciale. Un long délai de paiement permettant de rétablir l'équilibre d'une trésorerie est souvent plus apprécié qu'une diminution de prix. Il est donc naturel qu'un client s'adresse plus volontiers au fournisseur qui lui donne de plus longs délais de paiement. Mais il est évident aussi que l'octroi de ces longs délais exige de la part du fournisseur une trésorerie importante et lui font courir le risque de l'insolvabilité de son client. Pour pouvoir accorder de longs délais de paiement l'exportateur sera donc obligé d'avoir recours au banquier pour se procurer immédiatement les fonds dont il a besoin et à un organisme d'assurance pour se protéger contre ce risque.

L'organisation du crédit à l'exportation a donc été tout particulièrement développée depuis le début de la crise. Entre producteurs possédant à peu près les mêmes facilités de fabrication elle est devenue le principal moyen d'élimination des concurrents. A l'heure actuelle la conclusion d'un contrat d'achat dépend donc surtout de l'offre des conditions de crédit. « Les nations qui ne pourraient accorder à leurs acheteurs des crédits élevés et de longue durée seraient d'avance éliminées » dit M. Burckardt.

Nos principaux fournisseurs ont compris cette nécessité. Nous mentionnerons d'abord l'Angleterre car c'est là que le crédit au delà du foyer national a vu le jour. Le crédit à l'acceptation qui est la forme de crédit à l'exportation la plus utilisée a été longtemps le monopole des « merchants » qui employaient à cet effet les disponibilités des capitalistes européens et américains. Ils ont du céder le pas ces dernières années au « acceptant houses » (sociétés anonymes) et aux grandes banques.

Grâce à sa haute technique bancaire et grâce à la souplesse de son mécanisme jointe au taux d'escompte réduit appliqué à ses acceptations le marché de Londres reste prépondérant malgré la crise de 1931. Non seulement il finance les exportations anglaises mais aussi les échanges entre pays étrangers.

En ce qui concerne l'assurance crédit à l'exportation, elle a été organisée au début de 1934. Cette réorganisation était nécessitée par le fait que depuis la crise l'exportation doit supporter en plus du risque d'insolvabilité du débiteur, des risques monétaires, des risques de restriction des devises, de moratoires, de contingentements. A cet effet « le département de l'assurance sur les crédits d'Exportation » a créé une nouvelle police dite de « Comprehensive Garantie » dont le fonctionnement est le suivant : après étude des opérations habituelles de l'exportateur on évalue les pertes probables sur les opérations à effectuer pendant une période déterminée. Si pendant la période en question, la perte effective n'atteint pas le chiffre prévu la perte demeure en totalité à la charge du commerçant. Au-dessus du chiffre prévu la perte est couverte à raison de 75 % par le « Department ». Une sécurité considérable est ainsi procurée à l'exportateur moyennant des primes relativement faibles. Il bénéficie en outre de l'excellent service de renseignements du département.

Le système allemand de crédit à l'exportation était déjà organisé avant guerre d'une façon extrêmement complète et s'était dégagé de la tutelle anglaise. On peut dire que les Allemands avaient organisé le crédit à très long terme grâce à des banques d'une audace parfois téméraire. Cette audace était d'ailleurs érigée en méthode d'expansion ; l'exportation n'étant dans ce cas qu'un but immédiat. Le système allemand est caractérisé par une plus grande rigidité : contrairement au caractère indépendant de banques anglaises les succursales et filiales des banques allemandes à l'étranger sont étroitement « contrôlées ». Mais toutes les banques allemandes montrent beaucoup de hardiesse dans les crédits qu'elles accordent, multipliant leurs acceptations consentant de larges découverts, se livrant à des opérations qui sont de véritables spéculations et les transforment parfois en commissionnaires,

mais qui rendent de toutes façons d'incontestables services à leurs clients. En effet le concours très large des banques aux industriels allemands leur a permis l'organisation de la vente à consignment.

Le système d'assurance-crédit allemand a été réorganisé en 1927. L'assurance fonctionne au profit du vendeur seul et non plus de la banque. Confié d'abord à des organismes privés le fonctionnement de l'assurance-crédit à l'exportation ressort maintenant au pouvoir central. Elle tend de plus en plus à couvrir l'ensemble des transactions d'un même vendeur et non plus une opération déterminée, ce qui demande pour chaque opération une enquête longue et coûteuse.

La Belgique avait organisé bien avant la crise une assurance garantissant d'une façon partielle la « bonne fin » des opérations d'exportation.

Pour l'U. R. S. S. le problème de l'assurance est différent. En effet, dans ce pays, le commerce extérieur fait l'objet d'un monopole d'Etat, les risques nés des opérations d'exportation sont donc supportés par la collectivité. Le monopole utilise d'ailleurs l'octroi des délais de paiement à des fins politiques.

D'une manière générale, il est difficile de déterminer l'action du crédit à l'exportation sur nos achats à l'étranger. Cependant cet effort de nos fournisseurs s'est ajouté aux autres dans la lutte pour la conservation du marché français. L'octroi de long délai de paiement a permis aux exportateurs étrangers de placer sur le marché français de nombreuses marchandises que nous comptons payer grâce à un retour de la prospérité. Il est donc probable que sans cette manœuvre nos importations auraient décliné beaucoup plus rapidement.

B) ORGANISATION DES VENTES A L'EXPORTATION

Toute mise en vente d'un produit que ce soit à l'intérieur d'un pays où à l'étranger nécessite la connaissance de l'existence de ce produit par les acheteurs éventuels.

Cette technique de la présentation des produits a connu d'abord sa perfection aux U. S. A. Elle n'est pas ignorée en France cependant on doit convenir qu'elle est souvent plus perfectionnée à l'étranger, grâce à son esprit de discipline et d'organisation que l'on ne rencontre pas toujours chez nous. A la faveur d'une étroite collaboration entre les services publics et les organismes privés les agents commerciaux et les consuls allemands, anglais ou italiens servent de propagandistes pour les produits de leur pays. Ils rensei-

gnent minutieusement sur les possibilités du marché des pays où ils résident. Les producteurs allemands déjà unis quant à la production en cartels ou Konzerns se groupent en comitès pour effectuer leur publicité et leurs ventes à l'étranger dans de meilleures conditions.

Ces organismes s'efforcent de diminuer les frais de vente de leurs adhérents en groupant leur production dans des envois massifs (par wagons ou trains complets), en mettant à la disposition de leurs adhérents un organisme perfectionné de succursales multiples et de nombreux agents démarcheurs ; ils déterminent après entente les zones de vente réservées à chaque produit afin d'empêcher la concurrence entre les divers exportateurs allemands ; ils arrêtent les mesures à prendre pour conquérir les marchés et les sacrifices à consentir pour chacun.

En Italie l'organisation coopérative de la vente est un élément très important de l'organisation du commerce d'exportation. Ces coopératives de vente présentent tous les avantages d'économie en ce qui concerne la publicité, le transport et la mise en vente, que nous avons signalés au sujet des exportations allemandes. Les producteurs italiens ont su adapter à leur condition particulière de vente les méthodes américaines. Ils possèdent un service d'information rapide et efficace permettant dans chaque pays l'envoi des produits les mieux adaptés aux besoins de la population. Dans leurs relations commerciales avec l'étranger ils s'efforcent d'éviter les intermédiaires ou tout au moins de n'utiliser que leurs propres agents ; ils ont établi des marques, garantie de qualité et d'homogénéité, qu'ils ont réussi à faire connaître dans le monde entier. Les déchets de fabrication sont utilisés sur place et d'une façon rationnelle.

En ce qui concerne le prix de revient des produits exportés il est évident que le producteur italien se trouve souvent dans de meilleures conditions que la production française. Pour lui la main-d'œuvre est meilleur marché, les heures de travail plus nombreuses mais surtout les producteurs italiens ont su s'unir pour former par exemple des « consortiums agraires » sortes de coopératives qui effectuent pour le compte de leurs membres des approvisionnements en gros, possèdent des machines agricoles qu'elles louent très bon marché, des entrepôts, des silos pour la conservation des denrées et font des études sur l'amélioration des produits qu'il serait impossible à un particulier d'effectuer.

Quant aux gouvernements de nos différents pays fournisseurs, ils facilitent la tâche des exportateurs en mettant à leur disposition un service d'agents commerciaux, en allouant des primes ou des exemptions d'impôts aux produits qu'ils désirent le plus voir vendus à l'étranger, en favorisant par

des primes le transport de leurs marchandises sur des navires nationaux. Ils s'efforcent de faire connaître la production nationale en participant brillamment aux expositions internationales ou en en organisant dans leur propre pays. L'effort le plus original a été tenté par le gouvernement japonais qui a organisé des expositions permanentes sur des navires qui s'arrêtent dans les principaux ports du monde entier et sur lesquelles se trouvent des agents commerciaux qui prennent les commandes des visiteurs.

Il est encore difficile de déterminer ici la part due à tous ces efforts dans l'évolution du commerce français d'importation. Bien qu'incommensurable l'effort de la technique commerciale n'est pas niable.

Il est évident que si, jusqu'à l'application stricte des contingents, les importations françaises ont peu diminué et même souvent augmenté en quantité, cela est dû en grande partie aux efforts considérables de nos fournisseurs. Et plus tard lorsque nous voyons certains fournisseurs comme l'U.R.S.S. et le Japon prendre la place d'autres de leurs concurrents il est certain que cela est dû, en partie tout au moins, à leurs méthodes de vente (plus ou moins honnêtes malheureusement).

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE

Nous avons vu comment la valeur et les quantités des marchandises importées étaient conditionnées par leur prix.

Mais si le prix de ces marchandises vendues en France dépend en majeure partie du producteur étranger il est aussi formé pour une part, du droit d'entrée imposé par le régime douanier français.

Ainsi le régime douanier peut modifier directement la valeur des importations et indirectement les quantités importées en agissant selon le taux des droits comme un frein aux achats effectués à l'étranger ou même comme une prohibition partielle.

Les valeurs à leur tour peuvent être indirectement touchées par des mesures agissant uniquement sur les quantités importées : contingents ou prohibitions.

A) SITUATION DE NOTRE SYSTEME DOUANIER AU DÉBUT DE LA CRISE

Les effets de la crise se sont fait sentir en France plus tard que partout ailleurs. Les premiers pays frappés ont donc essayé de placer à l'étranger et surtout en France une production qu'ils ne pouvaient plus écouler sur leur marché intérieur. Ainsi la France a été appelée à se défendre contre l'envahissement des produits étrangers avant même de subir les premières atteintes de la crise. Dès 1927 à l'occasion de l'établissement de l'accord franco-allemand nos tarifs douaniers ont été fortement relevés et le 2 mars 1928 était votée la loi qui régit encore notre tarification douanière. Cette loi fait disparaître à peu près le tarif autonome sauf pour les denrées alimentaires, les droits applicables aux marchandises comprises dans les autres postes sont conventionnalisés par des accords révocables mais assurant néanmoins une certaine stabilité.

B) EVOLUTION DE LA POLITIQUE DOUANIÈRE FRANÇAISE

Les effets de la crise devenant menaçants la France tendit de plus en plus à reprendre sa liberté tarifaire et l'on assista à des déconsolidations des droits inclus dans nos conventions commerciales, soit sanctionnées par des accords soit acceptées tacitement sous condition de réciprocité. Une série d'accords de déconsolidation fut signée entre 1930 et 1933 principalement avec la Tchécoslovaquie, la Grèce, l'Esthonie, la Roumanie, le Danemark, la Yougoslavie, Haïti, le Chili, le Salvador, l'Autriche la Hongrie. Les accords les plus importants furent passés avec la Suisse (décret du 9 décembre 1931) l'Allemagne (avenant franco-allemand du 28 décembre) et l'Italie (modus vivendi franco italien du 4 mars 1932). L'accord franco-suisse déconsolide en Suisse les droits sur les corsets de coton et autres en échange de la déconsolidation sur le tarif français des droits relatifs aux chaussures, positions qui étaient liées par le traité du 8 juillet 1929. Dans les accords passés avec l'Allemagne et l'Italie les parties renoncent à l'application de la clause de la nation la plus favorisée pour un certain nombre d'articles.

La hausse des tarifs s'est poursuivie avec plus de facilité pour les catégories de produits non incorporées dans des accords commerciaux. Les modifications plus aisées ont été par conséquent plus nombreuses.

Les principaux relèvements ont été le fait de la loi du 11 juillet 1931 qui comporte une augmentation des droits du

tarif général. La loi du 31 mars 1931 avait établi déjà une taxe spéciale sur l'importation du café, du caoutchouc, du sisal, du manioc, du tapioca, quelque soit leur origine (même provenant des colonies assimilées à la métropole). Une autre loi du même genre majore le tarif applicable aux vins.

a) La surtaxe des changes.

Une des principales causes de trouble dans les relations commerciales de la France avec les pays étrangers a été au début de la période étudiée la dévaluation de certaines monnaies. Nous savons comment ces dévaluations ont agi au détriment de notre commerce extérieur en créant une prime aux exportations de ces pays à monnaie dévaluée. Pour rétablir l'équilibre entre les prix français et les prix-or de ces pays une surtaxe compensatrice de l'écart des changes fut établie par le décret du 1^{er} août 1931 d'abord contre l'Espagne. Puis le principe fut perfectionné dans le décret du 12 novembre afin de protéger le marché français contre les effets de la dépréciation de la livre et des monnaies assimilées. Ce même décret modifié le 9 décembre établit une surtaxe compensatrice calculée en fonction de l'écart des prix en France et dans les pays exportateurs. Elle fut appliquée avec les taux suivants :

à l'Australie	15 %
Mexique	15 —
Norvège	15 —
Danemark	15 —
Suède	15 —
Grande-Bretagne	15 —
Argentine	15 —
Indes Anglaises	15 —
Uruguay	15 —
Canada	11 —
Egypte	15 —

Un certain nombre de produits, en général des matières premières, sont exemptes de son application. L'action de la surtaxe est purement négative, elle tend à rétablir les relations commerciales dans l'état où elles étaient avant la dévaluation. Nous verrons par la suite comment elle a servi de monnaie d'échange dans les négociations.

b) Les contingentements.

Cependant ces mesures sans doute suffisantes en temps normal ne parvenaient pas à aveugler le déficit toujours

croissant de notre balance commerciale. Les producteurs étrangers favorisés par le change s'efforçaient d'absorber par des diminutions de prix l'élévation de nos droits de douane. Il fallait donc agir rapidement et efficacement. Le gouvernement résolut donc d'agir non plus sur le prix des produits importés mais directement sur les quantités importées quel qu'en soit le prix. Ce fut l'établissement des premiers contingentements par le décret du 27 août 1931. La loi du 31 mars 1931 avait d'ailleurs établi une forme édulcorée de contingentement puisque, selon sa lettre, au-dessus de certaines quantités les importations supportaient des droits supérieurs aux tarifs conventionnels.

Le décret du 27 août promulgué pour arrêter les importations croissantes de vins italiens visait en outre les importations de bois et d'ouvrages en bois. Il établissait une prohibition partielle d'importation.

Par la suite les contingentements ont été en général établis par décrets soumis à l'approbation des Chambres. Un arrêté fixe pour chaque trimestre les quantités de marchandises dont l'importation est autorisée. Les quantités octroyées à chaque pays sont égales à la moyenne des importations de ce pays pendant les années qui ont servi de base à l'évaluation du contingent diminué d'un pourcentage analogue pour tous les pays.

Les principaux contingentements ainsi établis concernent surtout les importations d'objets d'alimentation :

Décret du 30 septembre 1931 contingentant les importations de : bétail, boucherie, charcuterie, lait, fromage, beurre.

Décret du 20 octobre poissons de mer frais et salés.

Décret du 10 novembre viandes moutons, volailles, œufs.

Décret du 20 novembre fleurs coupées.

Décret du 5 décembre sucres.

Décret du 9 décembre bananes.

Décret du 9 décembre poissons conservés.

L'année suivante la floraison de contingentements continue mais vise surtout les objets fabriqués. Les contingents sont alors établis par décret après accords entre les producteurs étrangers et les producteurs français.

Ce sont les décrets des :

7 janvier 1932	contingentant	l'importation	des jeux et jouets.
23 —	—	—	articles de ménage.
15 février	—	—	peaux ouvrées.
8 mars	—	—	tôles.
16 mars	—	—	mercures, or battu, ficelles; acide sulfur.
1 ^{er} avril	—	—	bas, chaussettes de coton et soie artificielle.

17 mai 1932	contingentant l'importation des papiers, albums, rouleaux, filins.
20 mai	— — — métiers à tricoter et bonneterie.
27 mai	— — — glaces, dalles en verre coulé.
2 juin	— — — eau oxygénée.
3 juin	— — — allumeurs automatiques.
24 juin	— — — produits résineux.

L'établissement des contingentements n'arrête d'ailleurs pas le mouvement de majoration des tarifs douaniers. En effet si les contingentements diminuent les quantités importées, ils diminuent par là même les valeurs et par conséquent les recettes douanières perçues sur les valeurs. Une majoration des droits de douane devait donc être effectuée de paire avec la création des contingentements afin de maintenir le niveau des recettes fiscales.

Voici donc les principales lois ou décrets qui ont porté pendant l'année 1932 majoration des tarifs de douane :

Loi du 21 mars portant modification des droits sur les chaussures en caoutchouc.

- 14 avril — — — art. en tissus élastiques.
- 20 avril — — — fleurs de tilleul.
- 23 avril augmentant les droits sur les prunes et pruneaux.
- 7 juillet relative à la tarification de la clouterie.
- 13 juillet augmentant les droits sur les chevaux.
- 20 juillet modifiant la taxation du chlorure de sodium.
- 20 juillet — — — certains droits de douane.
- 29 juillet relevant les droits sur les moules.
- 19 août augmentant les droits sur certains légumes conservés.
- 16 septembre augmentant les droits sur les lièges.
- 16 septembre — — — l'avoine, maïs, seigle, dérivés.
- 27 septembre relatif à la tarification des beurres (au lendemain de ce décret le contingent de ce produit fut suspendu pour être rétabli dans la suite).
- 27 septembre relatif au régime douanier des papiers.
- 19 novembre relatif à la tarification des bois.
- 24 novembre augmentant les droits sur les malts.
- 19 décembre — — — sur le pain d'épices.

Pour l'établissement des contingents on a eu de plus en plus recours à la consultation des intéressés tant français qu'étrangers et le plus souvent à partir de ce moment les décrets promulgués n'ont fait qu'entériner leurs accords. Ainsi la loi du 9 janvier 1932 fait bénéficier d'un tarif de faveur les porcelaines venant d'Allemagne et de Tchécoslovaquie si

elles sont vendues au prix établi en accord avec les industriels français.

Par mesure de représailles la France a aussi été obligée d'édicter quelques prohibitions. Sous les mêmes prétextes sanitaires qui avaient servi contre nos produits à l'étranger les pommes et poires américaines furent interdites sur nos marchés par le décret du 8 mars 1932 ainsi que les légumes frais venant d'Angleterre, d'Allemagne et des Pays-Bas.

Par représaille aussi la loi du 20 avril a obligé les produits étrangers vendus en France à porter d'une façon apparente leur marque d'origine.

Les augmentations de tarif portent en 1933 sur environ 600 numéros du tarif. Les principaux produits visés sont : la pâte de cellulose, les linoléums et fibres vulcanisées, les cartes postales, la maroquinerie, les chaudières, les aiguilles, les piles électriques, les instruments scientifiques. Ces élévations sont mises en vigueur principalement par la loi du 12 juillet 1933 qui répond aux augmentations décrétées par l'Allemagne à la suite de l'accord de déconsolidation franco-allemand du 28 décembre 1932.

La chute rapide de nos exportations en 1934 incita le législateur à un protectionisme de plus en plus accentué. Le protectionisme s'est manifesté par de nouvelles augmentations de tarif et l'établissement de nouveaux contingentements, les premières n'entraînant pas toujours la suppression des seconds. Les augmentations furent rendues plus aisées à partir du vote de la loi du 25 février et 29 décembre 1934 qui reconnaît au gouvernement la possibilité de modifier les droits de douane de sa propre autorité et sous réserve de ratification ultérieure.

Voici les principaux articles dont les tarifs ont subi une majoration en 1934.

Produits chimiques, horlogerie, machine à calculer (L. 5 mars) Chaudières, réservoirs, ouvrages en amiante, jouets (L. 15 mars) Riz (L. 14 mars) Gaz-oil (30 mars) Huiles légères de houille, benzols, naphthols etc... (28 avril) Pelleteries préparées (12 juillet) Bestiaux et viandes (19 juillet) Machine à coudre et machines-outils (4 octobre) Conserves de sardines 24 octobre) Bois de teck (30 octobre) Pièces détachées pour machines agricoles (3 novembre) Machines à écrire, à calculer, accessoires d'autos (28 novembre).

Les nouveaux contingentements sont applicables aux : Pâtes de bois (22 janvier) Huiles de palme (22 janvier) Vêtements et confections (23 janvier) Produits chimiques et articles d'horlogerie (15 février) Bas et chaussettes de chanvre, de lin (5 mars) Machines agricoles, à écrire, câbles électriques, cycles (14 mars). Superphosphates (28 avril)

Gruau et semoules (24 juillet) Lampes électriques (7 novembre).

Puis un mouvement se dessine en 1935 en faveur d'une politique douanière plus rationnelle, mais aussi plus libérale. Certains contingentements furent supprimés et l'on essaya d'adapter l'ensemble des droits de douane aux nouvelles conditions économiques. Cependant l'emploi de ces moyens de protection ne fut pas abandonné puisque de nouvelles restrictions furent appliquées cette année-là aux : Poissons d'eau douce (18 février) Céramiques, amiante (5 avril) Oranges, mandarines (27 avril) Tissus de soie (11 mai) appareils frigorifiques (15 mai).

Les principales augmentations de tarifs concernent : les poissons conservés (14 janvier) agrumes (10 avril) œufs (29 avril) machines à coudre, à calculer (5 mai) machines outils, chlorure de sodium (22 septembre) résidus de fabrication de papier (2 octobre).

Les mesures prises, après la dévaluation de septembre 1936 ont semblé confirmer la tendance que nous venons de signaler. Afin d'empêcher une hausse trop brutale des prix antérieurs les contingentements de certains produits surtout de denrées alimentaires furent suspendus par le décret du 2 octobre 1936 et certaines taxes supprimées ou réduites : suppression de la taxe de licence sur les oignons et réduction de 20 % sur cette taxe pour la plupart des produits agricoles. Réduction de 15 % sur la taxe de change.

Par contre, contrairement à ces mesures, de nouveaux contingentements ont été établis sur : les vêtements et les contre-placages (décret du 11 mars) l'orge (7 mai) et de nouvelles augmentations de tarif frappent les importations de : beurre (décret 15 février) de verre triplex (décret 13 mars) de compteurs électriques (25 mars) etc...

Ainsi donc la politique douanière de la France pendant la période de crise se résume en une poussée continue et croissante du protectionisme.

Les mesures prises pour protéger notre marché intérieur et pour restreindre nos achats à l'étranger n'ont répondu à aucun plan d'ensemble. Elles ont été prises d'une façon empirique et sous le coup des circonstances, sans qu'on ait jamais prévu leurs répercussions. La politique des contingentements a été un moyen aisé et rapide pour restreindre nos importations, mais en revanche elle a présenté de grands inconvénients. Elle a provoqué un approvisionnement irrégulier du marché et créé un monopole gratuit pour les producteurs nationaux. Elle a faussé la loi de l'offre et de la demande d'où une cristallisation des prix et des échanges. Cette mesure n'aurait pas dû être provisoire et faire rapidement place à une réforme d'ensemble de nos tarifs douaniers.

c) Les accords commerciaux.

L'évolution de notre politique douanière a eu dans le domaine contractuel une répercussion très nette.

Dès les premiers effets de la crise on tourne résolument le dos à la politique des accords commerciaux qui avait triomphé en 1927-1928 ; on cherche à avoir les mains libres afin de pouvoir se défendre rapidement et efficacement. Nous avons vu comment le gouvernement français avait poursuivi sa politique incohérente de déconsolidation des droits de douane stabilisés par les accords conclus entre 1927 et 1929.

Les augmentations qui en résultèrent furent néfastes à la conférence économique de 1930 dont le but était d'établir une action économique concertée.

Les accords passés en 1931 n'intéressent pas particulièrement notre commerce d'importation. La politique de déconsolidation se poursuit en 1932 et l'on cherche de plus en plus dans les accords nouveaux à écarter la clause de la nation la plus favorisée.

Les accords de compensation. — Les difficultés rencontrées dans le règlement de ses créances commerciales sur les pays restreignant la sortie des devises ont amené la France à se fournir plus particulièrement dans les pays débiteurs afin d'obtenir son paiement par compensation.

Cette politique du « donnant donnant » fondée sur l'idée de l'équilibre des balances commerciales partielles a donné naissance à des accords dits de compensation. En exécution de ces accords les importateurs français devaient verser à une caisse de compensation le prix des marchandises en provenance des pays à change contrôlé, la caisse étant chargée de payer avec ces sommes les ventes françaises faites dans ces pays.

Ce genre de convention a, en général, donné satisfaction sauf les accords franco-équatoriens et franco-brésiliens qui ont donné lieu à des difficultés d'application.

Ces accords nés de la nécessité tendent à concentrer tous nos échanges vers certains pays dont les achats en France peuvent compenser exactement les ventes dans notre pays. Ceci signifie la suppression des compensations triangulaires et la tendance à l'équilibre de la balance commerciale avec chaque pays.

L'arrêté du 15 février 1932 vint établir en France la charte de la compensation. Cette charte permit de conclure le premier accord de compensation : l'accord franco-hongrois du 4 mars 1932, puis furent passés les accords avec les pays suivants :

Allemagne .	24 décembre 1932, 28 juillet 1934.
Autriche .	16 avril 1932, 22 juin 1933.
Bulgarie .	16 janvier 1933.
Chili . . .	11 novembre 1932.
Colombie .	1 ^{er} février 1933.
Equateur .	27 juillet 1933.
Esthonie .	20 mars 1932.
Grèce . . .	9 juillet 1932, 7 juin 1935.
Hongrie . .	4 mars 1932, 28 février 1933, 30 mars 1934.
Lettonie . .	8 mars 1932.
Roumanie .	11 août* 1934.
Turquie . .	27 juillet 1933.
Yougoslavie	27 janvier 1933.

La plupart de ces accords stipulent l'ouverture d'un compte distinct pour l'amortissement des créances échues antérieurement à la conclusion de l'accord. L'accord franco-allemand a eu pour résultat remarquable le renversement de la balance commerciale franco-allemande au profit de la France.

L'accord franco-roumain présente cette particularité qu'il ne permet pas à l'office français de compensation de disposer directement des versements des importations. Les versements sont faits à la Banque de France qui effectue les paiements aux exportateurs sur indication de la B. N. de Roumanie.

Ce mode de règlement des changes considéré tout d'abord comme provisoire s'est ensuite adapté aux circonstances sous la pression de la nécessité. La compensation qui se faisait à un taux de change fixe a lieu maintenant au cours du jour. La compensation privée prend une place de plus en plus importante.

Les accords sur la suppression de la surtaxe des changes. — Dès 1932 la suppression de la surtaxe des changes a servi de monnaie d'échange dans les négociations commerciales. Ainsi la surtaxe a été levée pour les importations venant de :

Finlande (23 février 1932) Suède (13 mars) Norvège (4 avril) Esthonie (29 avril).

En somme la plupart des pays susceptibles de négocier, sauf l'Angleterre, avaient obtenu l'exonération de la taxe compensatrice. Le gouvernement de Londres protesta, naturellement, contre cette discrimination intolérable des produits britanniques. Sur ces entrefaites les U. S. A. dévaluèrent le dollar et la France n'appliqua pas de surtaxe à leurs produits afin de ne pas troubler les négociations entamées au sujet des dettes de guerre et de l'introduction des vins et spiritueux français. Excédée l'Angleterre menaçait la France d'une surtaxe de représaille sur tous les produits

français introduits en Grande-Bretagne. Le gouvernement français négocia alors et à partir du 1^{er} janvier 1933 les marchandises anglaises furent exonérées de la surtaxe des changes, mais le 30 décembre 1931 de nouveaux contingentements avaient été établis dont beaucoup s'appliquaient à d'importants envois britanniques.

Les accords divers. — Les accords passés pendant les années 1931 et 1932 ne présentent que peu d'intérêt. Les principaux signés avec la Roumanie, la Grèce, la Lithuanie, le Japon et le Portugal accordent à ces pays des diminutions de droits ou des facilités. La série d'accords intervenus en 1933 tendant le plus souvent à mettre fin à des représailles (accord avec l'Italie 8 mai et 1^{er} mars) à éviter des restrictions ou à troquer l'octroi de contingents contre des facilités d'exportations (accord avec la Hongrie 3 mars). Le 23 décembre une entente intervenue entre la France et les U. S. A. accordant une augmentation du contingent de vin français en contre-partie d'avantages concédés par la France aux pommes et poires de Californie décide le gouvernement français à se servir de l'octroi de contingents comme moyen de négociation. C'est ainsi que l'année suivante pour amener les pays étrangers à négocier on procède au préalable à la diminution des contingents octroyés à eux afin d'obtenir des avantages en négociant la redistribution du tonnage rendu ainsi disponible.

Mais ce nouveau mode de négociation n'a pas toujours donné des résultats heureux. Ainsi l'établissement de contingents pour les importations britanniques au lendemain de la suppression de la surtaxe des changes donna lieu à un conflit douanier qui dura plus de 5 mois entre la France et la Grande Bretagne. En effet non seulement les produits britanniques étaient contingentés mais la Grande Bretagne ne recevait que 25 % de leurs contingents alors que la Belgique et les U. S. A. bénéficiaient des leurs à 100 %. Dans l'accord du 27 juin 1933 la France fut donc obligée d'octroyer aux produits britanniques leur contingent intégral afin de voir lever la taxe de représaille de 20 % établie en février sur les importations venant de France.

De cette façon les contingentements tendent de plus en plus à être consolidés par des accords, chaque pays signataire acquiert une sorte de droit à sa part. La plupart des pays finissent par s'assurer cette sécurité :

Hongrie (3 mars 1934) Finlande (21 février et 6 mars) Espagne (6 mars) Haïti (10 mars) Portugal (13 mars) Pays-Bas (16 mars) Suisse (29 mars) Tchécoslovaquie (7 avril) Lettonie (20 avril) Brésil (11 mai) Chili (11 mai) Italie (19 mai) Danemark (30 janvier) Canada (29 septembre).

Si bien que la suspension provisoire d'une fraction de

contingents n'est plus dès lors qu'une sorte de menace. La politique douanière française possède donc de moins en moins de moyens de négociation.

Les accords passés en 1935 ont seulement pour but de négocier des reliquats de contingents. Ces reliquats proviennent des contingents distribués pour un trimestre et non entièrement utilisés. Ils sont redistribués moyennant contre-partie. Cependant certains pays tels que la Suisse, la Belgique se sont assurés la faculté de reporter sur un prochain trimestre les quantités non utilisées. La plupart des reliquats négociés en 1935 proviennent de la part dévolue à l'Allemagne et non utilisée par elle. Le fait que l'octroi de contingents est devenu le seul moyen de négociation incite le gouvernement à créer des contingents uniquement destinés à faciliter la conclusion d'accords commerciaux. Tel fut le contingentement des importations de café qui servit à conclure des accords avec le Vénézuéla (26 février 1935), le Pérou (29 mai) l'Equateur (13 juillet) Haïti (5 juillet). La dévaluation du belga provoqua un échange de lettres le 6 avril 1935 ayant pour objet d'éviter que cette dévaluation devienne une prime pour les produits belges vendus sur le marché français.

Sous la pression des producteurs de fruits de l'Afrique du Nord l'accord franco-espagnol du 14 mars 1934 fut dénoncé en 1935. Le nouvel accord signé le 21 décembre comporte de nombreuses garanties et réductions de droits en faveur des fruits provenant d'Espagne.

Un autre accord important fut signé le 28 mai avec les Pays-Bas dont les relations avec la France étaient régies par un échange de notes datant de 1892. Cet accord règle à la fois les questions tarifaires et celles relatives à l'octroi des contingents.

Mais l'acte le plus important de notre politique contractuelle, depuis le début de la crise, a été la conclusion d'un accord franco-américain le 6 mai 1936. Cette convention marque un retour vers le libéralisme. La partie de l'accord intéressant nos importations accorde de facto le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée aux produits venant des U. S. A. Les droits du tarif minimum sont réduits pour les fruits secs et les châssis d'autos. Les droits de douane applicables aux produits essentiels ne pourront être augmentés qu'au commencement de chaque trimestre.

En ce qui concerne l'attribution des contingents l'accord garantit à certains produits venant des U. S. A. des contingents égaux à ceux dont ils jouissaient avant l'accord. De plus des contingents supplémentaires seront attribués annuellement.

La répercussion de cet acte sur la politique économique

de la France a été considérable puisque les contingents attribués à toute une catégorie de produits se sont trouvés conventionnellement stabilisés.

En dehors de l'accord franco-américain 33 autres accords ou arrangements ont été conclus en 1936. Sept d'entre eux comportent l'octroi de contingents aux pays signataires. Les principaux bénéficiaires en sont : l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise (17 décembre) et les Pays-Bas (6 janvier).

Une autre série d'accords règle des questions tout à fait particulières dans le cadre des arrangements existants. Tel est l'accord franco-allemand du 12 mai relatif aux films tournés en langue française en Allemagne et en langue allemande en France. Enfin la levée des sanctions rendait nécessaire la conclusion de nouveaux accords avec l'Italie. En fait les arrangements intervenus le 11 août n'ont fait que remettre en vigueur, d'un commun accord, les conventions commerciales qui existaient antérieurement.

Ainsi donc l'accord franco-américain mis à part tous les actes de la politique douanière de la France depuis 1931 ont tendu vers un protectionisme de plus en plus étroit. La série d'accord que nous venons de signaler a eu pour but le plus souvent non point de faciliter les échanges ainsi qu'il en était autrefois, mais bien de les restreindre. En effet, il fallait à tout prix réduire les importations, le déficit de la balance commerciale devenant menaçant. D'autre part le marché français était resté à peu près sain et pratiquait des prix-or élevés il constituait donc un débouché de prédilection pour les produits venant des pays à monnaie dévaluée et nécessitait une protection de plus en plus efficace.

Enfin la composition des importations françaises évoluait d'une façon qui indiquait un état alarmant de la production puisque les importations d'objets fabriqués et d'objets d'alimentation diminuaient moins que les importations de matières premières.

C) LES RÉPERCUSSIONS DE LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE SUR SES IMPORTATIONS

Dans notre première partie nous avons étudié l'évolution en quantité et en valeur de notre commerce d'importation depuis le début de la crise et nous venons de passer en revue les principales manifestations de notre politique douanière pendant la même période. Il nous reste donc à essayer de déterminer quelle est la part des actes de cette politique dans la contraction de nos importations que nous avons constatée.

Cette part est certainement très difficile à déterminer ; elle varie suivant la catégorie de produits importés.

En ce qui concerne les importations de matières premières elles sont étroitement liées à la situation des industries productrices. Le ralentissement de la production devrait donc agir le plus souvent conjointement avec les mesures douanières pour restreindre nos importations de matières premières. Mais il faut ici distinguer deux catégories de matières premières. Dans la première nous placerons celles qui peuvent être produites en grande partie tout au moins par le territoire national, dans l'autre celles dont nous sommes entièrement tributaires de l'étranger.

Dans ce premier groupe rentrent la houille et les différents minerais.

La réduction des entrées de charbon à partir de 1931 peut être imputée à l'établissement des contingentements (décret du 10 juillet 1931). En effet sans ces mesures les importations de houilles étrangères seraient restées stables en dépit d'une diminution notable de la consommation car cette diminution se serait faite au détriment de la production nationale de houille effectuée dans des conditions plus onéreuses.

Au contraire le gonflement des importations de charbon à partir de 1935 n'est pas dû à un adoucissement de notre système douanier mais à un ralentissement de notre production charbonnière. Le groupe des matières brutes dont nous sommes entièrement tributaires de l'étranger comprend principalement les matières textiles. On peut dire que dans cette catégorie les mesures douanières ne sont venues qu'accentuer des diminutions d'importations qui avaient lieu bien avant la crise. En effet les textiles sont tombés dans le marasme dès 1928 et les importations de matières premières avaient diminué dès cette époque alors qu'aucune nouvelle mesure douanière n'était encore intervenue. Le gonflement général des importations de M. I. survenu depuis 1935 n'est imputable qu'en faible part aux quelques mesures libérales déjà signalées car les mesures ont été appliquées surtout aux importations de denrées alimentaires, il est encore moins dû à un regain d'activité industrielle puisque l'indice de la production industrielle tombe pour 1935-1936 au-dessous de 100 (100 base 1913). Ainsi depuis le début de 1935 la courbe représentative de la production industrielle et celle du volume des importations de matières industrielles qui jusqu'alors avaient les mêmes évolutions prennent des allures divergentes. L'augmentation des matières premières que nous avons constatée ne peut donc venir que d'une diminution sensible de notre production nationale de matières premières. Quant aux importations de minerais divers elles ne forment qu'un appoint à notre industrie extractive qui suffit

à la plus grande partie de notre consommation. Elles sont liées à la situation de notre production d'objets fabriqués. Le ralentissement de plus en plus sensible de cette branche de notre production a donc certainement provoqué une part importante de la diminution des importations de minerai que nous avons constatée. La reprise importante de cette importation depuis 1935 est due à un renouveau d'activité des industries d'armement plus qu'à un adoucissement du régime douanier.

La plupart des denrées alimentaires n'ont pas fait l'objet de consolidation de droits. Cependant la protection de cette catégorie de produits semble avoir été assez négligée au début de la crise.

En 1933, encore, on constate que la protection douanière ad valorem appliquée aux produits manufacturés ressort à 17,19 % contre 10,57 % pour l'agriculture. La protection des produits agricoles est à ce moment inférieure de 62 % à celle des produits manufacturés. Ceci explique que les importations de denrées alimentaires aient notablement moins diminué que nos autres importations. Pour 1934 elles sont à l'indice 126 c'est-à-dire de 26 % supérieures aux importations de 1913 et inférieures de 30 % seulement aux importations de 1931 qui constituent le maximum (indice 181) des importations de denrées alimentaires pendant la période de 1930-1934.

L'évolution des importations d'objets fabriqués est tout autre. Elles sont à l'indice 97 pour 1934 c'est-à-dire inférieure de 3 % aux importations de 1913 et inférieures de 40 % aux importations de 1930 qui constituent le maximum des importations pendant la période 1929-1934.

Le tableau ci-dessous résume les différences que nous venons de signaler entre la protection accordée aux produits agricoles et celle accordée aux objets fabriqués et les effets de cette protection sur chacune de ces catégories de produits.

**Tableau des droits de douane perçus à l'importation
de 100 francs de produits agricoles
et de 100 francs de produits industriels.**

Périodes	Valeurs des importations milliers de francs	Montant des droits de douane perçus milliers de francs	Droits de douane perçus pour 100 fr. de produits importés
AGRICULTURE			
1921-1930 (moyenne).	26.488.873	1.206.556	4.55 %
1933	16.569.715	1.753.168	10.75 %
INDUSTRIE			
1921-1930 (moyenne).	6.639.955	714.146	10.57 %
1933	5.031.869	865.249	17.19 %

A la demande des agriculteurs français des contingents furent établis dès 1931 pour enrayer l'invasion des produits agricoles de l'Europe Orientale et méridionale vendus à vil prix. Mais la technique des contingentements ne fut pas immédiatement au point. Ainsi les importations de vins italiens avaient en 1931 déjà dépassé en trois mois les contingents fixés pour l'année. D'autre part les mauvaises récoltes entraînent un regain d'importations que les bonnes années ne font pas entièrement disparaître. Cependant c'est à la pratique du contingentement que nous devons la diminution plus accentuée de nos importations de denrées alimentaires à partir de 1933.

En résumé la diminution rapide de nos importations de 1930 à 1935 s'est faite sous l'influence conjuguée de plusieurs facteurs dont il est difficile de déterminer exactement la part. La réduction des besoins due à la diminution de l'activité productrice, la baisse de prix elle-même, les mesures de protectionisme ont le plus souvent agi simultanément. Chacun de ces facteurs réagissant les uns sur les autres : la diminution de la production nécessitant une élévation des barrières douanières ou bien les restrictions douanières entraînant un ralentissement de la production.

A partir de 1936 il est certain que le gonflement des importations est dû beaucoup plus à un ralentissement de la production nationale qu'aux timides mesures libérales prises en matière de contingentements et de tarifs.

CHAPITRE V

CAUSES QUI ONT INFLUÉ SPÉCIALEMENT SUR LES EXPORTATIONS

La valeur de nos exportations dépend directement de la quantité des produits vendus à l'étranger et du prix auquel nous avons pu vendre ces produits. Mais la quantité des produits que nous pouvons écouler sur les marchés étrangers dépend principalement de la production de nos industries, de la politique d'importation de nos clients et de la concurrence des produits étrangers sur nos marchés d'exportation. Cette concurrence est elle-même déterminée par le prix de nos produits. Ce prix de vente ne peut en principe descendre au-dessous du prix de revient. Ce sont donc en définitive nos prix de revient qui déterminent notre position par rapport à nos concurrents sur les marchés étrangers. Nous allons donc étudier l'action des quantités de marchandises exportées sur la valeur de nos exportations, puis l'action

des prix sur cette même valeur. Nous traiterons enfin des facteurs qui ont influé indirectement sur la valeur de nos exportations : telles que mesures douanières et politique d'importation de nos clients.

A) ACTION DES QUANTITÉS EXPORTÉES SUR LA VALEUR DES EXPORTATIONS

Nous avons constaté en étudiant la courbe du volume de nos exportations que les quantités exportées avaient décliné d'abord modérément puis très rapidement vers la fin de 1932. Après une période de stabilité relative en 1932-1933 la baisse a repris jusqu'à la fin de 1936 et 1937 n'a apporté qu'une très faible amélioration du volume de nos ventes malgré une forte augmentation de leur valeur.

Nous allons essayer maintenant de déterminer la manière dont les différentes catégories de marchandises ont pris part à ces mouvements.

a) Matières premières.

La demande de matières premières n'est pas très élastique, elle varie avec l'activité industrielle plus qu'avec les prix. C'est pourquoi ce poste a suivi rigoureusement l'évolution de la crise mondiale spécialement en ce qui concerne les volumes. En effet, un grand nombre de matières premières possèdent un cours mondial au-dessus duquel elles ne peuvent être vendues. D'autre part, la plupart des entreprises productrices de matières premières sont unies en cartels internationaux qui déterminent ces prix. Il y a donc peu de matières premières pour lesquelles il y ait des variations de prix spéciales à la France ; en gros la valeur de nos exportations est déterminée par les variations des quantités exportées. Or, les quantités ont suivi de près l'évolution de la crise mondiale, c'est-à-dire qu'elles ont commencé à diminuer avant les quantités exportées de O. A. et d'O. F. mais se sont relevées avant ces deux dernières catégories de produits qui suivent de plus près l'évolution de la crise française. C'est là une des raisons pour lesquelles la part des exportations de matières premières dans le total de nos exportations a augmenté ces dernières années. Les exportations de matières premières ont donc nettement participé à la reprise mondiale. Il en est ainsi principalement de nos exportations de minerais divers (surtout depuis la renaissance de la course aux armements). Pour l'année 1935, par exemple, l'Italie a porté ses importations de minerais français à 477 millions de tonnes contre 356 l'année précédente. Le tableau suivant

permettra de juger les variations relatives en tonnage et en valeur de nos exportations de minerai pendant la période étudiée :

	1931	1932	1933	1934	1935
Valeur. . .	— 15 %	— 31 %	+ 1,2	+ 11,6	+ 25,9
Tonnage . .	— 18 %	— 19 %	+ 11,9	+ 14,9	+ 30,7

Jusqu'en 1933 les diminutions sont à peu près parallèles pour les quantités et les valeurs, à partir de 1933 les augmentations de valeur sont dues aux quantités exportées qui deviennent de plus en plus importantes.

Nos exportations de houilles crues et carbonisées ont été fortement touchées par la dévaluation de la livre. Les diminutions en valeur sont importantes et continues, elles sont dans la plupart des cas justifiées par la diminution des quantités.

	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Valeur . .	— 16 %	— 27 %	— 10,8 %	— 4,3 %	— 46,0 %	— 26,2 %
Tonnage .	— 11 %	— 15 %	— 8,3 %	— 1,2 %	— 53,1 %	— 23,8 %

Les fers et aciers présentent la tendance contraire.

Valeur . .	— 18 %	— 41 %	+ 16,4 %	+ 24,2 %	— 42 %	— 27,3 %
Tonnage .	— 6,1 %	— 21 %	+ 5,7 %	+ 21,9 %	— 28,3 %	— 18,5 %

Ici les mouvements des quantités ne peuvent justifier les mouvements de baisse puis de hausse des valeurs exportées. L'influence des prix sur les valeurs est prépondérante.

Pour les peaux et pelleteries brutes les chiffres sont les suivants :

	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Valeur . .	— 40 %	— 38 %	+ 28,3 %	+ 10,9 %	+ 5,6 %	+ 17,6 %
Tonnage .	— 14,8 %	+ 12 %	+ 9 %	+ 26,9 %	+ 0,3 %	+ 15,7 %

Pour les années 1931, 1933, 1934, 1935, les mouvements des quantités n'expliquent donc que partiellement les variations de la valeur de cette exportation. En 1932 et 1936 les fluctuations de valeurs sont dues entièrement à la chute puis à la hausse rapide des prix.

Pour les exportations des matières premières il est donc difficile de tirer des conclusions générales en ce qui concerne le rapport des quantités avec les valeurs. Cependant on peut dire que les variations de valeur de nos exportations de matières premières sont dues en grande partie aux mou-

vements des quantités. Nous en avons eu des exemples avec les exportations de minerai, de houille, et de fers et aciers.

En examinant les chiffres donnés nous avons pu constater, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, une nette reprise de nos exportations de matières premières en 1933. Ce mouvement de reprise est presque toujours commandé (minerai, fers, aciers, peaux, pelleteries) par une augmentation notable des quantités exportées. La hausse des cours mondiaux n'agit sur les valeurs que plus tard.

b) Les objets d'alimentation.

Les variations des exportations de denrées alimentaires influent peu sur le total de nos exportations en raison de l'importance relativement faible de nos ventes de cette catégorie de produits. Cependant il faut noter que l'importance des exportations d'O. A. dans le total des valeurs exportées n'a cessé de croître. En 1930 elles en prenaient 12,1 % et en 1936 15,9. Cet accroissement est dû en partie à la reprise des achats de vins et spiritueux par les U. S. A.

Pour bien faire ressortir l'action des quantités exportées et celle des prix sur la valeur de cette exportation il faut mettre à part les céréales et surtout le blé qui ne donnent lieu à exportation que pendant les années de récolte excédentaire. L'exportation est alors faite en vue de l'assainissement du marché intérieur, elle nécessite l'octroi de primes ou de subventions ouvertes ou déguisées en raison de l'écart entre les prix français et les cours mondiaux. Le volume des exportations de blé et de céréales varie en raison du taux de ces primes. Dans cette catégorie de ventes l'action des quantités n'est pas négligeable mais a moins d'importance que pour les exportations des autres catégories d'O. A.

Les quantités de céréales exportées sont (en milliers de tonnes).

Pour 1931	= 370
— 1932	= 158
— 1933	= 274
— 1934	= 561
— 1935	= 980
— 1936	= 457

D'une manière générale les quantités et les valeurs des O. A. exportés sont déjà en baisse en 1931. La chute étant plus accentuée en ce qui concerne les valeurs en raison de la concordance de la réduction des quantités et de la baisse des prix. Ce mouvement se ralentit et en 1933 la situation semble stabilisée mais confirme un décalage entre valeurs et quantités en raison de la baisse considérable des prix.

L'année 1935 marque une nette amélioration tant en quantité qu'en valeur mais cette amélioration est éphémère. Les quantités sont en diminution est en 1936 de — 29 % sur l'année précédente. Cependant cette diminution des quantités n'a que peu d'influence sur les valeurs (diminution de 0,2 %) en raison d'une hausse simultanée des cours mondiaux.

Nous allons rechercher maintenant quels sont les produits qui ont agi le plus sur le mouvement des quantités.

Les vins :

	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Valeur . .	— 24,9	— 36	+ 12,1	+ 4,4	— 18,5	+ 28,5
Tonnage . .	— 27,5	— 14	+ 3,1	+ 0,0	— 0,5	+ 10,5

Pour les vins il semble que les variations des quantités aient eu une influence prépondérante sur les mouvements de valeur soit en hausse soit en baisse. Les variations de quantités sont dues elles-mêmes le plus souvent à l'état de la récolte de chaque année. Nous avons vu que des mesures spéciales avaient été prises pour restreindre la production. Des primes ont été également accordées pour favoriser l'exportation et assainir le marché de ce produit. Il en est résulté une hausse artificielle des cours du vin (l'indice des prix du vin rouge ordinaire passe de 219 en 1935 à 355 en juin 1936) qui se traduit par une hausse de la valeur de cette exportation pour 1935, hausse qui n'est pas justifiée par une augmentation des quantités.

Sucres bruts ou raffinés :

	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Valeur . .	— 15,4	— 1	— 16,7	— 6,9	— 15,0	— 12,7
Tonnage . .	— 3,9	+ 5	— 1,1	+ 4,1	— 10,3	— 32,1

Les quantités exportées de ces produits se sont maintenues jusqu'en 1935. Le tonnage exporté est en effet de 1930 à 1935 en milliers de tonnes = 280, 270, 283, 280, 292, 260. Cette stabilité est due au fait que notre principal client en cette matière est l'Afrique du Nord dont le marché est réservé aux productions métropolitaines et coloniales. Nos ventes à l'étranger sont très minimes, les cours pratiqués en France étant six fois supérieurs aux cours mondiaux. Les mouvements de valeurs que nous avons enregistrés sont donc imputables dans leur quasi totalité à des variations de prix.

Eaux-de-vie et esprit :

Valeur . .	— 26,8	— 31,4	— 11,2	+ 5,8	— 17,6	+ 19,2
Tonnage . .	— 20,2	— 19	— 14,2	+ 20,6	— 17,6	+ 7,6

Produits de la ferme :

Valeur . . .	— 30,8	— 29,4	— 19,1	— 17	+	1,7	— 3,5
Tonnage . .	— 25,4	— 34,9	— 13,0	+	8,6	+	36,8 + 25,6

Les exportations des eaux-de-vie présentent au contraire un parallélisme frappant entre les mouvements en quantité et en valeur. La baisse a cependant été amorcée par la chute des valeurs. Elle se poursuit jusqu'en 1934. La hausse passagère en valeur enregistrée en 1934 est due entièrement à un accroissement des quantités exportées. Il n'en est pas de même de l'amélioration des valeurs exportées que l'on enregistre en 1936 : elle est pour sa plus grande part imputable à un relèvement des cours.

D'une manière générale, dans cette catégorie comme dans la précédente les quantités, ont résisté plus longtemps que les valeurs au mouvement général de baisse. Le tonnage exporté a même été quelquefois favorisé par une chute particulièrement rapide des cours (sucre en 1932 et en 1934, produits de la ferme en 1934). Au contraire sous l'influence de l'action des prix les valeurs se sont plus vite améliorées que les quantités.

c) Les objets fabriqués.

Les objets fabriqués présentent une grande valeur sous un faible tonnage (1/10 du tonnage de l'exportation française et les 2/3 des valeurs exportées). C'est dire que les prix auront toujours sur la valeur des exportations de cette catégorie une action primordiale. Cependant de 1930 à 1931 la diminution rapide des valeurs est due pour autant à une réduction des quantités qu'à la chute des prix. A partir de 1932 le recul des valeurs est de plus en plus imputable à la baisse des prix car les quantités exportées se maintiennent et sont même en légère augmentation pour 1933 et 1934. Cette tendance demeure jusqu'à la fin de 1936, avec cependant une diminution plus accentuée des volumes. Dans le dernier trimestre de 1936 les valeurs se relèvent légèrement sous l'influence de la hausse des prix tandis que les quantités continuent à diminuer.

Nous allons examiner maintenant en détail pour chaque classe d'objets fabriqués les rapports existant entre les mouvements de valeur et ceux de quantité :

Pourcentage en + ou — par rapport à l'année précédente.

		1931	1932	1933	1934	1935	1936
		—	—	—	—	—	—
Machines motrices et autres . . .	Val.	— 21	— 37	— 8,2	— 7,8	— 11	— 7,2
	Tonn.	— 17,6	— 38	— 7,2	— 1,4	— 12	+ 3,2
Pièces détachées et organes des machines . . .	Val.	— 82,2	— 45	— 14,6	— 7,0	— 19,6	— 27,9
	Tonn.	— 29,4	— 36	— 5,1	+ 6,0	— 20,9	— 49,5
Outils et ouvrages en métaux . .	Val.	— 27,7	— 38	+ 1,7	+ 0,4	— 30,2	— 19,5
	Tonn.	— 22,9	— 32	+ 17,7	+ 4,0	— 36,0	— 10,5
Tissus de laine. .	Val.	— 30,6	— 62	— 17,2	— 24,2	— 33,6	— 10,2
	Tonn.	— 18	— 52	— 7,5	— 27,2	— 21,4	— 1,8
Tissus de coton .	Val.	— 34,5	— 32	— 0,6	— 15,8	— 11,7	— 9,6
	Tonn.	— 19,4	— 10	+ 9,8	— 7,0	— 2,2	— 18,5
Tissus de soie . .	Val.	— 31,2	— 48	— 19,5	— 22,8	— 16,2	— 12
	Tonn.	+ 1,2	— 20	— 14,9	— 18,7	— 5,9	— 15,8
Peaux et Pelleteries ouvrees. . . .	Val.	— 22,5	— 50	— 19,6	— 20,8	— 20,8	— 5,3
	Tonn.	— 11,8	— 40	— 3,8	— 6,0	— 6,0	— 16,5
Fils de laine. . .	Val.	— 26,7	— 61	+ 9,7	— 10,1	— 32,8	— 31,9
	Tonn.	— 8,1	— 52	+ 18,3	— 11,4	— 24,3	— 36,5
Ouvrages en caoutchouc et gutta .	Val.	— 33,1	— 33	— 12,1	— 23,1	— 9,2	— 1,2
	Tonn.	— 10,4	— 24	— 1,8	— 18,9	— 2,1	— 7,5
Produits pharmaceutiques . . .	Val.	— 19,6	— 21	+ 0,1	— 10,9	+ 2,6	+ 2,6
	Tonn.	— 11,5	— 27	+ 1,3	— 6,3	+ 0,5	+ 0,5
Parfumerie	Val.	— 27,6	— 40	— 9,7	— 13,2	— 7,0	— 5
Savons	Tonn.	— 7,2	— 15	— 0,4	— 4,5	— 11,9	— 10

D'après le tableau ci-dessus nous pouvons distinguer plusieurs catégories d'objets dont les mouvements diffèrent légèrement. Les textiles par exemple présentent des diminutions considérables tant en valeur qu'en volume, cependant la régression des valeurs exportées demeure plus accentuée jusqu'en 1934. Le facteur prix intervient donc ici d'une façon marquée. Pour les tissus de soie la diminution des valeurs a d'abord donné lieu à un accroissement des ventes. Au contraire, les produits des industries métallurgiques présentent en général d'égales diminutions dans les deux ordres de grandeur, d'où l'on peut déduire que pour cette catégorie la diminution des quantités a commandé celle des valeurs.

En résumé, le recul du volume de nos ventes d'O. F. à l'étranger s'est affirmé de 1931 à 1937. Il est général sauf pour les produits métallurgiques mais insuffisant pour justifier la diminution de la valeur de ce genre d'exportation. La part de la chute des prix dans ce mouvement de recul est donc très importante. Elle s'est souvent conjuguée avec la contraction des quantités vendues

GRAPHIQUE N° III

1. — FRANCE : *Indice des prix de gros de 45 marchandises.*

B) INFLUENCE DES PRIX SUR LA VALEUR DE NOS EXPORTATIONS

Nous avons vu dans le paragraphe précédent combien la part de la baisse des prix dans la diminution de valeur de nos exportations avait été importante. En effet, si les prix français n'ont pas baissé autant que les prix étrangers ils ont subi cependant une réduction considérable jusqu'en 1936. Nous avons noté également que la baisse des prix avait eu une action particulièrement intense sur la valeur de l'exportation de certaines catégories de marchandises. Par exemple sur celle des exportations d'O. F. à partir de 1932.

Mais nous verrons dans le paragraphe suivant combien les prix à l'exportation sont différents des prix pratiqués sur le marché intérieur. Aussi la valeur de nos ventes à l'étranger à un moment donné est-elle loin d'être le produit des quantités vendues par le prix en France de la marchandise vendue. Il est cependant intéressant de confronter les constatations que nous avons faites au sujet des variations de valeur de nos exportations avec l'évolution des prix de gros en France.

Il est aisé de constater que le recul de l'indice général des prix de gros des 45 articles. (Statistique générale de la France base 100 = 1914), atteint son maximum entre 1930 et 1933 (il passe de 500 à 390). C'est aussi pendant ces deux années que la valeur des exportations diminue le plus rapidement (plus de 50 %). Les plus fortes diminutions de prix enregistrées sont celles des matières premières. En effet, la plus grande partie des matières premières utilisées en France vient de l'étranger et suit par conséquent le cours des prix mondiaux ; or le cours des prix mondiaux est demeuré jusqu'en 1935 au-dessous du cours des prix français. Mais c'est aussi pour cette catégorie de marchandises que les prix français se relèvent le plus vite et nous avons vu que parmi nos différentes exportations, les exportations de matières premières s'étaient améliorées dès 1934.

De même la hausse générale du prix des matières nationales à partir de juillet 1936 semble avoir eu une action importante sur la valeur de nos exportations pour cette année-là et la suivante. Ainsi tandis que l'indice des prix de gros des matières nationales monte de 374 en 1935 à 641 en octobre 1937, la valeur de nos exportations subit ainsi une importante amélioration ; elle passe pour la même période de 15 milliards 447 à 23 milliards.

Cependant la courbe des valeurs de nos exportations ne monte pas aussi longtemps et aussi rapidement que la courbe des prix des matières nationales.

Ceci s'explique lorsque l'on considère en même temps que les deux courbes précitées, celle du volume des exportations qui, après avoir monté légèrement d'octobre 1936 à avril 1937 reprend sa marche descendante. Pour cette période l'action de la hausse des prix sur les valeurs de nos exportations a été freinée par l'accroissement beaucoup plus lent puis par la diminution, des quantités vendues à l'étranger.

C) CAUSES DES FLUCTUATIONS DES QUANTITÉS ET DES PRIX

Nous avons étudié précédemment l'influence des quantités et des prix sur la valeur des exportations et leur action indirecte sur cette valeur. Nous avons constaté que lorsqu'il y avait surproduction les prix baissaient et les quantités exportées augmentaient généralement, la combinaison des facteurs quantités et prix amenant un amortissement relatif des fluctuations des valeurs. Mais les quantités exportées et leur prix dépendent eux-mêmes d'un grand nombre de facteurs particuliers qui varient avec chaque produit.

a) Origine des fluctuations des quantités.

Le principal chef de variation de quantités exportées devait être la production de marchandises exportables. Cependant en examinant la courbe de la production française et celle des exportations en « volume » on constate bien une grande similitude d'allure mais avec un décalage de deux ou trois mois en faveur de la courbe des exportations. Ce n'est donc pas l'état de la production qui a déterminé les quantités exportables mais bien les exportations qui ont réglé en partie l'allure de la production. Ceci n'est d'ailleurs vrai que jusqu'en 1936. A partir de juillet 1936 le regain de commandes qui s'est manifesté pour profiter des prix français abaissés par la dévaluation n'a pu être satisfait en raison des troubles sociaux qui sont apparus à cette époque et de la mauvaise application de la loi de 40 heures. Ainsi, alors que le marché charbonnier mondial s'est amélioré en 1936 et 1937 la production charbonnière française avait diminué depuis 1935 (41 millions de tonnes en 1934 contre 43 en 1935) tandis que les importations de houille augmentaient et que les exportations diminuaient (627 mille tonnes en 1937 contre 1 million en 1935).

Un autre facteur important des variations des quantités est la concurrence étrangère. Les effets de cette concurrence se reflètent dans l'écart existant entre les prix de gros des produits nationaux d'une part et les prix des produits importés

d'autre part. L'évolution des deux courbes représentatives de ces deux indices montre assez que l'obstacle apporté aux ventes françaises à l'étranger en raison de l'élévation des prix-or français s'est maintenu d'une façon très efficace jusqu'en 1936. En effet, jusqu'à cette époque la courbe des prix des produits importés se tient toujours très au-dessous de celle des prix des produits nationaux.

b) Les principaux facteurs du mouvement des prix.

Le prix de vente d'un objet est déterminé d'abord par la demande de cet objet et ensuite par la concurrence des divers offrants sur le marché. Il sera pour tous les objets semblables le prix offert le plus bas car sur un même marché des produits semblables doivent être mis en vente au même prix. Cependant, en principe tout au moins le prix de vente ne peut descendre au-dessous du prix de revient. C'est donc le prix de revient qui constitue l'élément de base dans l'étude du prix de nos ventes à l'exportation. Nous allons donc d'abord rechercher les principaux éléments du prix de revient et les raisons de variations de chacun d'eux. Nous étudierons ensuite les efforts des producteurs français et de l'Etat pour comprimer les prix de revient afin de ramener les prix de vente français au niveau des prix mondiaux. Il était en effet nécessaire pour les exportateurs français d'offrir sur les marchés étrangers leurs produits de qualité égale à celle des concurrents étrangers à des prix égaux sous peine de se voir évincer.

Les prix de revient n'ont pas l'élasticité des prix de vente. En effet si le profit qui est fait de la marge entre le prix de revient et le prix de vente peut être plus ou moins amputé temporairement, il n'en est pas de même des salaires, des prix des matières premières, de l'intérêt des capitaux qui sont les éléments du prix de revient et ne varient que très lentement. C'est ainsi que nous avons assisté dès avant le début de la crise à un amenuisement rapide des bénéfices, les prix de revient augmentant plus rapidement que les prix de vente. A partir de 1927 les prix de vente se mettent à baisser d'une manière accélérée. Il fallait donc comprimer coûte que coûte les prix de revient sous peine de voir disparaître tout bénéfice et même d'être obligé de travailler à perte. Un effort de déflation fut donc entrepris mais assez tardivement (1934). Nous allons voir quels ont été les effets de cette politique de déflation.

1° *Le prix des matières premières.* — Le prix des matières premières importées et particulièrement des textiles a commencé à baisser dès 1928. Ce mouvement de baisse s'est

accélééré de 1929 à 1932. Pendant ce laps de temps l'indice des prix des textiles importés (S. G. F. base : 100 = 1914) tombe de 829 à 310 à la fin de 1932 pour se maintenir ensuite aux environs de 325 jusqu'à la hausse générale des matières premières qui se dessine à la fin de 1935. Pour les autres matières premières importées la baisse a été plus tardive : elle ne s'est amorcée qu'au milieu de 1929 et a été moins accentuée surtout en ce qui concerne les minerais et la houille dont les industries extractives sont fortement cartellisées.

En ce qui concerne les matières premières produites en France elles ont suivi à partir de 1929 le mouvement général de baisse des cours mondiaux, mais d'une façon beaucoup plus timide. Pour 1933, par exemple, l'indice des matières importées (S. G. F. base 100 juillet 1914) est à 300 environ tandis que celui des matières industrielles nationales (indice des prix de gros 45 articles) demeure à 380.

Ainsi jusqu'en 1936 le prix des matières industrielles importées a été constamment un élément de diminution du prix de revient de nos produits vendus à l'exportation. Malheureusement il n'en a pas été de même en ce qui concerne le prix des matières premières produites en France. Les matières nationales entrent pour une bonne part dans la fabrication des objets vendus à l'exportation et leur prix s'est toujours maintenu au-dessus des prix mondiaux. En juin 1936 malgré l'effort de déflation l'indice des matières industrielles nationales était remonté à 360 alors que l'indice du prix des matières importées demeurerait au-dessous de 300.

2° *Les Salaires.* — Les salaires sont l'élément du prix de revient le plus difficilement compressible. Toute diminution des salaires entraînant des troubles sociaux, n'est faite qu'à la dernière limite lorsque l'on a agi sur les autres éléments constitutifs du prix.

La hausse des salaires s'est donc poursuivie jusqu'en 1931 alors qu'un mouvement général de baisse, dû à la crise mondiale s'était déjà fait sentir depuis plus de deux ans.

A partir de 1932 les salaires commencent à baisser lentement. La diminution est de 3 % environ. Mais il faut surtout tenir compte ici du salaire réel. Le salaire nominal n'est en effet compressible que s'il diminue moins vite que le coût de la vie. Or, la moyenne des indices du coût de la vie établie par les commissions générales et locales sur la base 100 en 1930 est passée de 92,8 en 1931 à 89,8 en novembre 1932 accusant la même diminution de 3 %. Pour cette année-là les salaires nominaux n'étaient donc pas davantage compressibles.

La baisse à peu près parallèle du coût de la vie et des salaires se poursuit l'année suivante. A partir de 1933 la baisse des salaires s'accroît, elle atteint 7 à 10 % environ.

Le coût de la vie n'ayant pas baissé dans ces proportions (ainsi que le démontre le tableau ci-dessous) la déflation porte donc principalement sur les taux des salaires et le salaire réel diminue.

Indices (base 100-1930)					
	1931	1932	1933	1934	1935
Coût de la vie . . .	97	91	87	83	78
Valeur nominale des salaires	96	87	83	76	71
Pouvoir d'achat des salaires	99	96	95	91	91

Cet état de choses est le résultat d'une contradiction dans la politique de déflation. En effet, tandis que le gouvernement s'efforçait d'abaisser par tous les moyens le niveau général des prix français il prenait à partir de juin 1935 des mesures tendant au relèvement du prix des produits agricoles français, (nos produits agricoles avaient été jusqu'ici moins protégés que nos objets fabriqués). Ainsi de juillet 1935 à décembre 1936 les prix de gros des produits agricoles croissaient de 78 %. Déjà grâce à un protectionisme outrancier l'indice des prix agricoles avait dépassé depuis 1931 celui des prix des produits industriels (542 contre 464 en 1931 et 420 contre 380 en 1933). En cette même année 1933 le blé valait.

99.75 le quintal à Paris
et 47.10 à Londres

le sucre 224.42 à Paris
et 62.65 à New-York

le beurre 12 francs le kg. à Paris
et 6.34 à Londres

le porc 725 francs les 100 kgs à Paris
et 213 francs à Chicago.

C'est cette politique de revalorisation des produits agricoles menée contradictoirement avec une politique générale de déflation qui a empêché le coût de la vie de diminuer aussi rapidement que certains éléments du prix de revient. La majeure partie des dépenses de la population ouvrière étant celles consacrées aux denrées alimentaires, il est résulté du coût élevé de celles-ci une amputation importante du salaire réel.

Cet état de choses ne pouvait demeurer. La baisse des salaires se poursuit bien jusqu'en juin 1936 mais la réaction se fait sentir lors de la conclusion des accords Matignon.

Il résulte de ces accords un relèvement brutal de la moyenne des salaires. Ce relèvement atteint de 20 à 25 % en moyenne allant jusqu'à 30 % pour les salaires dits « anormalement bas », mais le prix des produits alimentaires monte de 30 % de juillet à décembre de la même année. Le cercle vicieux se ferme. En effet cette augmentation du coût de la vie entraîne bientôt une nouvelle augmentation des salaires accordée le plus souvent par des arbitres à la suite de grèves. Une première vague de hausse a eu lieu au début de 1937, elle a varié de 5 à 15 %, un second mouvement de hausse de même ampleur s'est dessiné dans les 3 derniers mois de l'année. En résumé les salaires ont augmenté de 80 à 100 % de mai 1936 à la fin de 1937.

Il ressort de cette examen qu'il aurait été difficile pendant la période 1931-juin 1936 d'agir davantage sur les salaires pour amener une diminution du prix de revient. Par contre à partir de juin 1936 l'augmentation brutale des salaires à été un des principaux facteurs de hausse de nos prix de fabrication.

3° *Les charges sociales et le ralentissement de la production.*

— Les améliorations sociales deviennent un lourd handicap pour le producteur à l'exportation lorsqu'elles ne sont pas appliquées par ses concurrents étrangers.

Le producteur français a d'abord souffert d'une application de la loi de 8 heures, plus rigide en France que dans les autres pays. La mise en pratique des lois sur les assurances sociales à partir de 1929 a montré leurs imperfections. Leur fonctionnement s'est révélé aussi onéreux pour les producteurs que pour l'Etat. Plus récemment la mise en vigueur sans préparation préalable d'un train de lois sociales nouvelles a imposé de nouvelles charges à la production. Ces charges nouvelles ont contribué largement à l'augmentation des prix de revient.

A partir de juin 1936 la durée du travail a été écourtée par la loi de 40 heures. Bien que le gouvernement ait promis d'appliquer cette loi progressivement en tenant compte des besoins des différentes industries dès novembre 1936 elle était introduite dans les mines et en juin 1937 elle était appliquée à peu près dans toutes les branches de la production. Sous la pression des syndicats ce n'est pas seulement la semaine de 40 heures, mais la semaine de 5 jours qui a été réclamée et obtenue. D'autre part les décrets mettant en application ces lois ont été caractérisés par leur manque de souplesse : interdiction de roulement, formalités innombrables, nombre insuffisant d'heures supplémentaires. Une autre charge était imposée à la production par l'établissement des congés payés qui obligeait les entrepreneurs non seulement à donner un salaire sans contre-partie mais la

plupart du temps à fermer leurs usines pendant la période des congés : d'où nouveaux frais de mise en route à chaque réouverture des usines.

Toutes ces charges ont lourdement pesé sur les prix de revient français et tout particulièrement sur les prix des objets destinés à l'exportation car elles n'ont pas été compensées par une amélioration de production, bien au contraire.

Les grèves et les occupations d'usine ont paralysé la production pendant plusieurs mois à partir de juin 1936 et l'ont troublée ensuite à plusieurs reprises. En juin-juillet et décembre 1937 une recrudescence de grève s'est produite à l'occasion du renouvellement des conventions collectives. Avant cette période une grève générale des textiles du Nord avait porté un grave préjudice à nos exportations vers l'Angleterre. Tout le long de ces dernières années de fréquentes grèves de marins et de dockers ont gravement troublé nos échanges commerciaux avec l'étranger. Malgré une procédure de conciliation et d'arbitrage instituée par la loi du 31 décembre 1936 les grèves demeurent à l'état endémique et les conflits se terminent le plus souvent par un compromis dont les producteurs font les frais ; en effet les arbitres souverains accordent des augmentations de salaire sans se rendre compte si elles sont rendues possibles par les conditions économiques du moment.

Outre ces obstacles à la production qui ont lourdement grevé les prix de revient on a constaté depuis 1936 un ralentissement conscient et effectif de la productivité des ouvriers, une sorte de grève perlée permanente qui a diminué considérablement le nombre d'unités produites pour un nombre d'heures de travail données. Il résulte de cette manœuvre, une augmentation du prix de revient de chaque unité produite, les producteurs étant obligés de répartir leurs frais généraux sur un plus petit nombre d'unités. Un exemple montrera suffisamment les répercussions sur notre production de l'application hâtive des nouvelles lois sociales et des troubles qui présidèrent à leur naissance. La production charbonnière offre en effet un cas typique :

Alors que le marché mondial du charbon se raffermait en 1936 et que la production est pour l'Allemagne, l'Angleterre et les U. S. A. en nette progression sur l'année précédente, la production française de houille est en recul sur l'année 1935 et cette régression se poursuit en 1937.

Production charbonnière

(en tonne).

	1937	1936 (11 mois)	1935
Houille crue et lignite	41.074.502	42.222.786	43.111.891
Coke	3.874.307	3.605.517	3.557.660
Agglomérés	5.577.295	5.751.596	5.412.370

Or, pendant des périodes comparables la consommation de la houille en France a atteint les chiffres suivants :

10 premiers mois 1935 .	54.691.000 tonnes.
1936 .	57.084.000 tonnes.
1937 .	62.741.000 tonnes.

L'opposition entre l'évolution de la production en baisse et celle de la consommation en hausse s'explique en grande partie par les faits que nous venons de relater. Elle a eu pour conséquence un accroissement du déficit de notre balance commerciale charbonnière et la marge grandissante entre notre production et notre consommation a dû être comblée par des importations. Celles-ci sont en effet passées de 16.306.251 tonnes en 1935 à 22.601.945 en 1937.

Ainsi donc la création de nouvelles charges sociales et les troubles qui s'en suivirent ont fait perdre aux exportateurs français les quelques avantages qu'auraient pu leur donner les diverses dévaluations de la monnaie.

4° *Les impôts et la politique fiscale.* — On a imputé aux charges fiscales une bonne part de la difficulté des prix français à s'adapter aux prix mondiaux.

La part de l'impôt dans le prix de revient a toujours été considérable malgré le louable effort d'allègement fiscal tenté en 1933.

Jusqu'en 1933 les charges fiscales ne cessent d'augmenter alors que les prix et les revenus diminuent déjà depuis quelques années ; elles représentent donc un prélèvement proportionnellement beaucoup plus fort qu'avant la crise ; elles arrivent à dépasser un tiers du revenu national.

Les charges fiscales par tête d'habitant ne cessent d'augmenter, les prix de revient s'alourdissent, la matière impossible s'évanouit.

Exercice	Charges fiscales par habitant	Prélèvement du fisc sur le revenu national
1930	1.875	37,5 %
1931	2.100	39 %
1932	2.110	41,5 %

Devant cette situation le législateur est obligé d'entreprendre une réforme générale de notre fiscalité pour l'adapter à la période de crise. Les allègements que comporte cette réforme sont les premiers efforts pour une déflation générale. L'impôt général sur le revenu est réduit, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est ramené de 15 à 12 %, l'impôt sur les salaires de 10 à 6 %. De nouvelles mesures sont prises en 1935 pour activer les transactions et par là augmenter la matière imposable. La taxe sur le chiffre d'affaires qui pèse si lourdement sur la production puisqu'elle frappe les produits à chaque stade de leur fabrication et de leur circulation est l'objet de plusieurs mesures de simplification et d'adoucissement. Malheureusement les effets de cette saine politique fiscale ont été en partie détruits par la revalorisation des produits agricoles ainsi que nous l'avons vu plus haut et par la protection accordée à la demande de certaines branches de la production, à diverses matières nécessaires à l'industrie telles que : charbon, essence, alcool, etc... Cette élévation des tarifs douaniers effectuée contradictoirement avec la politique générale de déflation a maintenu le prix des matières protégées au-dessus des cours mondiaux d'où une lourde charge par notre production.

L'année 1936 vit l'avènement d'un gouvernement de Front populaire qui, abandonnant cette politique d'allègement de charges fiscales et de compression des dépenses publiques se proposait de « stimuler la création et la circulation des richesses et de reporter sur la fortune constituée les charges de la collectivité » (exposé des motifs de la loi du 31 décembre 1936). Parmi les réformes effectuées conformément à ce programme celle qui intéresse le plus directement la production est le remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires par une taxe unique généralisée dite à la production. Elle substitue à la perception successive et indéfinie de la taxe à chaque échelon de vente une perception unique reportée à la vente des produits finis. Elle s'efface quand la production est déjà taxée. La taxe est de 8 % réduite à 2 % pour les ventes effectuées par les petits producteurs.

Le législateur a donc voulu favoriser les petits producteurs mais ce ne sont pas les petits producteurs qui travaillent en vue de l'exportation, ce sont les grosses entreprises et celles-ci n'ont pas été ménagées. La constitution de nouvelles entreprises a été découragée par l'élévation du taux de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (il passe de 17 à 24 %). Quant aux entreprises existantes leurs réserves ont été taxées. Ces mesures n'ont pas été sans avoir de fâcheuses répercussions sur le prix de revient des objets destinés à l'exportation.

5° *Les charges du capital.* — Ce ne sont pas seulement les

frais généraux de la vie sociale qui pèsent lourdement sur les prix français mais également le fardeau des dettes que supportent la plupart de nos entreprises industrielles.

Les grandes entreprises industrielles se caractérisent par une importance croissante du capital fixe. Ce capital a été constitué à l'aide d'emprunts le plus souvent effectués avant la crise c'est-à-dire pendant une période « d'argent cher ». En temps de prospérité les charges de ce capital semblaient minimales car elles se répartissaient sur un grand nombre de produits, mais en temps de crise elles pèsent sur un nombre réduit d'unités dont elles grèvent lourdement le prix de revient.

Il aurait donc été nécessaire que, la crise venue, les entreprises industrielles françaises pussent convertir leurs dettes. Mais outre qu'elles n'avaient pas souvent le droit de rembourser à toute époque elles n'auraient pu trouver sur le marché des capitaux acceptant un intérêt plus faible, en effet le taux de l'intérêt en France n'a pas suivi le mouvement de déflation que nous avons signalé.

Prix de revient d'un crédit.

	Londres	New-York	Paris
1931	3,825	2,50	3,18
1935	2,45	2,50	4,94

L'Etat drainant chaque année une grande quantité de capitaux pour faire face à ses dépenses a été obligé d'emprunter à un taux très élevé pour allécher les souscripteurs. Les entrepreneurs ne pouvaient donc emprunter à un taux inférieur. D'autre part le manque de confiance des capitalistes dans la situation tant intérieure qu'extérieure rendait les capitaux rares et chers. La France n'a donc pu pratiquer comme l'Angleterre une politique d'argent à « bon marché ».

Après avoir passé en revue les principaux éléments des prix de revient français nous pouvons conclure que c'est la baisse du prix des matières premières importées qui a le plus contribué à amener les prix de vente français au niveau des prix mondiaux.

Cependant l'effort de déflation tenté par la France de 1933 à 1935 n'a pas été fait en vain. Il a agi efficacement sur certains éléments du prix de revient : impôts, salaires, ce qui a permis un certain allègement des prix français et dessiné un mouvement de reprise en 1934.

Indice des prix-or

(base 100 = 1929).

	G. B.	U. S. A.	France
Moyenne 1932	54	68	68,2
Juillet 1935	46,5	49,3	51,4
Mars 1936	48,4	49,3	60

Vers le milieu de 1935 les prix français avaient donc à peu près retrouvé leur équilibre par rapport aux prix mondiaux.

Entre 1933 et 1935 les prix-or français à l'exportation ont en effet diminué de plus de 4 points alors que les prix mondiaux ne baissaient que de 0,4 %.

Cette amélioration n'a pas tardé à avoir un heureux effet sur nos exportations dont l'indice (base 100 = 1929) passe de 59,6 en 1933 à 59,8 en 1935. Mais bientôt les sacrifices nécessités par cet effort de déflation du coût de la vie parurent trop pénibles. On préféra recourir à une dévaluation du franc qui ramènerait d'un seul coup les prix-or français au niveau des prix mondiaux. Malheureusement la dévaluation effectuée en septembre 1936 dans de mauvaises conditions n'a été qu'un expédient pour faire momentanément face à une situation financière difficile. D'autre part l'application des nouvelles lois sociales a compensé largement les effets de la dévaluation sur les prix-or français ; nous pourrions le constater aisément en comparant les indices officiels des prix en novembre 1935, novembre 1936, novembre 1937.

Mouvement des prix

(Base 100 en 1913).

	Nov. 1935	Nov. 1936	Nov. 1937	% de hausse en Nov. 1937 par rapport à Nov. 1935
Indice non pondéré des prix de gros.	353	473	590	+ 67 %
Indice pondéré des prix de gros . . .	348	492	622	+ 78 %
Indice des prix de détail	427	520	645	+ 50 %
Coût de la vie à Pa- ris (3 ^e trimestre).	469	504	630	+ 34 %

Un seul regard jeté sur la dernière colonne du tableau suffit à montrer l'importance de la hausse réalisée au cours des deux dernières années. Mais il est surtout intéressant pour nous de voir dans quelle mesure cette montée des prix est due à des facteurs d'ordre intérieur et dans quelle mesure elle incombe à la dévaluation de notre monnaie. L'indice non pondéré des prix de gros de S. G. F. permet jusqu'à un certain point de répondre à cette question. En effet l'indice partiel des produits importés dépend essentiellement du cours du franc et des fluctuations du marché mondial tandis que l'indice partiel des produits nationaux est influencé par des facteurs d'ordre intérieur. Or, on constate qu'entre novembre 1935 et novembre 1937 l'indice partiel des produits nationaux passait de 377 à 637 (+ 68 %) tandis que celui des produits importés s'élevait de 309 à 506 (+ 63 %).

La hausse générale du prix des matières premières d'une part et l'accroissement du coût de la production française d'autre part se sont donc opposés aux heureux effets de la dépréciation du franc sur les prix de revient français.

Les produits français sont demeurés tant sur le marché français que sur les marchés étrangers sensiblement plus chers que les produits étrangers.

Cependant des efforts considérables avaient été faits par les producteurs français et par l'Etat pour remédier à cette situation. Ces efforts n'ont pas été sans effet et c'est à eux que nous devons de ne pas avoir eu à souffrir d'une diminution plus importante de notre commerce d'exportation.

C) POLITIQUE D'EXPORTATION DE LA FRANCE

Il n'a pas été élaboré en France, pendant ces années de crise, un plan général de lutte pour la vie de notre commerce d'exportation. Un certain nombre de mesures sans liens entre elles ont été prises tant par l'Etat que par les producteurs.

Elles sont nées de la nécessité.

a) L'action des producteurs.

En face de l'abaissement immédiat des prix-or de leurs concurrents, (conséquence de la dévaluation de leur monnaie) les exportateurs français ont dû à leur tour diminuer coûte que coûte leurs prix de vente sans attendre les effets de la déflation, sous peine d'être éliminés de tous les marchés. Cette nécessité a donné naissance à plusieurs expédients

tels que : la suppression, partout où cela était possible, des intermédiaires de vente à l'étranger ou encore l'établissement de prix spéciaux à l'exportation.

Etablissement de prix spéciaux à l'exportation. — Ces prix de vente fixés sans tenir compte du prix de revient et par conséquent moyennant de gros sacrifices avaient pour but de conserver la place des exportations françaises sur le marché mondial, place qu'elles n'auraient certainement pas retrouvé après la crise.

Ces prix réduits à l'exportation ont pu être maintenus grâce à l'élévation des barrières douanières qui permit de vendre plus cher sur le marché intérieur et sur le marché colonial contre balancant ainsi la perte résultant des ventes à l'étranger. D'ailleurs des ventes nombreuses, même effectuées à perte, permettent une production importante qui, en vertu de la loi des rendements croissants, entraîne une diminution des prix de revient. Nous donnerons en exemple de cette politique d'exportation une liste, publiée par l'Annuaire Statistique, des prix pratiqués en 1935 dans les ventes aux colonies et dans les ventes à l'étranger :

Prix moyen de la tonne exportée	Vers l'étranger	Vers les colonies
Fonte	210	495
Fers et aciers	844	1.748
Matériaux	60	170
Engrais organiques.	363	532
Bois communs	116	400
Teintures et tannins	531	1.663
Soufres et pyrites	73	836
Goudron minéral, bithume.	194	518
Engrais phosphatés	143	486
Amidon	771	1.737
Parfumerie, savons	9.134	47.377
Médicaments composés	3.575	5.753
Sucre brut ou raffiné	623	1.384
Fruits frais ou conservés.	1.961	2.813

On comprend aisément que les prix pratiqués sur les marchés coloniaux aient permis aux exportateurs de vendre à perte à l'étranger. On peut voir là aussi une des raisons pour lesquelles la valeur des exportations vers les colonies a baissé moins rapidement que la valeur des exportations vers l'étranger.

Les ententes industrielles internationales. — Les producteurs des grandes nations industrielles se sont rapidement rendu compte, qu'en temps de crise surtout, la concurrence entre

producteurs d'un même pays et surtout entre producteurs étrangers devenait épuisante et qu'il était préférable, de s'entendre que de lutter. Ils tendirent donc à se grouper. Ces ententes internationales eurent le plus souvent pour but d'empêcher la baisse des prix de vente en limitant la production ou l'exportation. Les producteurs estimèrent qu'il était préférable de vendre moins mais plus cher et la limitation volontairement organisée des exportations fut établie en prenant comme base la moyenne des exportations de chaque pays pour les années précédentes.

Les producteurs français, principalement les métallurgistes, prirent donc part à un certain nombre de ces ententes, telles que le Cartel international de l'Acier, le Cartel international des rails (I. R. M. A.), le Cartel Européen des Wagons, les Cartels internationaux du fer blanc (1934), des phosphates, de la potasse, de la soie artificielle (A. P. R. A.).

Ces ententes ont procuré aux producteurs français certains avantages — ainsi le prix des poutrelles et des barres marchandes a pu être notablement relevé en 1935 — mais surtout elles leur ont redonné l'égalité avec leurs concurrents à monnaie dépréciée.

Malheureusement ces ententes ne peuvent être conclues qu'entre industries déjà fortement concentrées, principalement celles produisant des matières premières ou des produits demi-finis. Or ces deux catégories de marchandises ne constituent pas la majeure partie de nos exportations.

Adaptation de la production aux qualités françaises. — Les producteurs français ont essayé de maintenir leurs ventes à l'étranger en créant pour les marchandises françaises un monopole de fait. Ne pouvant lutter sur le terrain de la production en grande série avec les pays puissamment industrialisés (G. B., U. S. A., Allemagne) ils ont cherché à développer dans leur fabrication les caractères de variété, d'ingéniosité et de qualité qui constituent pour la France un monopole que ne saurait lui ravir l'étranger.

C'est ainsi qu'une relative amélioration des exportations françaises a été trouvée dans l'intensification de la vente de produits présentant des qualités essentiellement françaises et par conséquent difficilement imitables.

Nos ventes de tissus de fantaisie, tapis, coutellerie de luxe, joaillerie, produits pharmaceutiques, lutherie, lingerie, etc... ont moins diminué que celles de nos autres produits. La part des produits de luxe dans nos exportations a même tendance à croître (de 1930 à 1934 le pourcentage des vins fins dans notre exportation totale passe de 2,1 % à 2,8 %).

Les efforts des producteurs français dans le sens de la qualité n'ont donc pas été faits en vain malgré le discrédit

qui touche les objets de luxe en temps de crise et les confections parfois grossières qui ont éloigné de nos produits une partie de la clientèle étrangère peu éclairée.

b) L'aide de l'Etat aux exportateurs.

Cependant en dépit de leur ingéniosité ces mesures auraient manqué d'efficacité si l'Etat considérant à juste titre le commerce d'exportation comme une fonction vitale n'avait apporté à nos exportateurs une aide puissante sous diverses formes.

L'Etat ne pouvait se désintéresser de nos ventes sur les marchés étrangers : elles absorbent en effet, pour plus de 15 milliards de francs de notre production industrielle. De toutes façons l'état des exportations influe sur la balance des comptes c'est-à-dire sur la richesse générale du pays.

L'Etat a donc été amené à accorder son aide à des industries particulièrement importantes pour la vie économique du pays et handicapées par des conditions défavorables de production : absence de matières premières, cherté de la main-d'œuvre, charges fiscales plus élevées.

Mais bientôt la crise se développant la disparité entre les prix français et les prix mondiaux créa un handicap général pour les industries françaises. D'autre part le fonctionnement de toute entreprise devient une condition de vie pour le pays non pas tant du point de vue économique que du point de vue social. Le chômage accroissant ses ravages, l'aide de l'Etat fut donc systématiquement étendue à la plupart des industries exportatrices. Elle fut faite le plus souvent sous forme de primes mais aussi sous forme d'exonération d'impôts et de taxes, de réserve du marché intérieur et colonial.

Les primes à l'exportation. — Les primes sont l'aide à l'exportation la plus directe. Autrefois exceptionnelles elles ont été étendues systématiquement depuis la crise. Cependant elles ne peuvent être octroyées à toutes les industries. En fait elles ne sont accordées qu'aux industries les plus importantes pour la vie économique du pays et à celles qui sont le plus fortement organisées. Les autres doivent vivre sans soutien. Mais les primes ne peuvent être qu'un remède temporaire incapable d'assainir définitivement la situation des entreprises auxquelles elles sont accordées : elles grèvent en effet, lourdement le budget déjà difficilement équilibré en temps de crise.

Les primes accordées aux exportateurs français avaient, en principe, pour but de rétablir l'égalité dans les moyens de lutte entre ceux-ci et les producteurs étrangers favorisés

par une monnaie dépréciée. En effet, les primes allouées ont rarement permis aux exportateurs français de pratiquer des prix de dumping. Le plus souvent l'aide apportée ainsi s'est trouvée insuffisante.

Par exemple, la prime de 1 fr. 50 par kilogramme net de fonte instituée par décret-loi du 12 juillet 1934 a dû être portée à 1 fr. 90 en 1935 puis ramenée à 1 fr. 50 en 1936 en raison de l'avantage résultant pour nos exportateurs de la dévaluation du franc. Le total des primes ainsi distribuées s'est élevé à 32 millions pour une période allant de août 1934 à novembre 1935. Beaucoup plus importantes ont été les primes accordées pour permettre l'exportation de l'excédent de nos récoltes ou des sous-produits en provenant.

La différence entre les prix français et les cours mondiaux, résultat de notre politique de revalorisation des produits agricoles, a obligé l'Etat à octroyer des primes, allant jusqu'à 50 % pour le blé, afin de combler cet écart. Le total des primes versées pour faciliter l'exportation de sous-produits du blé (semoules, gruaux etc...) s'élève pour 1932 à 57 millions. Depuis longtemps des primes sont accordées pour favoriser l'exportation de la morue dont la consommation en France est en diminution.

L'aide de l'Etat a dû s'étendre aux exportateurs coloniaux dont la situation était particulièrement défavorable. En effet nos colonies jouissent du même système monétaire que la métropole mais leur marché intérieur est à peu près inexistant, elles ne vivent que d'exportation et quelques-unes (Indochine, Etablissement de l'Océanie) à peu près uniquement de leurs exportations dans les pays étrangers. Il fallait donc à tout prix qu'elles puissent continuer leurs ventes. On a donc établi des primes pour permettre la vente : du coton, du caoutchouc, du café, des bananes, des produits oléagineux, primes que l'on prélève le plus souvent sur le produit des taxes à l'importation de produits semblables.

Conditions avantageuses de crédit. — Nous avons signalé plus haut l'importance du crédit dans les opérations d'exportation. Malgré le mouvement de déflation esquissé en 1934 les conditions de crédit sont restées très onéreuse en France. L'Etat s'est donc efforcé de faciliter aux exportateurs l'octroi de crédit dans des conditions avantageuses. Dans ce but il s'est servi d'un organisme déjà existant : la Banque nationale pour le Commerce extérieur créée en 1928. Les statuts de cette banque furent toutefois modifiés pour les adapter aux circonstances du moment par les décrets-lois des 27 juillet et 4 octobre 1935 et par la loi du 16 août 1936.

Cet organisme fut chargé de créer une assurance crédit qui enlevait aux exportateurs une grande part des risques

de leurs opérations ¹. Malheureusement cette assurance n'a pas été étendue à toutes les ventes à l'exportation. Elle a été parcimonieusement octroyée et principalement à certaines catégories de commandes ; les grosses commandes, les commandes officielles faites à l'industrie lourde par les organismes officiels de certains pays : commande de matériel de guerre, wagons de chemin de fer, avions etc... Or c'est ce genre de commande qui fait courir le moins de risques aux exportateurs. De plus cette assurance ne couvre qu'une partie de la valeur des produits vendus (80 %) elle est en outre limitée en durée puisqu'elle n'est octroyée qu'à des ventes de produits payables dans un délai de six mois. Cette assurance crédit aurait pu être d'un grand secours pour notre commerce d'exportation si elle avait été plus généreusement distribuée ainsi qu'il en a été en Angleterre, en Belgique et en Allemagne.

Octroi de réductions sur le prix des transports. — Dans le prix d'un transport une bonne part est constituée par l'impôt. Il aurait donc été étrange de reprendre sous forme d'impôt sur les transports une part de la prime accordée à certaines exportations. On a donc préféré octroyer en guise de prime une exonération de l'impôt sur les transports. Mais cette faveur s'est montrée insuffisante pour maintenir nos ventes sur certains marchés à monnaie particulièrement dépréciée. Il a donc fallu accorder des réductions sur le prix des transports plus importantes que celles équivalant à une exonération de l'impôt. Ces réductions varient entre 10 et 50 % atteignant 75 % pour les produits métallurgiques.

1. *Extension de l'assurance de l'Etat aux créances des exportateurs.* — On sait que la loi du 22 août 1936 modifiée par le décret-loi du 25 août 1937 a pour objet de garantir les exportateurs contre les risques politiques et les risques de transfert inhérents aux opérations commerciales conclues avec les acheteurs étrangers.

Un décret-loi du 24 mai accorde de nouvelles facilités aux exportateurs. Il a pour objet notamment :

1° de supprimer la formalité de présentation des demandes des exportateurs français par une banque française ou par une société française d'assurance-crédit agréée, cette formalité était une cause de retard et de frais ;

2° d'autoriser le ministre du commerce à garantir, non seulement les exportateurs français au sens étroit du terme, mais plus généralement les entreprises ou les sociétés françaises concourant aux opérations d'exportation, cette extension étant destinée à faciliter les opérations de crédit documentaire effectuées par les banques qui acceptent de prendre à leur charge, sous cette forme, les risques supportés par leurs clients ;

3° d'étendre le bénéfice de l'assurance-crédit aux opérations de vente de films français à des acheteurs étrangers.

La garantie de l'Etat sera de 80 % du risque assuré. L'exportateur français ne sera plus tenu de conserver à sa charge le surplus (20 %) non garanti du risque. Il pourra désormais céder ou mobiliser l'intégralité de sa créance, ce qui permettra l'assurance auprès d'un tiers des 20 % en question dont l'intéressé devait jusqu'alors conserver le risque.

La garantie de l'Etat sera accordée pour des contrats prévoyant un règlement effectif et total de l'opération dans un délai maximum de six mois compté à partir de la date de réalisation du risque garanti.

Les principales réductions de tarif ont été faites en faveur des houilles du Nord (29 mars 1931) des bois de mines (18 novembre 1934) des tuyaux de fonte (septembre 1933) des huiles minérales (2 juillet 1931) des produits tinctoriaux (17 juillet 1935) des voitures automobiles (25 juillet 1935) des engrais phosphates (15 juillet 1934). Ces mesures ont permis aux exportateurs de réduire leurs prix de vente puisqu'elles leur ont fait économiser une part importante de leur prix de revient.

D) LA POLITIQUE COMMERCIALE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

L'Etat ne s'est pas seulement efforcé d'agir sur les prix de revient. Afin de permettre aux produits français de lutter à armes égales avec les produits étrangers, il s'est efforcé d'obtenir par des négociations des avantages particuliers sur les marchés étrangers.

Dans les nombreux traités et accords commerciaux qu'elle a passé pendant la période de crise la France a cherché à obtenir des réductions de droits de douane ou des avantages particuliers en contre-partie de certaines facilités accordées à l'importation de quelques produits étrangers. Nous avons étudié dans le chapitre concernant les « Importations » les principaux accords passés par la France de 1931 à 1937 : la plupart de ces accords contiennent la stipulation de quelques avantages pour les exportations de produits français. Ainsi dans l'accord commercial franco-américain du 6 mai 1935 qui tient essentiellement compte de la spécificité de la production, un demi-milliard de produits spécifiquement français importés aux U. S. A. ont bénéficié de réductions de droits appréciables : les vins et spiritueux, les alcools, les parfums, les instruments de musique, les fruits confits, gélatine ont eu leurs droits d'entrée réduits de 50 %. Les tuyaux de fonte, champignons conservés, tissus de peluche, graphite ont aussi bénéficié de réductions allant de 40 à 50 %.

De moindres réductions ont été accordées à des exportations de plus faible importance ; glycérine, fils d'or et d'argent, fromages de Roquefort, tissus de soie, de rayonne, bérêts, tissus en tricot, tissus élastiques, dentelles (réduction allant de 22 à 44 %).

La plupart de ces accords marquent une tendance de plus en plus grande à orienter les échanges vers une stricte réciprocité. Les balances partielles avec chaque pays tendent à s'équilibrer. Cette tendance s'accroît encore lorsque la politique de contrôle des changes de ses principaux clients oblige la France à compenser strictement ses achats par ses ventes afin d'obtenir le règlement de ses créances. De cette

façon les balances partielles qui étaient favorables à la France se font de plus en plus rares, mais disparaît aussi le déficit des balances défavorables. (Le déficit de la balance franco-allemande a ainsi été fortement réduit après l'établissement du clearing franco-allemand).

D'autre part les négociateurs français se sont efforcés d'acquérir une sorte d'exclusivité des marchés étrangers pour les produits français. Ils ont cherché à faire accorder aux produits français d'importantes réductions de droits d'entrée ou bien une plus large part que celle des concurrents étrangers dans la distribution des contingents. Quoi qu'il en soit ce moyen de favoriser les exportations françaises a été très limité puisque tout avantage accordé à nos produits se payait de réciprocité.

E) LA POLITIQUE D'IMPORTATION DE NOS PRINCIPAUX CLIENTS

Nous venons de voir comment les producteurs et l'Etat avaient essayé d'enrayer la chute des exportations françaises pendant la crise. Nous allons examiner maintenant les mesures prises par nos clients, mesures qui ont amené le recul considérable de notre commerce d'exportation.

Au début de la crise tous les clients de la France ont été obligés de restreindre leurs achats, mais tous n'ont pas employé les mêmes moyens pour arriver à ce résultat.

La dévaluation des monnaies et des mesures douanières draconiennes ont été le plus communément employées et souvent conjointement. Les manipulations monétaires se sont révélées particulièrement efficaces pour mettre obstacle aux ventes des pays demeurés fidèles à l'étalon-or, et nous avons vu combien cette mesure avait porté de tort aux exportateurs français.

La Grande-Bretagne. — Depuis 1846, l'équilibre économique anglais reposait sur le libre échange. Le peuple anglais malgré un mouvement protectionniste de plus en plus puissant montrait une répulsion aux mesures de protection. Cependant en 1930 aux premières atteintes de la crise lorsque les débouchés extérieurs se fermèrent et que de nombreuses industries se trouvèrent en difficulté un profond revirement se produisit.

Le déficit de la balance commerciale s'était accentué. La mévente des services (frêt, assurances, etc...) jointe à une diminution du revenu des placements faits à l'étranger (atteignant 32 % pour la période 1929-1931) avait entraîné une diminution de 180 millions de livres sterlings sur les postes favorables de la balance des comptes. Les sorties d'or étaient devenues massives. L'Angleterre fut acculée à l'abandon de l'étalon-or en septembre 1931.

La dévaluation de 20 à 30 % de la livre qui s'ensuivit abaissa d'autant les prix-or anglais créant ainsi une protection supplémentaire contre les produits français. Cette protection demeura efficace car les prix anglais montèrent peu par la suite. En effet les principaux fournisseurs de matières premières de l'Angleterre avaient aussi dévalué et un mouvement de déflation était courageusement entrepris dès le lendemain de cette dévaluation.

A l'abri de cette protection les produits des dominions et des pays à monnaie dévaluée ont pris la place des produits français.

Jugeant ces résultats insuffisants le Parlement s'engagea résolument dans la voie du protectionnisme et vota deux mois plus tard l'Abnormal Importations Act qui frappait de droits allant jusqu'à 50 % de leur valeur certains produits industriels. Cette protection était étendue en décembre de la même année aux produits horticoles, en février 1932 aux céréales ; en mars l'ensemble des importations était frappé. Enfin le 22 avril 1932 était promulgué l'Import Duties Act, tarif de base comportant des droits pour l'entrée de toutes les marchandises.

En dehors de ces mesures prises par le Gouvernement une campagne générale de boycottage des produits étrangers (Buy British) était entreprise par les producteurs de la Métropole et des Dominions. Le mouvement d'opinion créé par cette campagne amena le désir de constituer une sorte d'union douanière entre la métropole et les Dominions. Ce fut là l'objet de la Conférence d'Ottawa convoquée en 1932. La Grande-Bretagne et les Dominions s'accordaient réciproquement des diminutions ou suppressions de droits ou bien établissaient des majorations sur les produits étrangers afin de créer une marge de préférence au profit de leurs produits. En dehors de ces mesures générales les produits français ont eu à souffrir de mesures spécialement prises contre eux : surtaxe ad valorem importante établie en représaille de la surtaxe de change frappant en France les produits anglais, prohibitions à prétexte sanitaire (doryphore etc...)

Les mesures prises dans le sens de la nouvelle politique commerciale anglaise ont donc atteint durement nos exportations vers l'Angleterre, autrefois notre meilleur client. Nos ventes d'objets d'alimentation : vins, pommes de terre, primeurs etc... ont été particulièrement touchées ainsi que nos envois de produits de luxe, vêtements, lingerie fine, tissus de soie et de laine, faïences, poteries.

Il est toutefois difficile de déterminer qui des mesures douanières ou de la dévaluation de la livre a le plus contribué au déclin des exportations françaises en Grande-Breta-

gne. Cependant, la vente des produits français en Grande-Bretagne a reculé de 57 % de 1931 à 1932 alors que pour la même période l'ensemble de nos exportations n'a diminué que de 40 %. Il est donc probable que cette régression plus importante de nos ventes en Angleterre est due à la dévaluation de la livre.

L'Allemagne. — C'est sous le coup d'une crise industrielle sans précédent et d'un chômage sans cesse croissant que l'Allemagne se trouva en 1931 dans la nécessité de restreindre ses achats à l'étranger. Les premières restrictions portèrent surtout sur les matières premières et les objets d'alimentation. La mévente des produits allemands à l'étranger et particulièrement dans les pays d'outre-mer, amena un renforcement du système douanier allemand et une réglementation sévère des changes afin d'équilibrer la balance des comptes. Le règlement des importations déjà effectuées fut un temps différé par un moratoire (1933).

L'arrivée au pouvoir des nationaux socialistes marqua l'avènement d'une politique autarcique et la création d'une économie de guerre.

L'approvisionnement des industries en matières premières fut strictement réglementé. Des bureaux spéciaux furent chargés de l'attribution des devises en vue des achats les plus importants et les plus urgents. On créa de toutes pièces et au prix de gros sacrifices des industries de produits de remplacement et de récupération des matières premières.

La bataille menée par le national-socialisme (dictature économique du Général Goering) pour l'indépendance économique a nécessité la nationalisation du commerce extérieur allemand. Cette nationalisation indiquée dans le « Nouveau plan » de 1934 a entraîné une nouvelle restriction des achats à l'étranger (réduction de 50 % en février 1934 et de 95 % en juillet). Des offices de contrôle furent chargés de rationner ou d'interdire temporairement les entrées de matières premières. Les envois de minerais français et de cuirs et peaux souffrirent surtout de cette mesure. Bientôt le contrôle engloba l'ensemble des importations de produits tant agricoles qu'industriels et fut combiné avec le rationnement des devises par des organismes centraux. A partir de l'ordonnance du 24 juin 1935 il fallut une autorisation expresse pour tout achat à l'étranger.

L'évolution économique allemande s'est poursuivie en 1935 vers une autarcie de plus en plus étroite. Pour des raisons politiques et sous des prétextes de défense nationale l'Allemagne a accentué son repli sur elle-même au détriment de nos exportations en Allemagne d'O. A. et d'O. F. Depuis longtemps la France n'avait pas cru devoir profiter de la

demande croissante de minerais divers, des industries allemandes d'armements.

D'une manière générale la France n'a pas été favorisée dans la distribution des devises faite par les offices en vue des achats à l'étranger. Nos produits de luxe et nos denrées alimentaires ont été les premiers éliminés de ce pay qui préfère « les canons au beurre frais ».

Non seulement les exportations françaises en Allemagne ont été profondément touchées mais le règlement des ventes antérieures s'est trouvé à peu près suspendu. Pour remédier à cette situation un système de clearing avait été inauguré le 1^{er} août 1934. Il devait permettre le règlement des créances arriérées et le paiement par compensation des ventes à venir. Cet accord eut pour résultat de renverser la balance franco-allemande jusqu'ici favorable à l'Allemagne mais ce ne fut pas un avantage pour les exportateurs français; ceux-ci ne pouvaient plus en effet se faire payer avec l'excédent des importations allemandes en France.

Enfin la réadaptation du marché sarrois à l'économie allemande a fermé peu à peu un important marché à l'exportation française.

Les Etats-Unis. — Si les U. S. A. ont toujours pratiqué une politique sévèrement protectionniste, c'est que leur marché intérieur très important et leur richesse en ressources naturelles leur permettent de se passer de l'étranger aussi bien pour lui vendre que pour lui acheter. Le commerce extérieur ne semble donc aux Américains qu'un accessoire de leur vie économique. La fonction exportatrice des U. S. A. s'est toutefois considérablement accrue pendant la guerre mais les producteurs américains estiment le marché intérieur plus stable et plus sûr que les marchés étrangers d'où leurs efforts pour le protéger et l'étendre.

C'est dans ce but qu'a été instaurée après guerre la politique des hauts salaires qui devait accroître le pouvoir d'achat des masses américaines. Dans le même sens a été entreprise une revalorisation des produits agricoles permettant aux agriculteurs d'absorber une plus grande part de la production industrielle nationale. Mais cette politique conduisant à une augmentation des prix américains impliquait la prohibition de toutes les marchandises étrangères produites à meilleur compte.

Cependant un pays, quelque riche qu'il soit, ne peut vivre en état d'isolement économique. En effet certaines industries américaines et principalement celles qui avaient été créées pendant la période d'exportation intense de la guerre : industrie automobile, appareillage électrique, machines à écrire, etc. ne pouvaient subsister sans vendre une partie de leur production à l'étranger.

Pour ramener les prix américains au niveau des prix mondiaux et permettre ainsi une reprise des exportations américaines le Président Roosevelt a dû, à la suite de l'Angleterre dévaluer progressivement le dollar. Mais cette mesure a créé, pour le marché américain une protection supplémentaire qui a porté un gros préjudice aux importations venant des pays faisant partie du bloc-or et particulièrement de France.

La dévaluation du dollar s'est ajoutée à une diminution du pouvoir d'achat qui s'accroissait chaque jour davantage. Les touristes américains désertèrent l'Europe et surtout la France (pays de vie chère) où leurs dépenses constituaient chaque année de très importantes exportations invisibles.

Le refus par la France, en décembre 1932, d'exécuter les accords Mellon-Béranger a entraîné pendant quelque temps un boycottage des produits français et a laissé subsister une certaine gêne dans les relations commerciales franco-américaines. Ainsi lors de l'abolition des lois de prohibition les vins et spiritueux français n'ont pas retrouvé sur le marché américain leur place d'avant-guerre. Quant aux produits de luxe français, lingerie fine, joaillerie, parfumerie, dentelles, tissus de laine et de soie, autrefois très recherchés par les U. S. A. ils restent éloignés de ce pays malgré un retour de la prospérité.

L'Italie. — Le commerce extérieur italien est étroitement contrôlé par le pouvoir central qui groupe toutes les forces de la production et du commerce. Le commerce extérieur italien est donc influencé par la politique extérieure et intérieure de l'Italie. Cette politique a tendu de plus en plus à donner à ce pays une indépendance économique absolue malgré le peu de ressources de l'Italie en matières premières. Les importations italiennes gênées tout d'abord par un taux trop élevé de stabilisation de la lire qui rendait les exportations italiennes difficiles et par conséquent portait ce pays à diminuer ses achats l'ont été encore beaucoup plus par ces mesures autarciques. Les importations permises et sévèrement contrôlées sont uniquement les importations de matières premières qu'il est impossible à l'Italie de se procurer chez elle ou dans son empire colonial.

Dès 1926 l'Italie entreprenait une « bataille pour le blé » afin de se passer le plus vite possible de toute importation de céréales étrangères. Grâce à des droits de douane de plus en plus élevés, des terres jusque-là inexploitables purent être cultivées avec bénéfice. La production italienne de blé qui atteignait jusqu'alors à peine 5 millions de tonnes dépassait 7 millions lors de la récolte exceptionnelle de 1929. Elle s'est maintenue depuis lors aux environs de 6 millions grâce aux encouragements du gouvernement.

Il est inutile de souligner combien l'ensemble de ces

mesures ont porté préjudice aux exportations françaises en Italie principalement composées de tissus de laine, de joaillerie et de produits de luxe. Les exportations françaises en Italie ont même été complètement suspendues pendant la guerre d'Ethiopie à la suite des mesures de sanction prises par la S. D. N.

Les relations franco-italiennes renouées après la fin des sanctions par l'aménagement provisoire du 11 août 1936 n'ont pas donné aux produits français la place qu'ils avaient auparavant sur le marché italien en raison de l'esprit d'hostilité qui nous sépare de ce pays.

Belgique. — La Belgique est un des meilleurs clients de la France. La crise économique avait engendré en Belgique un effondrement des prix de gros tandis que les prix de détail demeuraient très élevés. La politique du Cabinet Theunis a essayé de combler cette différence en abaissant les prix de vente par des mesures de déflation. Il est résulté de cette politique une anémie de l'économie belge ce qui signifie une diminution des achats à l'étranger. La dévaluation effectuée en 1935 par M. Van Zeeland a provoqué tout d'abord une augmentation de 23 % des importations en raison de nombreux achats effectués à l'étranger à l'approche de la dévaluation. La reprise économique de la Belgique a accentué ce mouvement. Malheureusement la France a peu bénéficié de cet accroissement des importations belges, la Belgique ayant effectué la majeure partie de ses achats dans les pays à monnaie dévaluée.

Etats de l'Europe Centrale. — Depuis leur création après guerre les états de l'Europe Centrale sont dans une situation économique et financière qui leur laisse un pouvoir d'achat très restreint. Les Etats qui formaient autrefois l'Autriche se sont empressés de s'entourer de barrières douanières et de créer à l'abri de cette protection des industries incompatibles avec la structure économique du pays.

Depuis la guerre l'Autriche a une balance commerciale défavorable. Des efforts furent faits à partir de 1930 pour aveugler ce déficit et comme il était impossible de développer les exportations pendant la période de crise des mesures furent prises pour réduire les importations. Un sévère contrôle des changes fut établi. Les exportateurs français se trouvèrent de ce fait en difficulté pour obtenir le règlement de leurs créances. Malgré un accord intervenu le 16 avril 1932 les arriérés impayés se montaient encore en 1933 à 43 millions 7.

La Tchécoslovaquie pays jeune et sans capitaux ne peut vivre que sur l'excédent de sa balance commerciale. Dès 1929 son économie a été durement éprouvée par la mévente de ses produits agricoles. Cette crise agricole a aussi frappé

les voisins de la Tchécoslovaquie : Pologne, Hongrie, Roumanie qui ont restreint leurs achats de produits finis tchécoslovaques. La balance commerciale tchèque est devenue déficitaire. Les importations ont été sévèrement réduites. Un contrôle des changes a été établi. La dévaluation de la couronne en 1934 est venue gêner considérablement les ventes de produits français dans ce pays. La balance commerciale franco-tchécoslovaque qui nous était autrefois favorable est aujourd'hui déficitaire.

La Pologne s'est vue contrainte de réduire ses achats en raison de la très grave crise agricole qu'elle traverse depuis 1924-1925.

L'Amérique du Sud. — La crise a fait très tôt sentir ses effets dans les républiques de l'Amérique Sud dont la production est en majeure partie agricole. Après avoir nourri l'Europe pendant la guerre elles ont vu leurs débouchés se fermer dès 1922-1923 à la suite d'une surproduction mondiale des produits agricoles. D'autre part les Etats de l'Amérique du Sud sont depuis longtemps lourdement endettés d'où la nécessité pour eux d'avoir une balance commerciale excédentaire afin de pouvoir payer les intérêts des sommes empruntées.

La régression rapide de leurs ventes à l'étranger les a donc obligés à restreindre dans la même mesure leurs importations. D'autre part les Etats de l'Amérique du Sud se sont rapidement industrialisés depuis la guerre. Ils produisent maintenant en partie les objets manufacturés et les articles de luxe qu'ils se procuraient autrefois en Europe et surtout en France.

De 1928 à 1933 les achats des dix Républiques Sud-Américaines ont diminué de 72 %. C'est le Chili qui a réduit ses importations dans la plus forte proportion (85 %) puis viennent le Pérou (78 %) la Colombie (74 %) le Venezuela (72 %) Paraguay et Uruguay (71 %) Equateur (68 %).

Ces réductions n'ont pas atteint tous leurs fournisseurs dans les mêmes proportions. Les U. S. A. qui étaient le principal pourvoyeur des Etats de l'Amérique du Sud ont été particulièrement touchés. Les ventes françaises dans ces pays ont été aussi très fortement réduites.

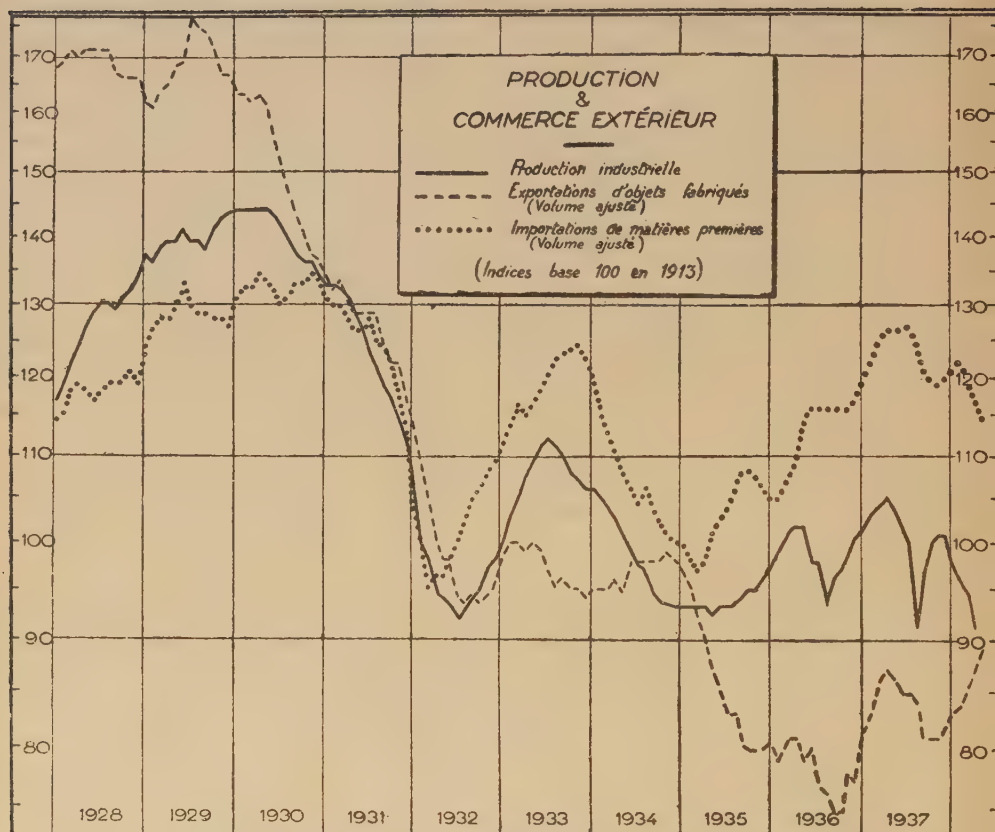
La valeur des exportations françaises vers les républiques Sud-américaines atteignaient en 1913 456 millions de francs-or, et pour 1932 elles représentent une valeur de 582.939.000 francs-Poincaré. Ainsi de 1913 à 1933 les ventes françaises se sont réduites de 70 % alors que le recul des ventes britanniques et allemandes était beaucoup moins sensible.

En résumé dans chaque pays des obstacles de plus en plus nombreux se sont dressés devant les exportations françaises. Certains de ces obstacles ne sont pas dûs à la crise. Ce sont

alors des changements de structure économique ou bien des bouleversements dus à l'évolution économique et sociale, ou encore des motifs d'ordre purement politique qui ont fermé l'accès de certains marchés à nos produits. Ce sont cependant les effets immédiats de la crise qui ont le plus contribué au recul de nos exportations depuis 1931. A mesure que la crise les atteignait les pays industriels se protégeaient par une élévation de leurs barrières douanières, les pays agricoles voyaient leur pouvoir d'achat s'évanouir; la dévaluation des monnaies apportait un stimulant passager aux exportations et constituait un obstacle de plus aux importations. Il faut joindre à cela des difficultés dans les paiements (contrôle des changes) des diminutions arbitraires des quantités importées (contingents).

Il est difficile de déterminer la part de chacune de ces mesures restrictives dans le recul de notre commerce d'exportation. L'élévation des barrières douanières a été la première réaction de la plupart de nos clients au début de la crise. C'est donc à cette manœuvre généralisée que nous devons la chute brutale de nos exportations pendant la période 1929-1932. Le mouvement de baisse régulier qui les affecte ensuite jusqu'en 1936 est dû à ces mesures de défense renforcées par l'action de la dévaluation de la monnaie de nos principaux clients.

GRAPHIQUE N° IV



TROISIEME PARTIE

EFFETS DE LA CONTRACTION DU COMMERCE EXTERIEUR SUR LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DE LA FRANCE

Après avoir traversé une ère de prospérité commerciale, la France s'est trouvée, en 1931, atteinte par la crise dont les ravages s'étaient déjà fait sentir depuis 1929 en Amérique et dans la plupart des pays de l'Europe. La crise s'est d'abord manifestée en France par la brusque contraction du commerce extérieur que nous venons d'étudier. Cette contraction brutale a déterminé des perturbations qui se sont étendues à toutes les branches de l'économie nationale. Ces troubles économiques ont engendré à leur tour des troubles sociaux.

Il nous reste donc à étudier maintenant l'évolution de ces perturbations et les liens de cause à effet qui peuvent les rattacher à l'évolution de notre commerce extérieur. Nous spécifions toutefois dès maintenant que la contraction de nos échanges avec l'extérieur n'est pas l'unique cause des troubles économique financiers et sociaux que nous allons passer en revue, pour certains d'entre eux elle n'est même pas prépondérante, mais il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de déterminer l'influence des autres facteurs de crise.

CHAPITRE PREMIER

LA CONTRACTION DU COMMERCE EXTERIEUR ET LA PRODUCTION

La situation économique générale d'un pays se reflète principalement dans l'état de sa production industrielle et dans la situation des banques qui financent cette production.

La situation des banques d'affaires donne en outre quelques aperçus sur le développement ou la restriction de la production future.

Lorsque les exportations diminuent plus rapidement que

les importations (ce qui a été le plus souvent le cas pendant la période étudiée) le déficit de la balance commerciale s'accroît. Mais le marché intérieur continue à absorber encore un temps une grande quantité de marchandises étrangères qui paralysent la production nationale.

D'autre part la diminution rapide du volume des exportations entraîne plus particulièrement le ralentissement de la production des industries travaillant pour le marché extérieur.

Le marché intérieur de la France est important et le marché représenté par son empire colonial pourrait le devenir, cependant malgré cette autonomie relative 25 à 30 % de la production française doit être absorbé par l'étranger. Certaines industries produisent en grande partie en vue de l'exportation ; pour d'autres, la production à l'exportation est un complément vital. L'industrie lainière, par exemple, exportait avant la crise 50 % de sa production. Les commandes venant de l'étranger sont encore indispensables aux industries sidérurgiques et chimiques qui écoulent 20 à 25 % de leur production à l'étranger. Pour certaines de ces industries, la contraction rapide des exportations a créé une situation désespérée. En tout cas pour toutes elle a eu des répercussions néfastes car elle s'est doublée par la suite d'une contraction du marché intérieur.

La comparaison de certaines courbes représentatives (voir graphique IV) va nous permettre de préciser les liens de cause à effet existant entre le commerce extérieur et la production industrielle. L'industrie française se fournissant à l'étranger de la plus grande partie de ces matières premières la courbe des importations de matières premières (volume) sera utilement comparée avec celle de la production industrielle. Cette comparaison fera en outre ressortir la situation des industries extractives nationales.

Jusqu'en 1930 la production industrielle augmente plus rapidement que les importations de matières premières, ce qui dénote la large part prise par nos industries extractives dans l'extension de notre production industrielle. Dès le milieu de 1930 la production industrielle commence sa phase descendante ; elle entraîne quelques mois plus tard la contraction de nos achats de matières premières à l'étranger. La baisse de la production a donc entraîné la diminution du volume des importations de matières premières. Ce mouvement s'est poursuivi jusqu'au début de 1932 pour les importations de matières premières et jusqu'au milieu de 1932 pour la courbe représentative de la production industrielle. Le mouvement de hausse qui suivit a été déclenché par les importations de matières premières. En effet des achats importants de matières premières

ont été faits à cette époque, sans doute en vue d'une reprise, mais la production nationale de matières premières devenue trop onéreuse n'a pas participé à ce mouvement. Les industries françaises ont préféré s'approvisionner au dehors. La reprise escomptée de notre production industrielle a été à peine esquissée. Mais pendant tout le reste de la période étudiée le volume des importations de M. I. continue à s'accroître plus vite que la production nationale pendant les courtes périodes de hausse qui ont leur point culminant en juin 1933 et au début de 1936. D'une manière générale les variations des importations de M. I. précèdent toujours les variations de la production. A partir du début de 1935 les deux courbes prennent des allures nettement divergentes les importations de M. I. allant toujours en augmentant tandis que la production reste stationnaire et même diminue très sensiblement au milieu de 1936. Ces constatations démontrent l'incapacité de la production française de M. I. à satisfaire la demande des industries non plus seulement pour des raisons de prix comme précédemment, mais pour des raisons d'ordre social que nous avons déjà signalées. Nous avons vu dans la deuxième partie que c'était surtout la production charbonnière qui avait souffert de cette paralysie. A partir de 1935 ce n'est donc plus la production de nos industries de transformation qui commande nos importations de M. I. mais bien plutôt la situation de nos industries extractives.

Pour compléter ces indications il est nécessaire maintenant de comparer les exportations d'objets fabriqués avec la production industrielle. Les objets fabriqués sont en effet l'aboutissement normal de notre industrie qui est principalement une industrie de transformation. D'autre part les exportations d'O. F. constituent encore la majeure partie de notre commerce d'exportation. L'action de cette exportation sur notre production industrielle sera donc symptomatique de l'influence de nos exportations sur notre production en général.

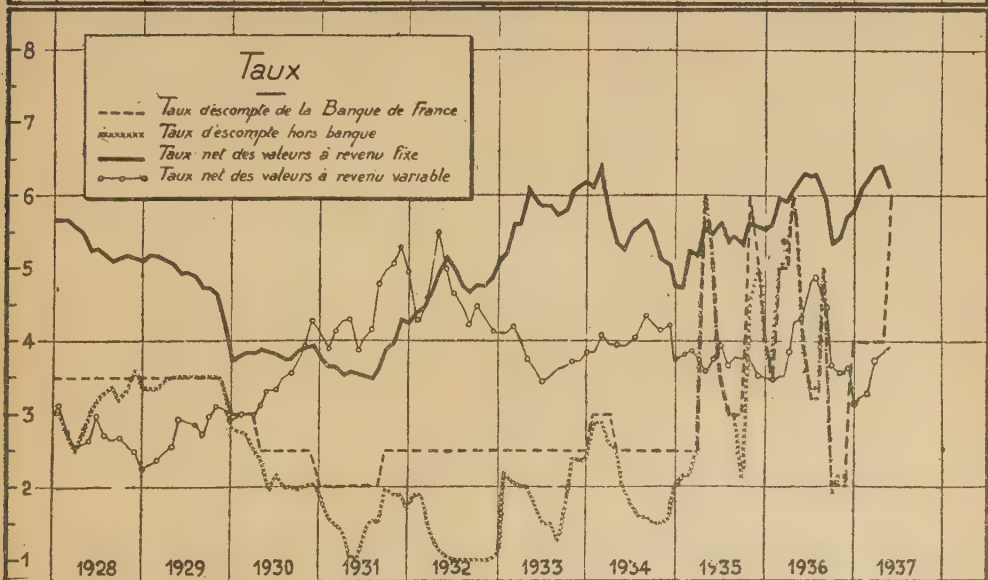
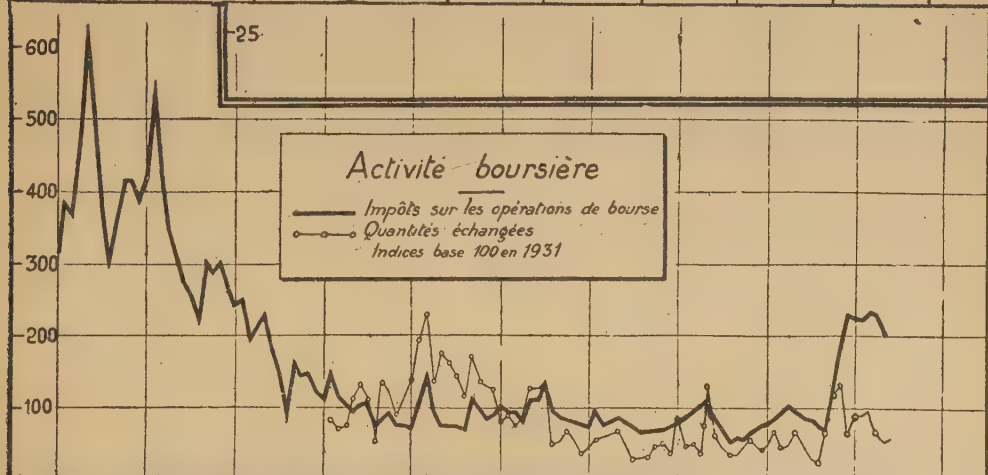
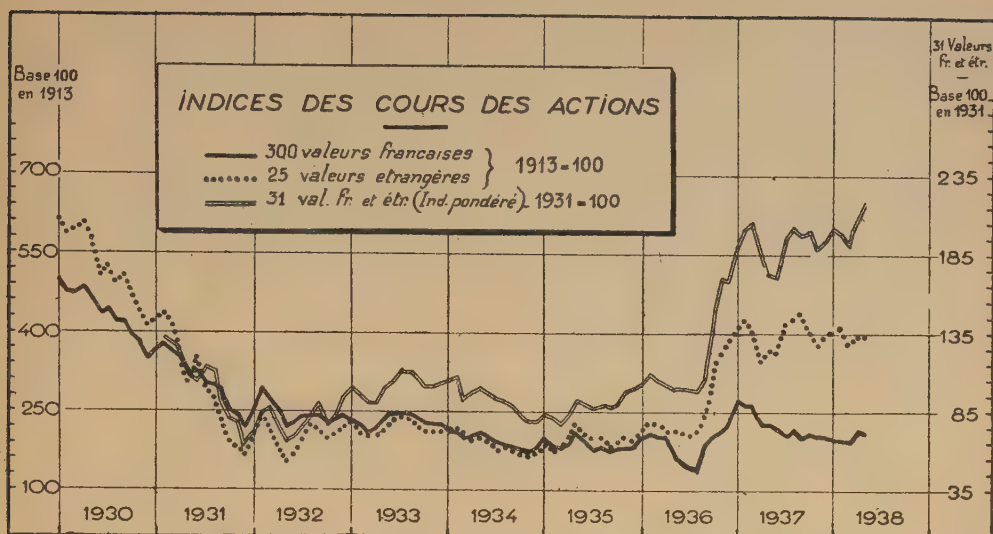
L'examen des deux courbes nous permet de constater immédiatement que le fléchissement des exportations d'O. F. a commandé en partie le ralentissement de notre production industrielle. En effet cette catégorie d'exportations se met à décliner rapidement dès le mois d'août 1929 (les exportations de tissus avaient déjà fortement diminué à partir de 1928) alors que la production industrielle ne dessine son mouvement de repli qu'à la fin de la première moitié de 1930. L'action du déclin des exportations d'O. F. a donc mis presque un an à se faire sentir sur la production industrielle; c'est que jusqu'à la fin de 1930 le marché intérieur suppléé en partie à la carence du marché mondial. A partir

de 1931 la contraction du marché intérieur s'ajoute à la suppression des débouchés étrangers et le déclin de la production industrielle suit rigoureusement celui de nos exportations d'O. F.

Cette chute rapide de nos exportations d'O. F. s'arrête au mois d'août 1932 et nos ventes à l'étranger s'améliorent ensuite très légèrement pour demeurer stationnaires jusqu'à la fin de 1934. Cet arrêt détermine la légère reprise de la production que nous avons signalée au mois d'août 1932, car au marché étranger à peu près stabilisé vient s'ajouter maintenant une amélioration passagère du marché intérieur. Malheureusement vers la fin de 1934 la contraction du volume de nos exportations d'O. F. reprend d'une façon inquiétante. Elle se poursuit jusqu'à la fin de 1936 empêchant notre production de profiter de la reprise générale qui s'est amorcée dans le monde vers la fin de 1935. Une tendance à l'amélioration de nos exportations d'O. F. prend cependant naissance vers la fin 1936, et les premiers mois de 1937 il s'ensuit une légère augmentation de la production.

Dans les mouvements de hausse constatés à partir de 1932 nous avons donné les variations du volume des exportations d'O. F. comme l'une des causes principales des variations de la production bien que ces variations soient en général de quelques semaines en avance sur celles des exportations. C'est que la production augmente dès que les nouvelles commandes sont passées tandis que l'exportation n'est constatée qu'au moment de la sortie de France des marchandises quelques semaines ou quelques mois plus tard. Si nous rapprochons maintenant les trois graphiques étudiés : importations de M. I. Productions et Exportations d'O. F. nous nous rendons aisément compte que les exportations d'O. F. ont commencé à fléchir dès le troisième trimestre de 1929 alors que la chute des importations de M. I. ne devient importante qu'au début de 1931. Quant à la production industrielle elle ne se ralentit vraiment que dans les derniers mois de 1930. Ces décalages nous indiquent assez bien le processus des réactions du commerce extérieur sur la production et par la même occasion les prodromes de la crise en France. Dès 1929 les produits fabriqués en France n'ont plus trouvé d'acheteurs sur les marchés étrangers, ils ont été d'abord absorbés par le marché intérieur demeuré sain qui a suppléé pendant près d'un an et demi à la déficience du marché extérieur. La production industrielle s'est maintenue d'abord grâce aux commandes passées pendant la prospérité. Mais le marché intérieur est bientôt saturé de produits, les prix s'effondrent, les revenus diminuent. A partir de ce moment la production industrielle suit le déclin de notre commerce d'exportation.

GRAPHIQUES N° V



Le fléchissement débute en mars 1930 pour les industries extractives, en juin 1930 pour les industries métallurgiques, en septembre 1930 pour les industries mécaniques.

Ce fléchissement de la production entraîne à son tour (octobre 1930) une diminution du volume des importations de M. I. Dans la reprise qui s'amorce dans les deuxième et troisième trimestres de 1932 les mouvements se font en sens inverse. Les nouvelles commandes obligent les industriels à acheter une plus grande quantité de matières premières à l'étranger. Les importations de M. I. augmentent donc d'abord puis la production s'accélère. Mais cette reprise est de faible envergure, les producteurs sont en effet obligés de se montrer très prudents dans leurs commandes de M. I. et dans leur activité. Bien leur en prend car les ventes à l'étranger après un semblant d'amélioration, se stabilisent.

À partir de novembre 1934 le recul de notre commerce d'exportation s'accroît et entraîne une paralysie de la production qui n'influe pas sur le volume des importations de M. I. La divergence entre la courbe descendante des exportations d'O. F. et la courbe ascendante des importations de M. I. reflète la situation de notre balance commerciale dont le déficit va toujours croissant. En effet, beaucoup d'industriels se livrent à des importations massives et constituent des stocks pour profiter d'une dévaluation jugée inévitable.

Les conditions favorables à l'exportation apportées par cette dévaluation en septembre 1936 ont légèrement amélioré nos exportations d'O. F. et par là même l'activité de nos industries. Mais une recrudescence des importations de matières nécessaires à l'industrie s'en est suivie. Ainsi donc depuis 1935 le rôle traditionnel du commerce extérieur français, qui consistait surtout à approvisionner nos industries de transformation en matières premières et à fournir un débouché pour un partie de leur production s'est profondément modifié. Sous le coup de la crise, importation de M. I., production et exportation d'O. F. qui autrefois s'équilibraient ont maintenant des évolutions désordonnées. Les exportations d'O. F. diminuent tandis que les importations de M. I. continuent à se gonfler et que la production demeure paralysée. Ce changement incompatible avec la structure économique du pays a plongé ce dernier dans une situation économique inquiétante et cette situation semble se prolonger malgré les dévaluations successives du franc qui auraient dû créer des conditions très favorables à une reprise de nos exportations.

Ces conditions n'ont pas été suffisantes car la France a perdu depuis longtemps déjà sa place sur certains marchés qu'il lui faut maintenant reconquérir. D'autre part la pro-

duction demeure paralysée par la réforme sociale et peut à peine suffire à la consommation intérieure.

Pour certaines exploitations comme les mines de fer, les industries sidérurgiques (aciers spéciaux, aluminium), constructions mécaniques (machines-outils, appareillage) industrie automobile et en général toutes les industries travaillant pour la défense nationale, les commandes dépassent les possibilités actuelles de production. Or, toutes ces industries fournissaient auparavant la majeure partie de nos produits exportés. A l'heure présente les conditions de la production limitent donc nos possibilités d'exportation.

CHAPITRE II

LE COMMERCE EXTERIEUR ET L'ETAT DES FINANCES PRIVEES.

En vertu de l'interdépendance des branches de l'économie nationale, les variations du commerce extérieur ont par l'intermédiaire de la production une répercussion sur l'activité financière du pays. La situation financière se reflète assez bien dans les fluctuations des actions des banques d'affaires. En effet les banques dispensent les capitaux c'est-à-dire qu'elles sont amenées à diriger et à contrôler la production.

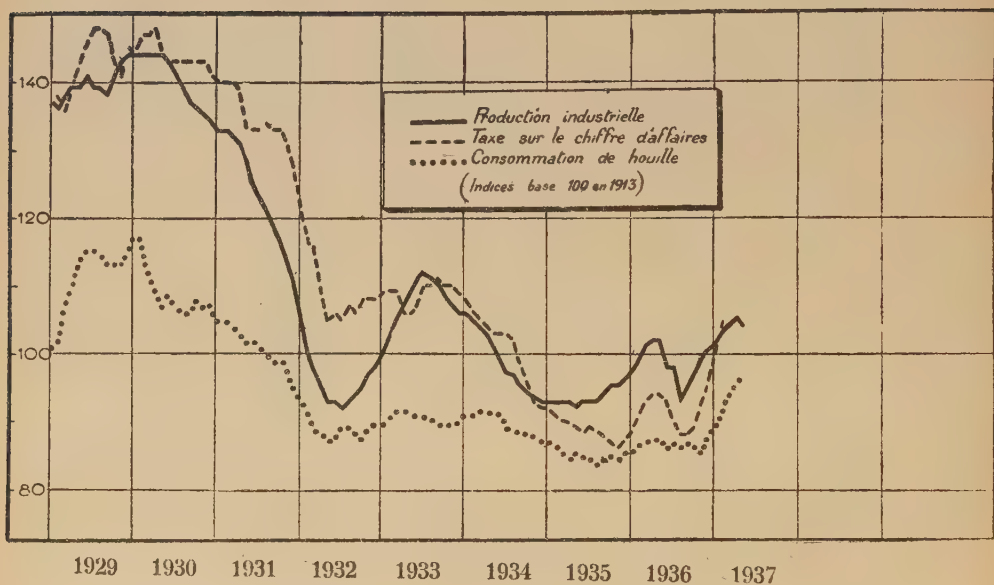
La chute de l'indice du cours des valeurs de banque a commencé au mois de Février 1929, donc bien avant que les effets de la crise fassent leur apparition en France. Or, nous avons déjà remarqué que les commandes de marchandises vendues à l'exportation avaient commencé à fléchir un peu avant cette époque. Sans vouloir établir un rapport rigoureux entre ces deux faits on peut dire (étant donné que toute opération de crédit comporte une certaine prévision) que le marché des valeurs a été fortement impressionné par cette contraction de la valeur future de nos exportations.

Pour la même cause les investissements prévus au cours de la période de prospérité n'ont pas été effectués. Le recul boursier s'est poursuivi d'une façon accentuée jusqu'à la fin de 1931 (Recul de 60 % pour la période 1929-1931). Pendant les années 1932-1933 le niveau des valeurs se stabilise dans l'ensemble quoique présentant quelques oscillations importantes.

Durant la phase 1933-1934 la diminution générale des dividendes distribués s'est largement accentuée mais à partir de novembre 1934 les valeurs à revenu variable marquent une revalorisation importante (26 % dans l'ensemble entre

GRAPHIQUE N° VI

Taxe sur le chiffre d'affaires,
Production et commerce extérieur.



23 novembre 1934 et 20 mai 1935). Ce redressement s'est fait en liaison avec l'amélioration de certains facteurs économiques dont font certainement partie l'arrêt de la chute de nos exportations depuis le début de 1933 et la diminution du déficit de notre balance commerciale.

Cette amélioration du niveau du cours de valeurs s'est poursuivie jusqu'en avril 1936 (l'indice général des valeurs à revenu variable s'élevant de 172 en novembre 1934 à 207 en février 1936) elle signifiait l'anticipation du marché boursier sur la participation de la France à la reprise mondiale, c'est-à-dire une augmentation de nos exportations. Mais à la suite des événements politiques et sociaux de juin 1936 la timide reprise de notre commerce extérieur s'évanouit et les cours s'effondrent à nouveau. La dévaluation survient alors offrant de nouvelles perspectives à notre commerce d'exportation et la Bourse marque par la suite une amélioration considérable. L'indice général des valeurs à revenu variable passe de 207 en février 1936 à 277 en octobre 1936.

Nous voyons donc que dans l'ensemble les variations des cours de bourse sont fortement influencées par la situation du moment ou la situation prévue de notre commerce extérieur. De concert avec une multitude d'autres facteurs ce dernier agit sur la vie financière du pays car de son évolution dépend une grande partie de la richesse générale.

CHAPITRE III

LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES FINANCES DE L'ETAT

Les finances de l'Etat fortement obérées par les charges de la guerre s'étaient améliorées en raison des plus values de recettes enregistrées pendant la période de prospérité. Depuis le début de la crise malgré l'effort de déflation poursuivi jusqu'en 1935 les charges incombant aux finances publiques ont toujours été en augmentant tandis que les recettes s'amenuisaient de jour en jour. La contraction de notre commerce extérieur n'a pas été étrangère à cette réduction des ressources de l'Etat. Elle a agi directement sur les finances publiques en réduisant d'une façon importante les recettes douanières. Elle a agi indirectement et d'une façon impossible à préciser en diminuant pour une part le revenu national et par conséquent le rendement des impôts de tous ordres et des taxes.

D'une manière générale les recettes douanières ont diminué moins rapidement que la valeur des importations. En

effet les tarifs douaniers ont été perpétuellement modifiés pendant la crise et presque toujours dans le sens de la hausse et afin de compenser pour le trésor public la diminution de recettes provenant du fléchissement de nos importations.

On aura une idée assez exacte des répercussions directes des variations du commerce extérieur sur les finances publiques en comparant le mouvement général du commerce extérieur avec les fluctuations des recettes des impôts indirects en général et des recettes douanières en particulier.

Nous avons vu que le fléchissement de la valeur totale du commerce extérieur s'était dessiné au début de 1929 pour prendre une allure accélérée pendant les années 1930 et 1931. 1932 a marqué une stabilisation relative ou tout au moins une contraction plus lente se traduisant par des oscillations autour d'un axe à peu près horizontal.

Le montant des recettes budgétaires en général et des impôts indirects en particulier n'a cessé au contraire de croître jusqu'en 1931. Malgré un commerce d'importation décroissant depuis 1929, les recettes douanières n'ont pas cessé d'augmenter jusqu'en 1931. Ce résultat a été obtenu grâce à l'élévation ininterrompue des tarifs douaniers. On se rendra aisément compte de cette divergence dans le tableau suivant :

Années	Valeur du commerce spécial d'importation	Montant des recettes douanières	Recettes budgétaires ordinaires
1912	8.231	683	4.858
1930	52.511	4.556	50.904
1931	42.206	5.886	53.004
1932	29.825	5.300	50.670
1933	28.425	4.308	46.617
1934	23.396	4.736	48.254
1935	21.075	5.595	46.965
1936	25.398	6.052	40.422

On constate en effet que la valeur des importations diminue à peu près de moitié (29.825 contre 42.206) de 1931 à 1932 alors que pour la même période le recouvrement des droits des douanes a à peine baissé (5.886 contre 5.300). L'élévation des tarifs douaniers n'a donc pas été effectuée seulement dans un but de fiscalité mais aussi avec le dessein de protéger le marché intérieur. Cependant les heureuses répercussions des mesures douanières sur les recettes budgétaires n'ont pu empêcher celles-ci de fléchir rapidement. L'établissement des contingentements en limitant les quantités importées a aussi beaucoup atténué le rendement fiscal des droits de douanes. Malgré le taux élevé de

ceux-ci, les recettes douanières ne se relèvent sensiblement qu'en 1935 avec la reprise de notre commerce d'importation. Cette amélioration passagère n'a d'ailleurs pas pu empêcher les recettes douanières de perdre chaque jour un peu plus de leur importance par rapport à l'ensemble des recettes budgétaires qui sont elles-mêmes en régression.

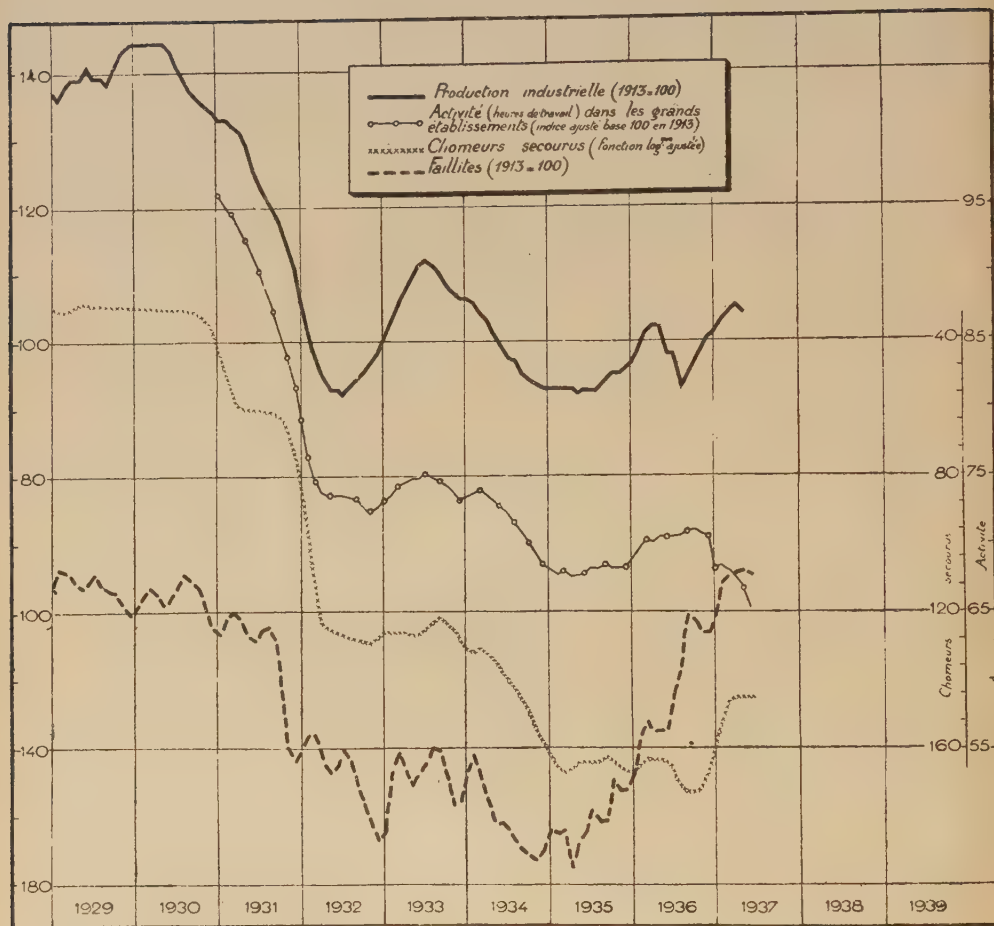
L'évolution des recettes tirées de l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires est symptomatique de l'activité économique du pays. D'autre part sa place importante dans les recettes publiques donne d'intéressantes indications sur la situation financière du pays. Nous comparerons donc son évolution à celle du commerce extérieur pour avoir une idée des répercussions indirectes de la contraction du commerce extérieur sur les finances de l'Etat.

Le fléchissement des recettes tirées du recouvrement de la taxe sur le chiffre d'affaires apparaît aussi 18 mois au moins après les premières contractions de notre commerce extérieur. Le montant de ces recettes continue en effet à augmenter jusqu'en juillet 1930. L'indice de la taxe (S.G.F. base 100 = 1913) est à cette époque à 142 contre 137 au début de 1929. L'élan donné à notre économie par la prospérité a donc permis à la production et à la consommation françaises de fonctionner comme auparavant malgré la fermeture des marchés étrangers. Les échanges intérieurs se contractent moins vite que les échanges avec l'extérieur et sont aussi les premiers à se rétablir lorsque la situation économique s'améliore. Ainsi l'arrêt passager de la chute de notre commerce extérieur à partir du 2^e trimestre de 1932 donne lieu aussitôt à une amélioration du marché intérieur qui se traduit par un accroissement des recettes de la taxe sur le chiffre d'affaires. L'indice de la taxe qui était tombé à 92 en juin 1932 remonte à 110 un an plus tard. Malgré une élévation de son taux et une extension de son assiette (réduction des exemptions et création de taxes similaires) les recettes de la taxe sur le chiffre d'affaires baissent à nouveau régulièrement traduisant ainsi le marasme de notre économie déclenché depuis 1931 par la crise du commerce extérieur, (l'indice descend de nouveau à 91).

La légère reprise de nos exportations après la dévaluation de 1936 a une bienfaisante répercussion sur la situation économique du pays, cette faible amélioration se retrouve immédiatement dans une plus-value des recettes de la taxe dont la moyenne mensuelle passe à 510 millions contre 488 en 1935.

La contraction des échanges extérieurs a donc sa part dans les difficultés de trésorerie et les déficits budgétaires qui se sont succédés depuis 1933. Les droits de douane sur les importations qui sont absorbés en tout ou en partie par

GRAPHIQUE N° VII



les exportateurs étrangers faisaient peser sur eux une partie de nos charges publiques. La diminution des importations et par conséquent des recettes douanières a rejeté ce fardeau sur les contribuables français, déjà surchargés. La matière imposable a fondu à mesure que le revenu national était diminué de toutes les ressources tirées des relations avec l'étranger (exportations, dépenses des touristes, frais, intérêts de prêts consentis à l'étranger et autres services). Par la réduction des recettes de nouveaux plans de l'économie nationale ont été atteints; les activités purement intérieures (construction, travaux publics etc...) ont été finalement paralysés comme l'avaient été d'abord nos relations commerciales avec l'étranger.

CHAPITRE IV

LA CONTRACTION DU COMMERCE EXTERIEUR ET L'ORDRE SOCIAL

Les troubles économiques causés par la contraction de notre commerce extérieur ont eu des répercussions sur le plan social dont nous avons pu seulement mesurer la grandeur à partir du mois de juin 1936.

Le mouvement des faillites. — Ces troubles se sont d'abord manifestés dans les entreprises vivant du commerce extérieur. La faillite de bon nombre de ces entreprises a réduit au chômage une grande quantité de travailleurs qui ont disparu du marché de la consommation; ce fait a entraîné à son tour une recrudescence de faillites dans tous les genres d'industries même celles travaillant uniquement pour le marché intérieur. Il y a donc des liens étroits entre le commerce extérieur d'une part et les faillites et le chômage d'autre part.

Les statistiques de faillites ne distinguent pas les entreprises par la destination de leurs produits mais il est aisé de trouver parmi les faillites celles des entreprises appartenant à des branches de l'économie particulièrement dépendantes du commerce extérieur. D'ailleurs les faillites dans ce genre d'entreprises ont à peu près suivi l'évolution de l'ensemble de faillites enregistrées pendant la crise avec cette différence que leur recrudescence a commencé un peu plus tôt.

L'accroissement des faillites et des liquidations judiciaires dans les industries exportatrices a suivi rigoureusement l'évolution de notre commerce extérieur. Il s'est fait à peu près exactement en sens inverse de la régression de la valeur

totale de nos échanges avec l'étranger, dont le mouvement a débuté en 1929, s'est amplifié jusqu'en 1932, puis s'est notablement restreint en 1933. Le mouvement général des faillites, au contraire, n'a marqué une recrudescence notable qu'à partir de 1931 lorsque l'ensemble de notre économie a été gagné par la crise. Par contre ce nombre anormal des faillites d'entreprises de tous genres s'est maintenu en 1933 alors que les faillites se faisaient plus rares dans les industries exportatrices.

Ainsi donc l'amélioration passagère de notre commerce extérieur en 1933 a eu peu d'influence sur le mouvement général des faillites. L'arrêt marqué par la suite démontre qu'une première tranche d'entreprises peu solides et viables seulement en période de prospérité a été éliminée.

La moyenne mensuelle des faillites ne cesse ensuite de croître à mesure que notre commerce extérieur se contracte. Elle atteint son point culminant en juillet 1935 avec le nombre de 1098 alors que la moyenne mensuelle de 1930 était de 521 et cette moyenne peut être considérée comme normale puisqu'elle est du même ordre de grandeur que la moyenne de 1913 (539) année considérée comme normale. A partir de juillet 1935 le nombre des faillites ne cesse de décroître quoique la valeur de notre commerce extérieur continue à diminuer jusqu'en septembre 1936. Cette divergence d'allure des deux mouvements étudiés s'explique par ce fait qu'à partir de 1935 toutes les entreprises qui n'ont pu s'adapter à l'économie de la crise ont été éliminées. Celles qui restent se sont accomodées des débouchés extérieurs réduits et vivent surtout sur le marché intérieur. L'économie française est maintenant débarrassée de quelques-uns de ces éléments indésirables.

Le chômage. — Le nombre sans cesse croissant des faillites et la situation pécuniaire où se trouvaient les entreprises demeurant en activité ont entraîné une recrudescence de chômage. La concurrence naissant entre les ouvriers en chômage d'une part et d'autre part l'obligation où se trouvaient les entrepreneurs de comprimer leurs prix de revient afin de ne pas perdre toute possibilité d'exportation ont amené une réduction générale des salaires.

C'est donc l'obligation d'exporter qui a surtout obligé les entrepreneurs à opérer des réductions de salaires, mais les salaires ont résisté plus longtemps que les autres éléments du prix de revient au mouvement de déflation et les effets de la réduction de nos échanges avec l'étranger ne se sont fait sentir sur les salaires qu'avec un certain retard.

Le fléchissement de notre commerce extérieur (qui prit naissance en 1929) n'a eu de répercussion sur le taux des salaires qu'en 1932. L'enquête annuelle de la S. G. F. auprès

des Conseils de Prud'hommes et des mairies montre en effet que le taux des salaires a encore monté en 1930 et qu'il est resté stable en 1931. L'indice de l'ensemble des 38 professions masculines passe de 685 en 1929 à 732 en 1930. L'indice des 7 professions féminines de 800 en 1929 à 860 en 1930. L'année suivante la baisse des salaires s'amorce timidement. Elle atteint en moyenne 2,5 % et n'a pas de rapport avec la contraction très importante du commerce extérieur enregistrée en 1931 et 1932. La valeur de l'ensemble du commerce extérieur a en effet diminué de plus de moitié (40 milliards contre 108 milliards) de 1929 à 1934 alors que le taux des salaires est encore en 1934 au niveau de 1929. Cependant dans les industries exportatrices le taux des salaires a suivi de plus près le mouvement de baisse du commerce extérieur : pour la période de 1930 à 1934 les salaires dans les industries textiles, par exemple, ont baissé de 12 % alors que la moyenne générale de diminution des salaires était de 5 %.

Si les salaires ont suivi timidement le mouvement de régression de notre commerce extérieur leur hausse rapide, à partir de juin 1936, a été due à des causes politiques plus qu'à des causes économiques. Le taux de salaires pour l'ensemble de 43 professions masculines dans les villes autres que Paris a augmenté en moyenne de 16,2 % puis de 20 % par rapport à l'année précédente. Or, ce relèvement important a précédé de 4 mois le léger redressement de notre commerce extérieur ; en réalité cette augmentation des salaires a été beaucoup moins importante puisque le franc a été dévalué de 25 % en septembre 1936.

Malgré cette divergence momentanée entre l'évolution du taux de salaires et l'évolution du commerce extérieur, on ne doit pas perdre de vue l'influence indirecte mais certaine de ce dernier facteur économique sur l'autre. En effet, c'est le mécontentement des masses ouvrières causé par les réductions de salaires nécessitées elles-mêmes par la sauvegarde de notre commerce extérieur qui a porté les extrémistes au pouvoir. Les majorations de salaires qu'ils ont accordées n'avaient aucun rapport avec l'évolution des autres éléments de la conjoncture française ; elles n'ont pu subsister que parce que leurs effets ont été en partie anihilés par les dévaluations successives et la hausse rapide des prix mondiaux.

D'ailleurs si le taux des salaires n'a pas suivi de près le mouvement dégressif du commerce extérieur, la masse des salaires payés a été beaucoup plus affectée par le marasme de cette branche de notre activité économique : c'est-à-dire que le chômage a cru beaucoup plus rapidement que le taux des salaires ne diminuait. Les entrepreneurs ont comprimé leurs prix de revient non pas en réduisant les salaires des ouvriers mais en licenciant tous ceux qui n'étaient pas

indispensables à la satisfaction des commandes réduites qu'ils recevaient.

La progression croissante des ouvriers en chômage a donc été inversement proportionnelle à la régression du commerce extérieur. Elle a cependant débuté un peu plus tard que cette dernière. Le marché intérieur ayant ainsi que nous l'avons vu suppléé pendant quelques mois à la défaillance des marchés étrangers, la production n'a pas souffert tout d'abord. En outre la main-d'œuvre faisait défaut en France au temps de la prospérité ; en 1929 toutes les offres d'emploi n'avaient pu être satisfaites ; la crise de chômage n'a donc commencé à se faire sentir qu'à partir du quatrième trimestre de 1930.

Le commerce extérieur a agi sur l'emploi par l'intermédiaire de la production ; le mouvement de régression imprimé par le commerce extérieur s'est d'abord répercuté sur la production. Mais les entrepreneurs n'ont pas immédiatement licencié leurs ouvriers en surnombre lorsqu'ils se sont aperçu qu'ils surproduisaient ; ils les ont tout d'abord fait travailler moins longtemps (chômage partiel) c'est pourquoi les licenciements d'ouvriers n'ont commencé à se produire qu'à la fin de 1930. Les industries les plus touchées par le chômage ont été naturellement celles qui travaillaient principalement pour le marché extérieur (industries textiles de la laine et de la soie, industries de luxe, joaillerie, poteries et céramiques, articles de Paris) : c'est ainsi que le chômage dans la région parisienne a cru plus rapidement qu'en province : en effet la plupart des industries de luxe sont groupées dans cette région.

Dès 1931 la diminution des effectifs employés était de 28 % dans la joaillerie :

27,9 % dans les industries des pailles et plumes.

16 et 17 % dans les industries métallurgiques et bois.

14,7 % — poteries et céramiques.

La diminution générale des effectifs ouvriers occupés atteignait 12,6 % à la fin de 1931. La légère amélioration de notre commerce extérieur en 1932-1933 ne s'est pas poursuivie assez longtemps pour inciter les entrepreneurs à réembaucher de nouveaux ouvriers, ils se contentèrent de faire travailler davantage ceux qu'ils avaient conservés. Cependant sous l'influence de cette reprise le chômage est resté stationnaire jusqu'au début de 1934. La baisse des effectifs employés reprend ensuite de plus belle, elle est accompagnée d'une augmentation du chômage partiel. A mesure que la crise contamine de nouvelles branches de l'industrie, le chômage s'étend. Cependant certaines industries ont résisté plus longtemps que les autres (métallurgie, produits chimiques) en raison des commandes passées par l'Etat pour la défense

nationale. En revanche les industries principalement exportatrices : textiles, cuirs et peaux etc... continuent à souffrir plus que les autres en raison de la contraction continue des débouchés extérieurs. Certaines de ces industries tendent à disparaître complètement : dentelles, tissage de soies lamées, etc...

La recrudescence du chômage a son point culminant en février 1935. A cette date il n'y avait pas moins de 418.919 chômeurs inscrits aux fonds de chômage dont 325.017 hommes et 93.902 femmes soit une augmentation de 8.513 chômeurs sur la même période de l'année précédente. Cette période de recrudescence coïncide avec le maximum du fléchissement de la valeur de notre commerce extérieur, de même la diminution très nette du chômage à partir de septembre 1936 avec l'amélioration de nos échanges avec l'extérieur.

**Pourcentage de variation en plus ou en moins par
rapport au mois correspondant de l'année
précédente des effectifs employés dans des
établissements occupant au moins
100 personnes.**

Mois	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Janvier .	— 4.20	—13.38	—5.75	—0.83	—6.47	—0.39
Février .	— 4.70	—14.69	—4.18	—0.84	—6.48	+0.43
Mars .	— 5.40	—14.53	—3.19	—1.70	—6.15	+0.61
Avril .	— 5.87	—14.94	—1.78	—2.52	—5.53	+0.68
Mai .	— 6.05	—13.98	—2.35	—2.64	—5.66	+1.98
Juin .	— 6.40	—13.37	—2.09	—2.52	—4.80	
Juillet .	— 7.19	—11.60	—1.35	—3.14	—4.29	
Août .	— 8.24	—12.73	—0.51	—3.87	—3.79	
Septembre	— 8.94	—12.26	—0.51	—4.12	—2.95	
Octobre .	—10.50	—13.12	—0.7	—4.29	—2.87	
Novembre	—11.11	— 9.66	—0.48	—4.82	—2.33	
Décembre	—12.56	— 7.83	—1.20	—5.60	—1.82	

La diminution du chômage enregistrée en mai 1937 par rapport à mai 1936 est d'environ 80.000 chômeurs. Malheureusement cette régression du chômage n'est due que pour une très faible part à la reprise de notre commerce extérieur et même à une reprise économique intérieure; elle est beaucoup plus justifiée par la prolongation de durée du service militaire et par l'application de la semaine de quarante heures (surtout dans les réseaux de chemins de fer).

CONCLUSION

Dans cette étude sommaire nous venons, en étudiant les variations du commerce extérieur français et leurs répercussions, de tracer le processus d'évolution de la crise en France. Nous avons vu comment la dépression économique des pays étrangers et particulièrement des pays d'outre-mer avait d'abord fâcheusement influencé nos échanges avec l'étranger puis avait gagné par ce chemin d'abord les diverses branches de notre production puis toute la structure économique et sociale de notre pays. Nous avons vu également les divers efforts tentés par les pouvoirs publics et les particuliers pour revenir sinon à la prospérité passée du moins à une situation lui permettant de lutter à armes égales avec l'étranger.

La crise a en effet revêtu en France des aspects tout à fait spéciaux ; aux causes générales de la crise sont venus s'ajouter des facteurs particuliers à notre pays. Ce sont ces facteurs qui ont empêché l'économie française de suivre le mouvement général de reprise. Malgré les efforts dont nous avons retracé l'histoire, la France semble prête à subir une nouvelle crise avant d'avoir pu sortir de la précédente. Des éléments favorables à une reprise générale du commerce international ont cependant fait leur apparition dans le monde vers la fin de 1935 : les stocks de matières premières accumulés pendant la crise ayant fini par s'épuiser, une hausse générale des matières premières s'est amorcée, hausse propice à un rétablissement de la production sur des bases moins désordonnées. Malheureusement à ce moment a éclaté en France une crise sociale sans précédent. A partir des élections de 1936 la production et les échanges ont été en grande partie paralysés. L'adaptation de la production aux nouvelles charges s'est révélée si pénible qu'il a fallu procéder à un arrêt dans les réformes et même à un retour en arrière. Les prix de revient soudain gonflés ont rendu encore plus difficiles nos ventes à l'étranger. Le coup de fouet donné par les diverses dévaluations à notre commerce n'a pu avoir les conséquences espérées, en effet les industries françaises travaillant au ralenti n'ont pas profité de la prime à l'exportation accordée par la chute de notre monnaie. L'exportation a fléchi de nouveau et le déficit de la balance commerciale s'est considérablement accru.

En résumé, le marasme dans lequel se trouve le commerce extérieur français semble dû à deux principaux facteurs l'un intérieur et l'autre extérieur.

Le facteur intérieur c'est surtout le ralentissement de la production. En effet les prix-or français sont à l'heure actuelle égaux ou inférieurs aux prix-or étrangers ; sur les marchés extérieurs les produits français malgré la hausse considérable de leur prix de revient sont dans une position favorable par rapport aux produits concurrents. Malheureusement nous ne pouvons souvent utiliser cette position favorable, certaines de nos industries éprouvant une grande difficulté ou même une impossibilité à remplir les commandes qui leur sont passées. Le seul remède à ce mal est non pas un retour en arrière et la suppression de la loi des quarante heures mais une meilleure utilisation de celle-ci. Les moyens techniques que nous possédons aujourd'hui devraient permettre une production aussi importante qu'auparavant avec un travail de quarante heures par semaine, mais il faut que ces quarante heures soient employées à un travail efficace. Il faut que travailleurs et machines donnent leur rendement maximum. Pour arriver à ce résultat une étroite collaboration basée sur la compréhension de leurs intérêts communs doit exister entre patrons et ouvriers. Le problème de la production qui conditionne actuellement notre commerce d'exportation pourra être résolu lorsque disparaîtra l'esprit de lutte entre patrons et ouvriers et l'état de grève perlée qui persiste depuis 1936 dans les grandes entreprises.

Une reprise de nos exportations nécessite aussi de gros efforts de la part du capital.

Malgré l'état de malaise qui règne depuis quelques années les capitaux thésaurisés doivent sortir de leur retraite. Il est nécessaire que l'outillage de nos usines souvent périmé soit modernisé, beaucoup d'entre elles ont besoin d'être transformées, afin de s'adapter aux conditions créées par la dernière crise et l'évolution de la structure économique de notre pays, certaines industries qui subsistent grâce à la protection des barrières douanières et qui sont un poids mort pour notre économie doivent être sacrifiées.

L'équipement industriel de nos colonies malgré la concurrence qu'il fera bientôt naître pour les industries métropolitaines a besoin d'être intensifié. L'initiative privée sur qui repose encore toute notre économie doit retrouver sa hardiesse d'autan quoiqu'elle ne puisse plus espérer être récompensée par les bénéfices considérables d'autrefois. Les opérations de ventes à l'exportation, par exemple, sont souvent regardées comme des aventures dont le profit n'est jamais proportionné aux risques.

Les barrières douanières élevées le plus souvent dans des

intérêts électoraux se sont souvent opposées à l'œuvre salubre de sélection et d'élimination résultant de la crise ; tout un reclassement de nos industries est à faire. Nous avons vu que nos exportations traditionnelles s'étaient profondément modifiées depuis la crise. Ces modifications répondent à une évolution de la structure de l'économie mondiale et il serait oiseux de vouloir lutter contre elle. Il faut donc favoriser les industries dont la fonction exportatrice se développe ou est susceptible de se développer.

En face des économies autarciques qui n'importent que ce qu'elles sont dans l'impossibilité absolue de produire il faut que nous nous spécialisons dans la création de produits que nous sommes seuls à produire ou que nous produisons dans de meilleures conditions que les autres. Puisqu'on nous demande maintenant des matières premières, des produits métalliques ou électro-chimiques à la place des produits des industries textiles que nous vendions autrefois, intensifions et protégeons cette production. Faisons de même pour certaines industries de produits de luxe pour lesquelles nous avons un quasi monopole et dont la vente à l'exportation est restée particulièrement stable pendant la crise.

Un groupement de toutes les industries exportatrices françaises devient de plus en plus nécessaire. Des unions ou associations pour la vente à l'étranger existent déjà mais elles sont limitées à certaines branches de nos industries exportatrices, il n'y a pas de véritable lien entre ces divers groupements. Il serait donc nécessaire pour répondre à la quasi nationalisation du commerce extérieur chez la plupart de nos clients que toutes les industries exportatrices françaises s'unissent non seulement pour la vente de leurs produits à l'étranger mais aussi sur le plan de la production. Ce vaste groupement dont ne pourraient faire partie que les industries principalement exportatrices devrait constituer un « secteur protégé » de notre économie grâce à des avantages fiscaux et à l'assouplissement des lois sociales. Il est en effet indispensable pour permettre aux produits français de concurrencer les produits des nations socialement moins évoluées de compenser les nouvelles charges qui frappent notre exportation. Cet organisme centraliserait tous les services de ventes et d'informations, grouperait les envois par pays et catégories de marchandises ; obtiendrait d'importantes réductions sur les transports et instituerait pour ses adhérents une assurance mutuelle des risques de vente à l'étranger plus souple et plus complète que celle créée depuis la crise par l'État.

Il établirait à l'étranger des comptoirs généraux de produits français et un réseau d'agents commerciaux. Bref, cet organisme serait chargé de grouper et de coordonner tous les efforts tentés pour développer nos ventes à l'étranger et

deviendrait l'intermédiaire indispensable pour toute opération d'importation ou d'exportation.

La création d'une telle puissance ne pourrait laisser l'Etat indifférent, elle ne peut même être envisagée sans l'aide de ce dernier, mais il n'est pas indispensable, comme le prétendent certains, que la direction du commerce extérieur soit nécessairement confiée à un organisme d'Etat. Il nous semble que dans ce cas l'Etat agirait habilement en laissant libre cours à l'initiative privée, et en faisant appel à l'esprit de solidarité et même de sacrifice des producteurs à l'exportation, sans pour cela, cesser d'exercer une étroite surveillance sur une organisation aussi importante pour la collectivité. On peut envisager en effet l'étroite collaboration de cet organisme avec les services du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, sa consultation obligatoire pour la solution des questions douanières et fiscales. Ses représentants pourraient, par exemple, être chargés de discuter les clauses des accords commerciaux, la répartition des contingents. En raison de leur aptitude particulière à connaître les besoins de nos industries, ils seraient ainsi très bien placés pour établir avec les représentants des organismes étrangers similaires un plan de répartition rationnelle des débouchés qui permettrait à la France de reprendre sa place sur les marchés étrangers sans lutte épuisante et transformerait les contingentements en instrument de conciliation et de répartition.

Sur le plan de la politique commerciale extérieure il serait vain de se lamenter sur un libéralisme disparu pour longtemps. La France ne peut, seule, donner l'exemple d'un retour au libre échange. Cependant un libre échange basé sur une division naturelle du travail entre les diverses nations et mettant ainsi au meilleur compte les richesses de chacun à la portée de tous reste toujours la solution idéale du problème des échanges entre nations en même temps que le meilleur gage d'une paix durable.

Là encore nous devons adapter nos courants d'échange à l'évolution rapide de la structure économique mondiale.

Le libre échange a put être un idéal partiellement réalisé lorsque un petit groupe d'états seulement était industrialisé et transformait les matières premières du monde entier, aujourd'hui chaque nation si petite soit-elle rêve de devenir une entité économique et tend à satisfaire la plupart de ses besoins ; d'autre part la solidarité économique que crée la division internationale du travail est incompatible avec un monde qui vit dans la préparation de la guerre. Il faut donc se résigner à voir les relations commerciales entre les divers pays se réduire à des échanges de matières premières ou de produits de monopoles. Cependant quelqu'inévitable que

soit cette contraction du commerce international la part de la France dans ce commerce est actuellement trop restreinte pour son importance économique ; ses ventes à l'étranger surtout se sont évanouies trop rapidement pour qu'il n'y ait là un mal sans remède.

Le mal ainsi que nous l'avons précédemment remarqué a des causes multiples, les remèdes devront donc aussi être multiples. Ils seront longs à produire effet. On ne peut exiger de simples mesures financières ou douanières de révolutionner du jour au lendemain une situation qui s'est établie depuis plusieurs années. On a accusé par exemple la surévaluation de la monnaie française d'avoir ruiné notre commerce d'exportation et cela est en grande partie exacte. Mais après nos dévaluations successives nos ventes à l'étranger se sont peu améliorées et l'on se mit aussitôt à la recherche de nouvelles causes et de nouveaux remèdes à cet état de choses sans songer à attendre les effets possibles de la dévaluation de notre monnaie. Pendant quatre ans en raison de sa situation monétaire la France s'est trouvée à peu près isolée du monde économique ; les marchés étrangers qu'elle fut obligée d'abandonner en raison de l'élévation des prix français ont été immédiatement occupés par nos concurrents. Aujourd'hui malgré la baisse considérable des prix-or français nos produits ne peuvent immédiatement reprendre leur place sur le marché mondial si l'on connaît la force de l'habitude dans les relations de clients à fournisseurs. Il faut que nous entreprenions maintenant une vaste œuvre de « reconquête » des marchés étrangers, œuvre de longue haleine que seul un puissant organisme comme celui que nous préconisons peut entreprendre.

De nombreux économistes voient dans le développement de nos échanges avec les colonies le moyen de pallier à la déficience de nos autres clients. Mais ce ne peut être là qu'un remède parmi les autres. En effet les colonies françaises peuvent être classées parmi les pays neufs c'est-à-dire qu'elles ne peuvent vivre que par la vente de quelques matières premières et de produits agricoles. La France n'absorbe pas assez de chacune de ces matières pour être leur unique client ; il faut donc que les colonies puissent vendre une partie de leur production à l'étranger et pour pouvoir vendre à l'étranger elles doivent nécessairement aussi lui acheter.

Le pouvoir d'achat des colonies dépend entièrement de leurs exportations et en grande partie de leurs exportations vers l'étranger. Elles ne peuvent donc nous acheter que dans la mesure où elles peuvent nous vendre et il serait imprudent de compter sur leur marché pour améliorer notre balance commerciale. La récente évolution du commerce franco-colonial vient corroborer cette prévision. Nous avons vu en effet

dans notre étude statistique que le commerce franco-colonial s'était bien développé pendant les années de crise mais au détriment de nos exportations vers les colonies. La balance franco-coloniale, autrefois favorable à la France s'est en effet renversée au profit des colonies. Les achats de la France dans son empire se sont accrus beaucoup plus rapidement que ses ventes. D'autre part, il ne faut pas espérer que les colonies absorberont toujours docilement les objets fabriqués en France sans essayer de les produire elles-mêmes et à meilleur compte ; rien ne pourra empêcher l'industrialisation des colonies. Sans être prophète on peut dire que dans quelques années, les objets fabriqués dans nos colonies concurrence-ront, non seulement sur le territoire de l'empire mais aussi dans la métropole, les produits français. A ce moment-là les colonies auront des intérêts économiques contraires aux nôtres, elles auront à protéger leurs industries naissantes et acquerront vite une indépendance économique semblable à celle des dominions britanniques. Il ne faut donc pas compter sur le marché colonial pour remplacer entièrement les marchés étrangers. Le rêve de la constitution d'une économie fermée entre la France et son empire s'avère de moins en moins réalisable à mesure que l'évolution économique des colonies se poursuit.

La diversité infinie des besoins et celle non moins considérable des richesses naturelles ne peuvent permettre à un empire si vaste soit-il de s'isoler économiquement du reste du monde. Cependant cela ne signifie pas que nous ne devons pas essayer pour le moment d'intensifier nos relations commerciales avec nos colonies. Mais puisque nous ne pouvons nous passer des marchés étrangers, nous devons en même temps entreprendre une reconquête de nos anciens marchés et porter nos efforts sur de nouveaux débouchés possibles. Il est évident que dans la période de tension des relations internationales que nous traversons la réalisation de ce programme s'avère très difficile. Dans l'attente d'une guerre possible les nations se replient sur elles-mêmes et restreignent leurs achats. Mais puisque les relations économiques sont dominées depuis quelques années par l'état des relations politiques ne serait-il pas possible d'utiliser cette situation politique pour améliorer nos échanges commerciaux ? Un fossé de plus en plus profond semble se creuser entre les démocraties et les états totalitaires et l'antagonisme de ces deux formes d'état social resserrent les liens de leurs partisans. Deux blocs politiques tendent à se former : ne pourrait-on transformer cette entente politique en une entente économique ? Nous ne voulons pas parler ici d'une union douanière d'un Zollverein des démocraties mais plutôt d'une entente cordiale économique. Puisque les nécessités du moment obligent un certain nom-

bre d'états à faire des sacrifices pour s'unir politiquement, pourquoi ne pourraient-ils pas sacrifier quelques-uns de leurs intérêts économiques et instituer à l'aide de conventions un régime préférentiel pour leurs alliés politiques ? Cette constitution d'un bloc économique comprenant les grandes démocraties n'est pas impossible : les U. S. A., l'Angleterre, la France et leurs empires respectifs constituent en effet la majeure partie du monde économique.

Grâce à cette entente la France pourrait retrouver en partie tout au moins le marché qu'elle a perdu en Angleterre et dans ses Dominions depuis 1931. Ses produits n'auraient plus à souffrir dans ces pays de l'esprit hostile que nous avons signalé. Un pas a déjà été fait dans ce sens par le traité franco-américain de 1936. Il faut que la nouvelle entente cordiale donne naissance à un esprit de collaboration économique et se traduise par un traité commercial franco-anglais qui ranimera les échanges entre la France et son empire et l'empire Britannique.

En résumé seule une conjugaison des efforts sur le plan de la production et sur celui de la politique commerciale pourra amener un redressement de notre commerce d'exportation. Pour arriver à ce résultat, il est nécessaire que chacun ait en France une conscience plus claire de l'importance du commerce extérieur.

Le déficit de la balance commerciale a été trop longtemps un élément normal de notre économie. Ce déficit, qui a été en s'accroissant, n'est plus depuis quelques années déjà, contrebalancé par d'autres sources de revenu ; cependant, les modifications apportées par la crise à la constitution de notre balance des comptes ne disparaîtront pas avec elle. Notre balance des comptes reflète en effet les profonds changements survenus dans la structure économique de notre pays depuis la guerre. La France ne peut plus vivre du revenu des capitaux prêtés antérieurement par elle et se permettre ainsi d'acheter davantage à l'étranger qu'elle ne lui vend ; elle est maintenant dans l'obligation de payer les objets qu'elle se procure à l'extérieur avec le produit de ses exportations sous peine de déperir rapidement. En un mot elle doit à tout prix réduire le déficit de sa balance commerciale non pas en réduisant ses importations, ce qui signifierait un ralentissement de la production, mais en faisant renaître son commerce d'exportation.

Vu : le doyen de la Faculté de Droit
RIPPERT

Vu : le Président de la thèse.
ALBERT AFTALION

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS STATISTIQUES

Annuaire statistique.

Bulletins de la Statistique Générale de la France.

Tableau général du Commerce et de la Navigation.

OUVRAGES ET ARTICLES DE REVUE IMPORTANTS

AFTALION. — Monnaie. Prix et change.

AFTALION. — Les variations cycliques irrégulières dans les relations internationales.

ANSIAUX. — Caractères nouveaux du cycle actuel. *Rev. écon. pol.*, 1931.

AUGÉ-LARIBE. — Le protectionisme agricole. *Rev. écon. pol.*, 1933.

BATAILLE (J.). — Les offices de compensation. Leur rôle dans la restauration du commerce extérieur.

BAYLE. — Les hauts salaires.

BOISSARD (Ad). — Les échanges internationaux, et la politique douanière française au cours de la crise économique. Rapport adopté par le Conseil national économique, Paris, 1932.

BROCARD. — Principes d'économie nationale et internationale.

BOUVIER-AJAM. — Les mouvements cycliques des prix. Théorie capitaliste des crises.

CARSOW (M.). — La crise économique en France. *Journal des économistes*, 1932-1933.

CAZALIS (Emile). — Le commerce franco-colonial, son importance croissante dans le commerce international. *Etat Moderne*, janvier 1934.

DAUDET (Antoine). — L'exportation françaises en face de la réglementation des échanges et des accords de compensation. Paris, 1936 (thèse).

DIETRICH (Cl. B.). — French imports quotas. *American Econ. Rev.* Déc. 1933.

DINET (R.). — Le commerce extérieur français de 1927 à 1933 et la crise économique.

DUBOIS (J.). — Les accords de clearing. *Rev. écon. internat.*, 1935, t. 3.

FILIPPI. — La crise des exportations françaises (1935). Rapport adopté par le Conseil national économique.

GIGNOUX. — L'après-guerre et la politique commerciale.

- HALADJAN (M. B.). — De la crise à la prospérité, 1932.
- HENNEBICQ (Léon). — La crise, le commerce, l'état. *Rev. écon. internat.*, 1932, t. 3.
- HÉRISSON (Ch.). — Autarchie. Economie complexe politique commerciale rationnelle, 1936.
- HOSTIE (J.). — La nationalisation des échanges. *Rev. écon. internat.*, 1933, t. 2.
- JARRY (P.). — L'office franco-allemand des paiements et le commerce franco-allemand — 1936. (Thèse).
- JERAMEC. — La fonction exportatrice dans l'économie industrielle. Statistique générale de la France, oct. déc. 1935.
- JOLLY (P.). — La compensation et les règlements internationaux. *Rev. écon. pol.*, 1933.
- LASERRE. — Les nouvelles orientations de la politique commerciale française. *Presses universitaires*, 1933.
- LAUFFENBERGER (Henri). — L'équilibre de l'économie française. *Rev. écon. internat.*, 1934, t. 47.
- LESCURE (Jean). — Des crises générales et périodiques de surproduction, 1932.
- LEWINSHON (Richard). — Histoire de la crise 1929-1934. *Biblioth. polit. et écon.*, 1934.
- MASPETIOL (A.). — La France à la Conférence de Londres, 1932. *Rev. écon. internat.*, 1933.
- MERTENS (A.). — La politique commerciale de crise de la France. *Rev. écon. internat.*, sept. 1934.
- DE MEENS. — La clause de la nation la plus favorisée. *Rev. écon. internat.*, 1933, t. 4.
- MEYNIAL. — La balance des comptes française.
- MICHEL (Robert). — Le boycottage international.
- MOLIERAC. — Traité de législation douanière.
- NAUDIN. — La politique commerciale française.
- NOGARO et MOYÉ. — Le régime douanier de la France, Sirey, 1931.
- NOGARO (Bertrand). — La crise économique dans le monde et en France — Paris, 1936.
- OUALID (W.). — Les nouvelles techniques de la politique commerciale. *Rev. écon. pol.*, 1933.
- OULES (Firmin). — Le problème du commerce internat., 1934.
- PARANAGUA (O.). — Politique commerciale internat. Genève Kundig, 1930.
- PERIETEANU (Alex.). — La crise mondiale. *Rev. écon. internat.*, 1933, t. 1.
- PERTHUIS de la SALLE. — La politique française de contingentement. Thèse. Paris, 1935.
- PHILIP (André). — La crise et l'économie dirigée — 1935.
- PRAULT (L.). — Protectionisme douanier et commerce extérieur français, 1935.
- RIST. — La nouvelle politique commerciale française. *Rev. écon. internat.*, août, 1936.
- RUEFF (J.). — La crise du capitalisme, 1935.
- DE ROUGE (T.). — La crise pléthorique mondiale. *Rev. écon. internat.*, 1935, t. 3.

- WEILLER. — Influence du change sur le commerce extérieur. *Biblioth. générale d'écon. pol.*, 1929.
- WEILLER (J.). — Evolution des courants commerciaux entre la France et les pays étrangers. *Activ. économique*, oct. 1935.
- WEILLER (J.). — Quelques étapes de la production douanière en France. *Activ. économique*, juillet 1935.
- WEILLER (J.). — La politique économique et l'ajustement des courants commerciaux. *Rev. écon. pol.*, 1933.

AUTRES ARTICLES DE REVUES

- Supplément au Bulletin quotidien* : Politique Commerciale de la France, 1936.
- Supplément au Bulletin quotidien* : Le Commerce Franco-Colonial, janvier-mai, 1936.
- Bulletin de la Société d'Etude et d'Inform. Economique* : La politique douanière contractuelle de la France. Année 1936 (n° 16 mars 1937).
- Journal des Economistes* : Le Commerce extérieur français en 1935 et les négociations commerciales.
- Publications de la S. D. N.* : Le cours et les phrases de la dépression économique mondiale (Rapport à l'Assemblée de la S. D. N. Genève 1931).
- Revue Economique Internationale* : Août 1936. Le Traité Commercial Franco-Américain du 6 mai 1926.
- Revue d'Economie Politique* : La vie économique en France. Le commerce extérieur ; mai-juin 1930 ; mai-juin 1931 ; mai-juin 1932 ; mai-juin 1933 ; mai-juin 1934 ; mai-juin 1935 ; mai-juin 1936.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.	5

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ENSEMBLE DU COMMERCE EXTERIEUR PENDANT LA PERIODE 1931-1937. ETUDE STATISTIQUE

CHAPITRE PREMIER. — FLUCTUATIONS DE LA VALEUR ET DU VOLUME DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR	9
A) Fluctuations de la valeur du Commerce extérieur.	11
B) Fluctuations du volume	15
CHAPITRE II. — EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE PAR NATURE DE MARCHANDISES	20
A) Evolution générale des Importations	20
a) Matières nécessaires à l'industrie	21
b) Denrées alimentaires	25
c) Objets fabriqués	27
B) Evolution générale des Exportations	28
a) Matières nécessaires à l'industrie	29
b) Objets fabriqués	31
c) Objets d'alimentation	33
CHAPITRE III. — EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE AVEC LES PAYS ETRANGERS	35
A) Importations.	37
B) Exportations	44
C) Evolution des balances commerciales partielles	51
CHAPITRE IV. — EVOLUTION DU COMMERCE DE LA FRANCE AVEC SES COLONIES.	52
A) Importance croissante du Commerce franco-colonial	52
B) Importations.	54
C) Exportations.	57
D) Evolution des balances partielles franco-coloniales.	61

DEUXIEME PARTIE

CAUSES DE LA CONTRACTION DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR

CHAPITRE PREMIER. — LES CAUSES GÉNÉRALES : FAITS AYANT IN- FLUÉ A LA FOIS SUR L'ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS ET SUR CELLE DES EXPORTATIONS	63
a) Evolution de la structure de l'économie mondiale	63

	Pages
b) Nouvelle répartition des éléments de production	64
c) Disparition de la spécialisation de la production des diverses nations	64
d) Changement d'orientation des courants d'échange	66
c) Nationalisme économique. Intervention de l'Etat. Autarcie.	67
f) Liquidation de la guerre	68
 CHAPITRE II. — CAUSES QUI ONT INFLUÉ SPÉCIALEMENT SUR LE MOUVEMENT DES IMPORTATIONS	 70
A) Action des quantités importées sur la valeur de nos importations	70
B) Répercussions de l'évolution de nos importations sur notre économie	74
C) Influence des prix sur la valeur des importations	75
a) Comment les prix ont modifié directement la valeur des quantités importées.	76
b) Comment les prix ont agi indirectement sur la valeur de nos importations.	77
c) Influence sur nos importations des variations artificielles de prix.	78
 CHAPITRE III. — LA POLITIQUE D'EXPORTATION DE NOS PRINCIPAUX FOURNISSEURS	 82
A) Développement du crédit à l'exportation	82
B) Organisation des ventes à l'exportation	84
 CHAPITRE IV. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE	 86
A) Situation de notre système douanier au début de la crise .	87
B) Evolution de la politique douanière française	87
a) La surtaxe des changes	88
b) Les contingentements.	88
c) Les accords commerciaux.	93
C) Répercussions de la politique douanière de la France sur ses importations.	97
 CHAPITRE V. — CAUSES QUI ONT INFLUÉ SPÉCIALEMENT SUR LES EXPORTATIONS	 100
A) Action des quantités exportées sur la valeur des exportations.	101
B) Influence des prix sur la valeur de nos exportations . . .	108
C) Causes des fluctuations des quantités et des prix	109
a) Origine des fluctuations des quantités	109
b) Les principaux facteurs du mouvement des prix. . . .	110
1 ^o Le prix des matières premières.	110
2 ^o Les salaires	111
3 ^o Les charges sociales et le ralentissement de la production	113
4 ^o Les impôts et la politique fiscale	115
5 ^o Les charges du capital.	116
C) Politique d'exportation de la France.	119
a) Action des producteurs	121
b) Aide de l'Etat aux exportateurs	122
D) Politique commerciale extérieure de la France	125
E) Politique d'importation de nos principaux clients. . . .	126

TROISIEME PARTIE

LES EFFETS DE LA CONTRACTION
DU COMMERCE EXTERIEUR SUR
LA VIE ECONOMIQUE

	Pages
CHAPITRE PREMIER. LA CONTRACTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA PRODUCTION	135
CHAPITRE II. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET L'ÉTAT DES FINANCES PRIVÉES	141
CHAPITRE III. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES FINANCES DE L'ÉTAT	143
CHAPITRE IV. — LA CONTRACTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET L'ORDRE SOCIAL.	147
CONCLUSION	153

